

---

## Bulletin n° 12, Grandes Villes et Relations internationales

---

### Bulletin n° 12, grandes villes et relations internationales

Bulletin n° 12, automne 2001

André Kaspi, p. 7-10

→ [Editorial](#)

Jean-Michel Guieu, p. 11-25

→ [Genève, 1926 : capitale de la paix ? L'admission de l'Allemagne à la SDN](#)

François Godicheau, p. 27-52

→ [« Madrid, tombe du fascisme, Barcelone, tombe du gouvernement ». Villes et relations internationales pendant la guerre civile espagnole](#)

Laurent Courmel, p. 53-71

→ [Moscou, 1960 : la fondation de l'Université de l'Amitié des Peuples](#)

Pierre Journoud, p. 73-94

→ [La visite du général de Gaulle à Phnom Penh. Entre mythes et réalités](#)

Caroline Moine, p. 95-112

→ [Berlin-Est, été 1973 : le Xe festival international de la jeunesse et des étudiants](#)

Pierre-Michel Durand, p. 113-125

→ [Un sommet du G7 pour Naples](#)

Muriel Témime, p. 127-147

→ [Le transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel Aviv à Jérusalem. Enjeux diplomatiques, 1947-2000](#)

Denis Guthleben, p. 149-157

→ [L'inathèque de France sur le site de la BNF](#)

Pierre Journoud, p. 159-162

→ [De l'Intérieur à l'International en passant par Fontainebleau...](#)

Bernard Ludwig, p. 163-169

→ [Milieux, réseaux et personnalités porteurs de projets d'unité européenne](#)

Raïssa Mézières, p. 171-181

→ [Gouvernance et Identités en Europe](#)

André Kaspi, p. 7-10

→ [Editorial](#)

**ANDRÉ KASPI**

Voici sept articles qui rassurent. De jeunes historiens, rattachés ou associés à l'Institut Pierre Renouvin, nous proposent, avec des exemples précis, une réflexion sur le rôle international des grandes villes. Ils confirment qu'une nouvelle génération prend la relève, que l'Institut Pierre Renouvin se porte bien, que l'histoire des relations internationales reste un domaine prometteur de la recherche et qu'il y a encore beaucoup à faire.

Jean-Michel Guieu évoque Genève en 1926, lorsque le 10 septembre l'Allemagne fit son entrée à la Société des Nations. Ce fut, écrit-il, « pour l'opinion internationale qui suivait l'événement l'espoir d'une pacification durable des relations inter-européennes ». Une Allemagne pacifique, incarnée par Gustav Stresemann, retrouvait sa place dans les instances internationales. Le discours du Chancelier exaltait la collaboration pacifique entre les États, demandait l'abaissement des barrières douanières, appelait au désarmement général. Aristide Briand fit mieux encore. Il sut enthousiasmer. L'auditoire applaudit à pleines mains, lorsqu'il acheva son discours par ces mots qui émurent jusqu'aux larmes beaucoup de ses auditeurs : « Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix ! » C'est ainsi que Genève devint « la capitale de la paix ». Bien sûr, les paroles dissimulaient les arrière-pensées, les tergiversations, les inquiétudes. La grande espérance se perdit dans les sables de la crise économique. La montée des totalitarismes fit le reste.

François Godicheau compare Madrid et Barcelone, au temps de la Guerre Civile. Madrid symbolise la résistance au fascisme ; Barcelone, noire et rouge, la subversion et la révolution. Des points communs ? Peut-être, mais ils ne résistent pas aux différends qui opposent entre eux les champions du camp républicain. Notre auteur prend appui sur les sources diplomatiques pour peindre les images contrastées que les deux villes donnent d'elles-mêmes. En fin de compte, dans l'histoire de la Guerre

Civile, Madrid demeure la capitale du « peuple espagnol en guerre », la capitale de l'héroïsme. Barcelone semble « irresponsable », parce qu'elle contribue à affaiblir le gouvernement légal et parle au nom du « peuple espagnol en révolution ».

Laurent Coumel nous transporte au cœur de la guerre froide. L'Union soviétique annonce en février 1960 qu'elle va créer l'Université de l'amitié des peuples. Voilà, nous dit Laurent Coumel, « un non événement pour l'historiographie, en regard d'autres affaires majeures comme le sommet [...] de Paris, [...] la crise congolaise, [...] le discours de Khrouchtchev à *la chaussure* à l'ONU », sans oublier l'élection de John F. Kennedy à la présidence des États-Unis. Mais c'est surtout le signe de la formidable avancée des Soviétiques dans le tiers-monde, donc de l'extension géographique de la guerre froide. Les peuples « opprimés », qui viennent d'obtenir le départ des puissances coloniales, doivent désormais savoir qu'ils peuvent compter sur le soutien de l'URSS. Ils auraient tort, toutefois, de nourrir des illusions. Les Soviétiques et leurs satellites fournissent une aide limitée, nettement inférieure à celle des pays occidentaux. La propagande l'emporte sur les réalités.

Pierre Journoud nous conduit à Phnom Penh. Le 1<sup>er</sup> septembre 1966, à 9 h 35, le général de Gaulle prononce un discours qui ne laissera indifférents ni les habitants de la péninsule indochinoise ni les Américains. En pleine guerre du Vietnam, alors que les États-Unis ont envoyé plus de 300 000 hommes sur les théâtres d'opérations, de Gaulle leur dit qu'ils ont tort de poursuivre le combat, qu'ils feraient mieux de consacrer tous leurs efforts à rétablir la paix. Journoud montre, preuves à l'appui, que le discours s'adresse surtout aux Français. Ses compatriotes, de Gaulle les rassure, stimule leur fierté, leur donne la mission de combattre « pour un plus juste équilibre des puissances dans le monde. » Bref, c'est dans le cadre des relations franco-françaises et des relations franco-khmères qu'il faut analyser la résonance du discours.

Caroline Moine aborde un sujet neuf. « Du 28 juillet au 5 août 1973, plus de 25 000 délégués et invités de 140 pays se retrouvèrent à Berlin-Est ». Ils viennent participer au X<sup>e</sup> festival international de la jeunesse et des étudiants. Prague, Budapest, Bucarest, Varsovie, Moscou, Vienne, Helsinki, Sofia ont déjà accueilli le festival. C'est l'occasion pour des milliers de jeunes, communistes, sympathisants, parfois plus touristes que militants, de se rencontrer, de militer pour la paix et « le rapprochement entre les peuples », de découvrir les démocraties dites populaires. Certes, leurs contacts avec la population sont contrôlés. Ils croient communiquer, alors qu'ils sont les victimes d'une gigantesque manipulation. Caroline Moine démonte le scénario. Non, la République démocratique allemande n'a pas fait naître une société ouverte, humaniste et fraternelle. Non, Erich Honecker n'est pas le bon apôtre d'un régime souriant. Somme toute, la manipulation a pour but de justifier l'entrée de la RDA à l'UNESCO en 1972 et de légitimer la reconnaissance internationale d'une Allemagne divisée.

Pierre-Michel Durand étudie la réunion du G7 à Naples du 8 au 10 juillet 1994. Naples fut un choix étonnant. Une ville populaire, qui compte 500 000 chômeurs, « de nombreux embouteillages, des poubelles qui débordent, de l'eau contaminée, [...] avec un taux de criminalité important et [...] la présence de la Camorra. » En un mot, la ville qu'il ne fallait surtout pas choisir. Les organisateurs ont relevé le défi. Du coup, les autorités municipales en profitent pour rénover les installations, donner « un coup de jeune » aux quartiers insalubres, pourchasser la petite criminalité. Et Durand de conclure : « Grâce au sommet du G7, Naples [...] s'affirme désormais comme une ville de congrès ».

Reste la septième et dernière étude. Elle conserve une actualité tragique. Muriel Témime a suivi de près le débat américain sur le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem. Elle nous rappelle que Washington n'a reconnu qu'en 1967 la légitimité de la présence israélienne à Jérusalem-Ouest, qu'on appelle « la ville juive ». Quant à la vieille ville, enfermée dans ses remparts, marquée par un nombre incalculable de lieux saints pour le judaïsme, le christianisme et l'islam, elle

n'est toujours pas considérée par les Américains comme « ré-unifiée » avec la ville juive. Après de longs débats, après les accords israélo-égyptiens de Camp David et la fragile réconciliation d'Oslo et de Washington entre les Israéliens et les Palestiniens, le Congrès vote la loi du 24 octobre 1995. Le gouvernement américain est tenu de transférer l'ambassade à Jérusalem-Ouest. Mais le président dispose d'une clause dite de sécurité nationale qui lui permet de repousser l'application de la loi. Bill Clinton ne s'en prive pas ; George W. Bush, non plus. Muriel Témime a raison de rappeler une vérité d'évidence : « Se focaliser sur le débat du transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem permet de mieux appréhender la complexité de la situation au Proche-Orient ». Depuis 50 ans, on en parle. La loi n'est pas appliquée. Quand le sera-t-elle ?

Au terme de cette lecture, une observation s'impose. Chacune de ces villes a tenu et tient encore un rôle primordial dans l'histoire. Les unes sont elles-mêmes des enjeux des relations internationales. C'est le cas de Berlin, de Moscou, de Jérusalem. Les autres laissent leur nom à des événements d'importance majeure. C'est le cas de Madrid et de Barcelone, de Phnom Penh, de Genève, de Naples. Et l'on pourrait allonger la liste de ces villes emblématiques. Les sept jeunes historiens, dont les lecteurs du Bulletin vont découvrir les contributions, ont ouvert une voie. Il faudrait qu'en leur compagnie d'autres chercheurs décident de la parcourir.

Jean-Michel Guieu, p. 11-25

→ Genève, 1926 : capitale de la paix ? L'admission de l'Allemagne à la SDN

**JEAN-MICHEL GUIEU**

«La cérémonie à laquelle nous venons d'assister laissera dans les esprits un souvenir inoubliable. Ce n'est pas la première fois qu'après une grande guerre, les peuples, hier ennemis, se rapprochent. L'histoire du monde est faite de réconciliations de cette sorte. Mais, jamais elles n'ont eu cette solennité, cette grandeur, ni présenté ces garanties de durée. Les guerres ont été suivies de paix, puis d'alliances contre un nouvel ennemi. Ce qui se passe en ce moment est quelque chose d'autre et bien davantage. C'est une promesse formelle d'oubli et de collaboration en vue d'une œuvre positive»<sup>1</sup>.

Ainsi s'exprime dans les colonnes du *Journal de Genève*, au lendemain de l'admission de l'Allemagne à la Société des nations, William Martin, le plus célèbre journaliste genevois de l'entre-deux-guerres. Cette confiance dans une paix retrouvée, que l'on trouve ici exprimée presque sans nuance par un observateur réputé pourtant pour son objectivité et sa modération, donne un peu la mesure de l'euphorie générale suscitée par l'entrée de l'ancien vaincu dans les instances genevoises, le 10 septembre 1926. En ce jour, Genève semblait bien incarner, pour l'opinion internationale qui suivait l'événement, l'espoir d'une pacification durable des relations intereuropéennes.

<sup>1</sup> MARTIN (William), «La Séance», *Journal de Genève*, 11 septembre 1926, cité dans Azcarate (Pablo de) (dir.), *William Martin: un grand journaliste à Genève*, Genève, Centre européen de la Dotation Carnegie pour la paix internationale, 1970, p. 143.

Tous les ingrédients étaient d'ailleurs réunis pour faire de cette admission un grand événement historique: une ancienne puissance vaincue, l'Allemagne, bannie de la Société des nations depuis sa création, qui y faisait une entrée triomphale en la personne de son ministre des Affaires étrangères, Gustav Stresemann; un Aristide Briand au faite de sa carrière de «pèlerin de la paix», ne faisant pas mesure de son éloquence sonore et incantatoire pour accueillir son homologue; et enfin, une grande arène diplomatique, l'Assemblée générale annuelle de la SDN, à laquelle prenaient part des centaines de délégués venus du monde entier, sous l'œil aiguisé d'une presse internationale fort bien représentée.

Certes, l'assemblée de 1926 n'était pas la première à donner à Genève les dimensions d'une capitale de la paix: en 1924 déjà, le «Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux», dit également «Protocole de Genève», adopté à l'unanimité des délégations, avait suscité un énorme enthousiasme, malheureusement de courte durée, la Grande-Bretagne refusant finalement de ratifier ce texte, à la suite d'un changement de majorité dans le pays. Ce Protocole ouvrait néanmoins l'époque qu'il est convenu d'appeler l'«âge d'or» de Genève.

Si l'entrée triomphale de l'Allemagne à Genève marque, quant à elle, l'Assemblée de 1926, il faut toutefois s'interroger sur la nature de cet événement. Peut-on considérer cette admission comme une preuve de la force nouvelle acquise par la SDN, alors qu'elle a provoqué l'une de ses premières graves crises? Faut-il y voir davantage l'éclatante manifestation de la réconciliation franco-allemande, bien que celle-ci ait déjà été fort avancée l'année précédente à Locarno, c'est-à-dire en dehors de la Société des nations, quand l'Allemagne a reconnu volontairement ses frontières occidentales avec la France et la Belgique? Quelle est donc la signification de l'entrée de l'Allemagne à la SDN en septembre 1926 et dans quelle mesure fait-elle alors de Genève la capitale de la paix?

### **«Un souvenir inoubliable»<sup>2</sup>**

#### *L'entrée triomphale de l'Allemagne à Genève*

La journée du 10 septembre 1926 fut incontestablement une date mémorable pour les délégations des 55 pays qui avaient fait le déplacement à Genève pour suivre les travaux de la VIIe assemblée générale ordinaire de la SDN et qui avaient pris place, par ordre alphabétique, sur les bancs de bois de la salle de la Réformation, sous le regard croisé de la presse internationale et du public, massés dans les galeries autour de la salle. Ce lieu austère, sans draperies ni dorures, était en ce jour le théâtre d'un événement que tous les contemporains regardèrent comme historique: l'entrée de l'Allemagne à la Société des nations, avec siège permanent au Conseil, ce qui manifestait symboliquement son retour dans le concert des grandes puissances.

Après l'ouverture solennelle de la séance par le président de la VIIe Assemblée, le Serbe Momtchilo Nintchitch, Gustav Stresemann, chef de la délégation allemande et ministre des Affaires étrangères, fendit la foule pour rejoindre la tribune, alors que «les délégués, debout, l'applaudi[ssaient], soulevés d'une frénésie dépassant les délires qui avaient accueilli le Protocole et les accords de Locarno»<sup>3</sup>.

<sup>2</sup> Cf. *supra* article de William Martin

<sup>3</sup> WEISS (Louise), *Mémoires d'une Européenne*, tome II, Paris, Payot, 1970, p.270.

Pourtant, à en croire un autre témoin de la scène, Henry de Jouvenel, membre de la délégation française à Genève en 1926, Stresemann n'aurait été accueilli qu'«avec une politesse tranquille et ceux qui craignaient un déchaînement d'enthousiasme ont été rassurés»<sup>4</sup>.

Le représentant de l'Allemagne prit alors la parole pour prononcer un discours «très académique dans sa forme, très parlementaire dans sa dialectique, très allemand dans son fond»<sup>5</sup>, de surcroît «lu dans une langue qu'une partie de l'Assemblée n'entendait pas»<sup>6</sup>. Stresemann y développait quelques uns de ses thèmes favoris: la collaboration pacifique des États - particulièrement avec ceux qui ont été alliés contre l'Allemagne-, l'abaissement des barrières douanières en Europe, la nécessité du désarmement général prévu par le traité de paix et la vocation à l'universalité de la Société des nations.

Pour lui répondre, le premier délégué de la France à l'Assemblée, Aristide Briand, «en veston noir étriqué et pantalon en tuyau de poêle, mont[a] lentement à la tribune, soulevant des tempêtes d'applaudissements»<sup>7</sup> et fit un discours «qui nous a mis les larmes aux yeux, à tous ou à presque tous»<sup>8</sup>.

«Messieurs, la paix, pour l'Allemagne et pour la France, cela veut dire: c'en est fini de la série des rencontres douloureuses et sanglantes dont toutes les pages de l'Histoire sont tachées; c'en est fini des longs voiles de deuil sur des souffrances qui ne s'apaiseront jamais; plus de guerres, plus de solutions brutales et sanglantes à nos différends! Certes, ils n'ont pas disparu, mais désormais c'est le juge qui dira le droit. Comme les individus, qui s'en vont régler leurs difficultés devant le magistrat, nous aussi nous réglerons les nôtres par des procédures pacifiques. Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix!»<sup>9</sup>.

C'est donc principalement sous le signe de la réconciliation franco-allemande que Briand plaça l'admission de l'Allemagne à la Société des nations, et c'est bien ce rapprochement des deux peuples ennemis que symbolisèrent les deux héros de la cérémonie du 10 septembre, Aristide Briand et Gustav Stresemann, auxquels d'ailleurs sera conjointement décerné le prix Nobel de la Paix à la fin de l'année 1926.

#### *Briand-Stresemann, première incarnation du couple franco-allemand*

Les deux hommes furent en effet ce 10 septembre 1926 la parfaite incarnation d'une nouvelle figure de la mythologie politique promise à un grand avenir: le couple franco-allemand.

D'un côté, Aristide Briand, délégué de la France à Genève depuis l'automne 1924 et ministre des Affaires étrangères depuis avril 1925, s'affirmant comme un «diplomate, un virtuose de la transaction

<sup>4</sup> Lettre d'Henry de Jouvenel à Germaine Patat datée du 8 septembre 1926, citée dans MANIGAND (Christine), *Henry de Jouvenel*, Limoges, PULIM, 2000, p. 122.]

<sup>5</sup> WEISS (Louise), *op. cit.*, p.270.

<sup>6</sup> MARTIN (William), «La Séance», *op. cit.*, p. 142.

<sup>7</sup> TABOUIS (Geneviève), *Vingt ans de «suspense» diplomatique*, Paris, Albin Michel, 1958, p. 44.

<sup>8</sup> Lettre d'Henry de Jouvenel à Germaine Patat, 8 septembre 1926, citée dans MANIGAND (Christine), *op. cit.*, p. 122.

<sup>9</sup> *Journal Officiel* de la SDN, 11 septembre 1926.

dans les délibérations internationales»<sup>10</sup>, jouissant en outre, depuis la conclusion des accords de Locarno, d'une immense popularité en France.

Face à lui, Gustav Stresemann, chancelier d'Allemagne durant quatre mois en 1923, avant d'occuper le poste de ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1929. Ancien pangermaniste durant la Première Guerre mondiale et opposant acharné au traité de Versailles, il était désormais celui qui incarnait la nouvelle politique extérieure de l'Allemagne, basée sur la conciliation, que l'admission à la SDN venait en quelque sorte couronner.

Nul doute que les relations entre les deux hommes fussent cordiales, le ministre allemand sachant très vite gagner la confiance de son homologue français. Mais nul doute également que les deux hommes aient agi au moins autant en nationaux qu'en Européens: la réconciliation était avant tout un choix tactique au service des intérêts de leur pays respectif.

Stresemann ne faisait d'ailleurs pas mystère de certaines arrières-pensées, tenant par exemple devant les convives de la brasserie Gambrinus, quelques jours seulement après l'entrée de son pays à Genève, un discours moins modéré qu'à l'habitude, rejetant la thèse de la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la guerre, affirmant le droit de l'Allemagne à avoir des colonies, et déclarant que sa politique n'avait pour seul but que «la liberté et la grandeur de l'Allemagne»:

«Il s'agit aujourd'hui de rétablir la souveraineté allemande sur le sol allemand et, au-delà, de trouver, grâce à une politique habile et réfléchie, en collaboration avec les autres nations dans toute l'Europe, les chemins pour restaurer le droit à l'autodétermination des peuples là où il a été violé»<sup>11</sup>.

Pour Briand, qui avait conscience de la stratégie de son homologue, il s'agissait donc d'enserrer l'Allemagne dans un réseau de liens et d'engagements internationaux limitant sa marge de manœuvre révisionniste: l'admission de l'Allemagne à la SDN était donc parfaitement justifiée de ce point de vue.

### *Genève, capitale de la paix*

Pour l'heure, Genève paraissait donc bien être - plus que jamais - la capitale de la paix. Rappelons que la ville avait été choisie en 1919 par Wilson pour abriter le siège de la SDN, en raison du passé de la ville, à la fois prestigieux et ouvert sur le monde, grâce à Calvin, Rousseau ou à la Croix Rouge, mais aussi pour son appartenance à un pays neutre, sans oublier le fait que ses habitants étaient de langue française, langue internationale à l'époque.

Si les premières réunions annuelles de l'Assemblée générale de la SDN au mois de septembre furent d'un caractère assez modeste, les choses avaient bien changé depuis la Ve session de 1924, marquée par la venue - pour la première fois - des chefs des gouvernements anglais et français, MacDonald et Herriot, et par l'adoption à l'unanimité du Protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux.

<sup>10</sup> SUAREZ (Georges), *Aristide Briand, sa vie, son œuvre*, tome VI, Paris, Plon, 1952, p. 59, cité dans MANIGAND (Christine), *Les Genevois dans la France de l'entre-deux-guerres*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, IEP, Paris, 1999, volume 2, p. 41.

<sup>11</sup> Cité dans BAECHLER (Christian), *Gustav Stresemann (1878-1929), De l'impérialisme à la sécurité collective*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1996, p.691.

Les assemblées de septembre avaient alors changé de caractère et s'étaient transformées en événements internationaux de grande répercussion. Genève devenait durant trois à quatre semaines la capitale de la diplomatie mondiale, le point de rencontre de centaines de délégués venus de tous les horizons politiques et de tous les pays, chaque pays membre de la SDN envoyant au bord du Léman une délégation de trois membres, accompagnés de trois suppléants, de délégués techniques et de secrétaires. Les débats étaient intégralement ouverts à la presse et au public, transformant l'assemblée annuelle en une tribune incomparable, particulièrement pour les petits États qui y jouissaient d'une parfaite égalité avec les grandes puissances.

C'est en réalité toute une partie de Genève qui battait au rythme des séances et des débats de l'Assemblée, car nombre d'affaires et de tractations se réglaient dans les grands hôtels qui accueillait les délégations étrangères et la presse internationale: l'hôtel Beaurivage pour les Anglais, le Métropole pour les Allemands et les Bergues pour les Français, les brasseries genevoises, telle la «Bavaria», près de l'hôtel Métropole, où Stresemann recevait les correspondants de presse autour d'un verre de bière en fumant un cigare, sans oublier les nombreux dîners diplomatiques donnés par les plus importantes délégations et qui se suivaient quasiment sans interruption durant le mois de septembre.

Il semblait vraiment régner au bord du Léman un esprit particulier que l'on baptisa «esprit de Genève»<sup>12</sup>. Malgré tout, l'Allemagne avait bien failli ne pas entrer à la SDN en 1926...

### «Une crise de la SDN»<sup>13</sup>

#### *L'Allemagne et la Société des nations*

La question de l'entrée de l'Allemagne à la Société des nations se posa dès 1919. Si un certain nombre de vaincus furent rapidement admis à la SDN (l'Autriche et la Bulgarie dès 1920, la Hongrie en 1922), l'Allemagne fut durablement tenue à l'écart.

Pour autant, le gouvernement allemand avait manifesté dès la fin de la guerre son intérêt pour la création d'une organisation internationale, non pas qu'il fût soudainement gagné à l'esprit international, mais parce qu'il voyait en elle le moyen de se protéger de l'animosité des vainqueurs et de reconquérir l'égalité avec les grandes puissances. C'est ainsi que fut créée, dès décembre 1918, une *Deutsche Liga für Völkerbund* fonctionnant grâce à des subventions officielles.

Mais l'Allemagne eut beau réclamer son admission immédiate à la SDN, les Alliés la lui refusèrent, en lui laissant cependant entrevoir que les choses pourraient changer si elle démontrait «par des actes son intention de satisfaire aux conditions de la paix, son renoncement pour toujours à la

<sup>12</sup> Notamment défini par le genevois Robert de TRAZ dans son ouvrage célèbre: *L'Esprit de Genève*, Paris, Grasset, 1929.

<sup>13</sup> Titre emprunté au juriste Georges Scelle: SCELLE (Georges), *Une crise de la SDN, La réforme du Conseil et l'entrée de l'Allemagne à Genève*, Paris, PUF, 1927.



politique agressive qui lui a aliéné le reste du monde et qui a été la cause de la guerre»<sup>14</sup>, c'est-à-dire si elle acceptait de bon gré les dispositions du traité de Versailles qu'elle tenait - on le sait - pour un véritable «Diktat».

En conséquence, rien ne fut possible avant la détente des relations franco-allemandes à partir de 1924. L'Allemagne, alors provisoirement libérée de la pression des réparations par le plan Dawes, put envoyer aux puissances représentées au Conseil de la SDN, à l'automne 1924, un mémorandum dans lequel elle faisait part de sa volonté d'intégrer les institutions genevoises. Cette demande était toutefois assortie de quatre conditions, destinées principalement à contenter la droite nationaliste allemande: siège immédiat et permanent pour l'Allemagne au Conseil, non-participation aux sanctions économiques ou militaires décidées par la SDN, participation au contrôle des territoires sous mandat, et entrée dans les instances genevoises ne valant pas reconnaissance implicite de sa responsabilité dans le déclenchement de la guerre, telle qu'elle était affirmée par le traité de Versailles.

C'est finalement la signature des accords de Locarno, en octobre 1925, qui ouvre la voie d'une admission très prochaine de l'Allemagne à la SDN avec l'assurance d'un siège permanent au Conseil. Le 8 février 1926, le gouvernement allemand fait officiellement acte de candidature en adressant une lettre au secrétaire général de la SDN, qui lui est remise par le consul allemand de Genève le 10 février.

#### *Le «spectacle humiliant»<sup>15</sup> de mars 1926*

L'annonce de la candidature allemande va provoquer une véritable crise de l'institution genevoise, en ravivant les revendications de l'Espagne, du Brésil et de la Pologne qui prétendaient eux aussi à un siège permanent au Conseil. Il ne pouvait en être question pour les Allemands aux yeux desquels seules les grandes puissances devaient disposer d'un siège permanent et qui, surtout, redoutaient que l'attribution d'un tel privilège à la Pologne vienne en quelque sorte consolider l'État polonais et rendre plus difficile la révision des frontières à l'Est<sup>16</sup>.

Aussi la session extraordinaire de l'Assemblée de la SDN, du 7 au 17 mars 1926, se solda-t-elle par l'ajournement de l'admission de l'Allemagne et l'annonce du retrait de l'Espagne et du Brésil de l'organisation de Genève<sup>17</sup>, suite à leur refus de l'arrangement proposé, qui consistait à faire élire la Pologne et les Pays-Bas sur les sièges temporaires occupés par la Suède et la Tchécoslovaquie, et à nommer une commission d'étude pour la réforme des statuts chargée d'élaborer un projet de réforme du Conseil.

L'attitude de l'Espagne et du Brésil fut jugée choquante par beaucoup d'observateurs, à commencer par William Martin qui déclara que «jamais la Société des nations n'avait donné au monde un spectacle aussi humiliant [...]. On ne s'attendait pas à un pareil retour offensif des égoïsmes nationaux

<sup>14</sup> Lettre de Clemenceau accompagnant la réponse des Alliés au gouvernement allemand, cité dans GERBET (Pierre), GHEBALI (Victor-Yves), MOUTON (Marie-Renée), *Le rêve d'un ordre mondial de la SDN à l'ONU*, Paris, Imprimerie nationale, 1996, p. 29.

<sup>15</sup> MARTIN (William), «Sous les yeux des sceptiques», *Journal de Genève*, 13mars 1926, cité dans Azcarate (Pablo de), *op. cit.*, p. 135.

<sup>16</sup> Voir BAECHLER (Christian), *op. cit.*, p. 665 et sq.

<sup>17</sup> Seul le retrait du Brésil devait devenir effectif en 1928.

contre les préoccupations internationales. [...] Ce n'est pas la faute de l'Allemagne si on l'a invitée à assister à la plus ridicule, et en même temps à la plus grave des scènes de ménage»<sup>18</sup>.

La commission d'étude décidée par l'assemblée extraordinaire se réunit finalement du 10 au 17 mai et du 30 août au 3 septembre 1926. Elle proposa la création d'un siège permanent et le passage de 6 à 9 du nombre de sièges non permanents qui seraient renouvelés par tiers tous les ans. Trois des membres non permanents pourraient être déclarés rééligibles par l'Assemblée à une majorité des deux tiers.

Le 8 septembre 1926, cette réforme du Conseil ainsi que l'admission de l'Allemagne furent adoptées à l'unanimité par la VIIe Assemblée de la SDN, mettant un terme à six mois d'une crise dont l'institution se serait volontiers passée. L'«esprit de Genève» allait-il enfin pouvoir triompher?

### **L'«âge d'or» de Genève?**

#### *Une nouvelle atmosphère internationale*

Il est certain que l'admission de l'Allemagne à la Société des nations va nettement renforcer l'impression de détente internationale à l'œuvre depuis 1924 et entraîner un intérêt croissant pour l'organisme de Genève. En effet, l'admission de l'ex-vaincue dans les instances internationales a non seulement une véritable portée symbolique mais elle semble surtout augurer une nouvelle ère de relations pacifiques entre les nations européennes. Des deux côtés du Rhin, les opinions publiques semblent progressivement basculer du côté de la réconciliation. Les socialistes français approuvent la politique suivie par Briand, et les catholiques dans leur majorité abandonnent leur défiance à l'égard de l'ancienne ennemie. En Allemagne, les grands partis nationaux atténuent leurs critiques à l'égard de la politique suivie par Stresemann: les représentants des principaux partis se rallient à la SDN, des sociaux-démocrates (SPD) à la partie la plus modérée du Parti allemand populaire national (DNVP).

Une véritable mystique de la paix et de la réconciliation européenne est même alimentée par un certain nombre de milieux politiques, économiques et intellectuels gagnés au pacifisme sociétaire et dont l'action a préparé dans une certaine mesure l'entrée de l'Allemagne à Genève. On peut ainsi citer l'Union internationale des associations pour la SDN qui fédère l'ensemble des associations de soutien à la SDN et qui dès 1921 a accueilli en son sein la Ligue allemande pour la SDN, avant d'offrir au président de cette dernière, le comte Johann Heinrich Bernstorff, la vice-présidence du mouvement en 1923, procurant de la sorte aux Allemands une tribune internationale où ils pouvaient exprimer le point de vue de leur pays, bien avant sa réintégration dans le concert européen. Mais une fois celle-ci réalisée, l'association internationale continua de jouer son rôle de rapprochement des élites européennes et son assemblée générale annuelle de 1927, tenue à Berlin et présidée par le Français Alphonse Aulard, fut une nouvelle occasion pour le chancelier Marx de souligner l'importance accordée par son pays à la coopération internationale. Et en s'entretenant avec Stresemann, Aulard eut l'impression «qu'il voulait très sincèrement la paix, qu'il était un sincère locarniste»<sup>19</sup>. Et en 1928,

<sup>18</sup> MARTIN (William), «Sous les yeux des sceptiques», *op. cit.*, p. 135-137.

<sup>19</sup> AULARD (Alphonse), «Le congrès de Berlin pour la Société des Nations», *La Dépêche*, 15 juin 1927, p. 1

c'est le tour d'un grand nombre de parlementaires du monde entier de se retrouver à Berlin pour participer à la XXVe conférence interparlementaire.

Bref, l'admission de l'Allemagne à Genève a eu un incontestable impact sur le désarmement des esprits et les progrès de la coopération internationale. Pour autant, la SDN, après avoir péniblement intégré l'Allemagne en son sein, se trouvait-elle désormais hors de tout danger?

### *Inquiétudes*

Certains observateurs attentifs invitèrent l'opinion à dépasser la réaction d'euphorie suscitée par les événements de septembre 1926 et à considérer plus lucidement l'évolution inquiétante suivie par l'organisme de Genève. Pour eux, au premier rang desquels il faut citer le professeur de droit international Georges Scelle, la SDN traversait une «crise» «dont il serait dangereux de nier la gravité», une crise qui remontait à l'échec du Protocole de Genève, et révélée au grand jour par la «malheureuse assemblée extraordinaire de mars 1926»<sup>20</sup>. Pour le célèbre juriste, qui développa ses conceptions à travers de nombreux articles de presse et même un ouvrage intitulé *Une crise de la SDN*<sup>21</sup>, il était temps pour la SDN «de cesser d'être une machine exclusivement diplomatique et politique, pour marcher résolument vers l'organisation constitutionnelle»<sup>22</sup>. Il critiquait surtout «l'erreur de l'uniformité centralisatrice» de Genève<sup>23</sup>, c'est-à-dire l'ignorance par la SDN de la réalité des solidarités particulières qui unissent certains peuples du fait de leur voisinage géographique ou d'autres affinités de type économique, linguistique, culturel, etc. La seule manière pour la SDN de réaliser pleinement son universalisme était donc de se reconstituer sur des bases régionales et de «s'acheminer vers les complications d'une fédération de fédérations superposées et entrecroisées»<sup>24</sup>.

Un autre ardent zélateur de l'institution genevoise, Henry de Jouvenel, manifesta spectaculairement sa désapprobation par rapport à l'évolution prise par la SDN en démissionnant en juillet 1927 de la délégation française à Genève dont il était membre depuis 1922. Partisan d'une SDN universelle, il se refusait à assister au triomphe des tête-à-tête diplomatiques et des traités particuliers qui n'avaient cessé de se multiplier. Il dénonçait en quelque sorte une SDN vidée d'une partie de sa substance et devenant un sorte d'«Académie des Nations» ou d'«Association des grandes puissances»:

«Si cinquante gouvernements envoient leurs délégués à Genève pour ne rien résoudre ou considèrent que les solutions adoptées ne les engagent à rien, il n'y a pas de société, il n'y a qu'une académie des nations»<sup>25</sup>.

On sait à quel point l'évolution de la SDN devait donner raison à ces observateurs attentifs. L'organisation de Genève connaîtra, en effet, dans les années qui suivent l'admission de l'Allemagne, une succession de malaises et d'échecs, à une époque qui passe pourtant pour être son «âge d'or»: en 1927, la VIIIe Assemblée générale est marquée par la fronde des petits États scandinaves et

<sup>20</sup> Association française pour la SDN, Brochure n°6: *Procès-verbal de l'assemblée générale du 19 décembre 1926*, p. 30.

<sup>21</sup> SCELLE (Georges), *Une crise de la SDN*, op. cit.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 251.

<sup>23</sup> SCELLE (Georges), «La crise de la SDN», *La dépêche*, 18 mai 1926, p. 1

<sup>24</sup> SCELLE (Georges), *Une crise de la SDN*, op. cit., p. 252.

<sup>25</sup> JOUVENEL (Henry de), «Société... ou Académie des Nations», *Revue des Vivants*, n°8, 1927, cité dans MANIGAND (Christine), *Henry de Jouvenel*, op. cit., p.124.

nordiques contre les grandes puissances; en 1928, le pacte Briand-Kellogg de renonciation à la guerre, destiné à combler les lacunes de la SDN, mais simple déclaration de caractère moral et dépourvu de sanctions, sera conclu en dehors de l'institution genevoise; et en 1930 le Mémorandum français d'Union fédérale européenne sera torpillé par les gouvernements européens et finira par être enterré...

C'est donc bien dans cette perspective qu'il faut replacer l'admission de l'Allemagne à Genève: elle a été un beau succès pour Gustav Stresemann qui œuvrait depuis 1923 au retour de son pays parmi les grandes puissances, mais elle a été pour Genève une rude épreuve dont elle est sortie affaiblie. La crise de 1926 est donc bien révélatrice de la persistance des égoïsmes nationaux et de la faiblesse de l'esprit international qui caractérisent cette époque, et que ne doivent pas faire oublier les moments si émouvants de l'entrée de l'Allemagne à la Société des nations.

François Godicheau, p. 27-52

→ « Madrid, tombe du fascisme, Barcelone, tombe du gouvernement ». Villes et relations internationales pendant la guerre civile espagnole

*FRANÇOIS GODICHEAU*

Les deux capitales de l'Espagne républicaine<sup>26</sup> en lutte contre la rébellion franquiste de juillet 1936 au début de 1939[[Barcelone tombe à la fin du mois de janvier 1939, Madrid un mois et demi plus tard.]] ont dès les premiers jours du conflit, présenté un visage différent. Elles ont ensuite vécu la guerre de manière distincte, et chacune est liée, pour le public d'aujourd'hui, à des clichés particuliers et parfois opposés sur la guerre civile.

Au cours de celle-ci, la question des relations internationales fut primordiale, tant à l'extérieur, où elle décida de l'issue des combats, que sur le plan de la politique intérieure: l'image que pouvaient avoir les démocraties du camp républicain était un enjeu et un objet de dispute permanent, particulièrement sérieux pendant la première année de la guerre. Pourtant, on va voir que le thème des relations internationales fut plus important dans la vie politique de Madrid et surtout de Barcelone, que l'inverse: à l'étranger, les différentes péripéties vécues par les deux villes étaient secondaires.

Dès l'été 1936, la *realpolitik* anglaise s'impose et dessine, jusqu'en 1939, les grandes lignes de l'attitude des démocraties dans ce conflit. On étudiera ce décalage entre la vision généralement contrastée des deux villes en guerre et la relative insensibilité des chancelleries aux différences et évolutions politiques internes du camp républicain. La guerre civile espagnole a suscité une imagerie et de nombreuses légendes, tellement répandues qu'elles ont imprégné beaucoup de travaux historiques. Ce conflit fut aussi une guerre des images, et les distorsions produites par les différentes propagandes ont longtemps affecté les historiens. On tentera, en s'appuyant sur des travaux récents,

<sup>26</sup> On ne traitera pas ici de la ville de Valence, qui accueillit pourtant le gouvernement pendant près d'un an entre sa fuite de Madrid au début du mois de novembre 1936 et son installation à Barcelone à la fin d'octobre 1937. Valence capitale politique de l'Espagne n'a pas laissé dans les mémoires une trace aussi nette que les deux capitales concurrentes de l'Espagne; elle ne fut ni la capitale de «la résistance héroïque au fascisme», ni celle de «la révolution espagnole».

d'aller au-delà des images héritées, tout en relevant leur importance capitale pour la guerre elle-même.

Comme le suggère le titre de cet article, Madrid apparaît comme la championne de la résistance au «fascisme», alors que Barcelone est la ville rouge, ou plutôt rouge et noire, les couleurs de l'anarcho-syndicaliste *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT), drapeau de la subversion permanente et de la révolution menée en pleine guerre. Devant la rébellion militaire antirépublicaine, le 18 juillet 1936, la réaction dans les deux villes est pourtant similaire: les organisations ouvrières, syndicats en tête, exigent des armes, et participent à la suffocation du coup d'État. Les ouvriers armés prennent les casernes aux côtés des quelques unités de Gardes Civils restées fidèles au gouvernement. Dans les jours qui suivent, ces mêmes organisations assurent le contrôle des espaces publics et mettent sur pied des milices ouvrières pour faire face à l'avancée des troupes rebelles et libérer les villes que celles-ci ont réussi à prendre.

Pourtant, très vite, le cours des événements politiques éloigne la capitale de l'Espagne et celle de la Catalogne. Dans cette dernière, le mouvement ouvrier est dominé par la CNT, elle-même dirigée par son secteur anarchiste, la *Federación Anarquista Ibérica* (FAI). C'est entre ses mains que sont allés les 30 000 fusils de la caserne de Atanarazas et qui ont permis de faire échec aux militaires. Le résultat est une disproportion énorme entre les forces anarchistes et anarcho-syndicalistes, et les autres courants, socialistes et républicains populaires, beaucoup plus modérés et intégrés au système politique. Très vite, commence alors une véritable révolution sociale ouvrière, avec expropriations et collectivisations d'usines et d'ateliers, puis, sur le chemin des colonnes de miliciens envoyés délivrer Saragosse -aux mains des nationalistes- collectivisation des terres et constitution de «communes libres» anarchistes<sup>27</sup>.

Dans la rue, l'ordre révolutionnaire est incarné par les militants en bleu de travail, casquette et fusil au poing, qui arrêtent véhicules et piétons et demandent au passant sa carte du syndicat. Ces images, recueillies et diffusées par les journalistes et écrivains de gauche et d'extrême gauche, popularisent très vite la Barcelone de la «révolution victorieuse». Les plumes de Georges Orwell, de Hans Kaminski, et Mary Low, pour n'en citer que quelques-unes, décrivent une Barcelone où le bourgeois se cache sous l'habit de l'ouvrier, où les femmes de la bonne société vont tête nue, où l'on s'appelle «camarade», en se saluant du poing levé, et où les couleurs et les sigles des organisations révolutionnaires sont partout, sur les voitures et les édifices réquisitionnés<sup>28</sup>. Du monde entier, arrivent révolutionnaires et militants d'extrême gauche, tant pour «aider le peuple espagnol à vaincre le fascisme» que pour se mêler à l'ambiance révolutionnaire de Barcelone.

Dans les tout premiers mois de la guerre, Madrid n'offre pas une image si différente, même si l'organisation ouvrière dominante, le PSOE (*Partido Socialista Obrero Español*), appuyé en cela par le petit PCE, tempère l'influence anarchiste et les menées collectivistes. Le déchaînement d'une violence en retour contre les personnes soupçonnées de collusion avec les insurgés est aussi spectaculaire dans une ville que dans l'autre. En réalité, c'est sur tout le territoire resté aux mains de

---

<sup>27</sup> La littérature sur ce thème est trop abondante pour être recensée ici. On trouvera la bibliographie de base sur ces questions dans les classiques Thomas (Hugh), *La Guerre d'Espagne*, Bolloten (Burnett), *La guerra civil española, revolución y contrarrevolución*, Madrid, Alianza, 1993, et dans la synthèse de Bernecker (Walther), *Colectividades y revolución social. El anarquismo en la guerra civil española (1936-1939)*, Barcelona, Crítica, 1982.

<sup>28</sup> Orwell (Georges), *Homage to Catalonia*, Londres, Secker and Warburg, 1938, récemment réédité en français (*Hommage à la Catalogne*, 10/18, 2000), de même que Low (Mary) et Brea (Juan), *Carnets de la Guerre d'Espagne*, réédités en 1997 (éd. Verticales, 1re éd. anglaise en 1937), Kaminski (Hans), *Ceux de Barcelone*, Paris, 1937.

la République que sont exécutés des militaires, religieux, militants des partis de droite, patrons connus pour leur attitude anti-ouvrière passée, etc., en réponse au soulèvement militaire, de façon spontanée ou par vengeance pour les massacres perpétrés par les nationalistes. Cette violence d'abord incontrôlée est bientôt encadrée, atténuée, et en quelque sorte "refroidie" par des tribunaux révolutionnaires ou tribunaux populaires, peu à peu réglementés par l'État<sup>29</sup>. Celui-ci, d'abord dépassé par les événements -il s'écroule littéralement devant le soulèvement militaire et la vague révolutionnaire-, reprend vie peu à peu et dispute le pouvoir aux centaines de comités ouvriers armés surgis sur le territoire, en un long processus de reconstruction<sup>30</sup>.

Le rétablissement de la légalité républicaine est plus rapide à Madrid qu'à Barcelone. Dans cette dernière, le pouvoir est, pendant les deux premiers mois de la guerre, détenu par un Comité central des milices antifascistes, organisme réunissant des représentations de tous les partis en lutte contre le soulèvement, avec une nette prédominance pour la CNT-FAI. C'est seulement en septembre que ce Comité central est dissous et qu'un gouvernement de la Généralité de Catalogne, incluant des ministres anarchistes, tente d'assumer seul le pouvoir dans cette région en imposant son autorité aux centaines de «comités antifascistes» locaux<sup>31</sup>. À Madrid, le gouvernement régulier reste aux mains des républicains modérés jusqu'à ce que se forme en septembre 1936 une nouvelle équipe, autour de Largo Caballero, leader socialiste dont la popularité permet de rassembler largement. La présence des institutions centrales du régime dans la capitale contribue à limiter le pouvoir des comités révolutionnaires, qui s'intègrent dès lors à une réorganisation de l'ordre public sous le contrôle de l'État. Pendant ce temps, à Barcelone, les «milices de l'arrière» refondues en «patrouilles de contrôle» perpétuent l'image d'un ordre révolutionnaire échappant aux gouvernements[[Nous sommes ici volontairement schématisés. La comparaison entre Madrid et Barcelone sur ce plan mériterait en soi une étude approfondie qui permette d'aller au-delà des impressions reçues dans l'une et l'autre capitale. Pour Madrid, on ne dispose pas d'une étude véritablement satisfaisante. Citons malgré tout le seul travail disponible, médiocre car manquant de recul par rapport aux sources: Cervera (Javier), *Madrid en Guerra. La ciudad clandestina (1936-1939)*, Madrid, Alianza, 1998. Rappelons que ce qui nous intéresse ici est l'image fournie par chacune des situations, et véhiculée par tous les historiens et mémorialistes jusqu'à nos jours.]].

Bientôt, ce contraste entre les deux villes prend un tout autre aspect, car en novembre 1936, commence la bataille de Madrid, transformée ensuite en une sorte de siège, et qui projette sur le devant de la scène l'héroïsme du peuple de la capitale. Madrid tombera-t-elle? Tout le monde l'attend. Madrid ne tombe pas, et les milices, renforcées par les Brigades internationales, de création récente, arrêtent les troupes franquistes en pleine cité universitaire et dans le parc de la *Casa de campo*, à l'ouest de la ville. L'image de celle-ci concentre alors, pour le public populaire français, anglais, et du monde entier, tout l'héroïsme du «peuple fier» qui résiste au fascisme. La devise *no pasarán* (ils ne

<sup>29</sup> Pour une synthèse sur la question de la violence politique pendant la guerre civile: Santos (Julia) (dir.), *Víctimas de la guerra civil*, Madrid, Temas de Hoy, 1999. Comme tous les livres portant sur la «répression» de guerre, celui-ci peut être critiqué pour sa méthodologie, voir «La represión y la Guerra civil española. Memoria y tratamiento histórico» in Barriera (D.) y Dalla Corte (G.) (dir.), *Historia y Antropología Jurídica*, n°spécial de *Prohistoria*, 5, 2001, p. 75-88.

<sup>30</sup> Sur ce processus de reconstruction, voir pour la première partie de la guerre, jusqu'au printemps 1937 Pozo (José Antonio), «El poder revolucionari a Catalunya durant els mesos de juliol a octubre de 1936. Crisi i recomposició de l'Estat.», thèse de doctorat, Université de Barcelone, 2002, et pour la période suivante, Godicheau (François), «Répression et ordre public en Catalogne pendant la guerre civile (1936-1939)», thèse de doctorat, EHESS, déc. 2001.

<sup>31</sup> Depuis 1931, la Catalogne était gouvernée par un gouvernement autonome, le gouvernement de la Généralité, institution vieille de plusieurs siècles, exhumée par le nationalisme catalan. Après la victoire du Front populaire aux élections de février 1936, l'autonomie de la région s'était accentuée.

passeront pas) symbolise l'unité dans la résistance. Madrid est la ville où l'élan révolutionnaire n'est pas contraire à l'ordre et à la force, comme le proclame la *Junta de defensa* de la ville, organisme centralisateur de la défense, en l'absence du gouvernement, qui a préféré se réfugier à Valence<sup>32</sup>. Madrid est la ville où s'illustrent les Brigades internationales, incarnation de la solidarité «antifasciste», et dont le nom reste lié à ce haut fait militaire, alors qu'elles se sont illustrées dans bien d'autres batailles<sup>33</sup>.

En rupture avec ces images, les événements se succédant à Barcelone font de cette ville une sorte d'anti-Madrid, sur plusieurs plans, notamment celui de «l'unité antifasciste»: au début du mois de mai 1937, le processus de rétablissement de la légalité républicaine contre l'ordre révolutionnaire est marqué par des affrontements meurtriers faisant plusieurs centaines de victimes, entre, d'une part les partisans de la CNT et du POUM (petit parti communiste d'opposition) et de l'autre, les forces de l'ordre, appuyées par les nationalistes catalans et les communistes<sup>34</sup>. Cette lutte fratricide surprend et choque, mais surtout, elle accentue le contraste avec la capitale castillane. Dans l'ordre de l'imaginaire de la guerre civile, pour les observateurs extérieurs favorables au Front populaire, et pour leurs descendants, Madrid renvoie aux forces des républicains et à leur enthousiasme, en un mot, à la guerre. Barcelone, elle, renvoie à la révolution, aux divisions et aux faiblesses de ce même camp, principaux facteurs de sa défaite en 1939 selon une interprétation classique<sup>35</sup>.

Pour les observateurs solidaires avec le camp franquiste en revanche, les deux villes sont à égalité dans les récits de la «terreur rouge». Si l'une apparaît comme dominée par les communistes et l'autre par les anarchistes, il ne s'agit que de «nuances» d'une légende noire. Celle-ci se constitue rapidement à partir d'une série d'épisodes précis ou de thèmes récurrents, vite sélectionnés, mis en forme et diffusés par la propagande franquiste, et qui servirent pendant plusieurs décennies. Les images nées d'événements marquants (massacres de la prison de Madrid, exposition de cercueils ouverts à la sortie des églises) ou généralisés mais limités à une courte période (crémation d'églises, massacres de religieux, «promenades» meurtrières, persécutions du SIM -contre-espionnage et police militaire), étendent leur ombre sur tout le camp républicain, toutes zones et phases de la guerre confondues<sup>36</sup>.

Plusieurs décennies après les événements, les fils de la légende noire et la légende dorée, en se répondant et se croisant sans cesse, ont tissé un tableau de la guerre dans le camp républicain, qui, conformément à l'impératif contemporain d'équilibrer les torts d'un conflit «tragique et fratricide», reprend des éléments des deux traditions<sup>37</sup>. Dans ce mouvement, les différences entre les deux villes

<sup>32</sup> Sur la *Junta* et la défense de la ville, voir Sánchez (Julio Aróstegui) y Martínez (Jesús), *La Junta de Defensa de Madrid*, Madrid, Comunidad de Madrid, 1984.

<sup>33</sup> La meilleure étude sur les Brigades internationales est celle de Skoutelsky (Rémy), *L'espoir guidait leurs pas*, Paris, Grasset, 1998.

<sup>34</sup> Pour un récit détaillé de ces événements, Cruells (Manuel), *Els fets de maig. Barcelona 1937*, Barcelona, Juventud, 1970. Pour une interprétation récente et dépassionnée, voir Graham (Helen), «'Against the State'. The genealogy of the Barcelona May Days (1937)», *European History Quarterly*, vol. 29, 4, 1999, p. 485-542.

<sup>35</sup> On peut trouver cette interprétation chez Thomas (Hugh), *La Guerre d'Espagne*, Paris, Robert Laffont, 1985, et plus généralement, dans tous les ouvrages écrits depuis les différentes positions de gauche ou d'extrême gauche

<sup>36</sup> Sur l'image de la guerre construite par les franquistes, voir le livre classique de Southworth (Herbert), *El mito de la cruzada de Franco*, Paris, Ruedo Ibérico, 1963, et les multiples travaux d'Alberto Reig Tapia, en particulier le récent *Memoria de la guerra civil. Los mitos de la tribu*, Madrid, Alianza, 1999.

<sup>37</sup> L'histoire du SIM est un exemple de rencontre entre une tradition de dénonciation pro-franquiste et une tradition anticommuniste située à gauche (anarchiste et POUMiste), et qui étend à toute la durée de la guerre les «crimes» de cet organisme, lui attribuant par erreur les agissements de l'appareil policier qui l'avait

ne font que s'accroître: elles servent à illustrer chacune des aspects différents, voire opposés du conflit. On les retrouve dans l'opposition à des années de distance, des deux films *Mourir à Madrid*, de Frédéric Rossif, qui chante la Madrid héroïque et unitaire, et *Tierra y Libertad*, de Ken Loach, où Barcelone est synonyme de révolution, de division et de répression interne.

### **Les différences entre Madrid et Barcelone furent-elles déterminantes pour les relations internationales?**

Il est hors de doute que si l'éloignement dans le temps et l'accumulation des récits partisans ont approfondi et même schématisé l'opposition des deux villes, celle-ci naît pendant la guerre elle-même. Il faut pourtant marquer la distance entre la réception de cette différence par les milieux diplomatiques et par l'opinion. Les nuances de l'image de la guerre chez le grand public, intéressantes en elles-mêmes, avaient peu d'incidence sur les décisions diplomatiques. On peut penser que les impressions et les informations recueillies auprès des consulats français et anglais à Barcelone et à Madrid, influèrent sensiblement sur les décisions des chancelleries. L'opinion quant à elle construisait une image du conflit depuis l'extérieur, à partir des informations fournies par les journaux et en mobilisant un certain nombre de stéréotypes sur l'Espagne. A ce titre, la perception des différences entre les deux villes, reposait sur une conjugaison des images préconçues de Madrid et de Barcelone avec les grands événements qui les singularisaient et les faisaient ressortir de la toile de fond du conflit: la résistance victorieuse de l'hiver 1936 pour l'une, les affrontements de mai 1937 pour l'autre.

Un historien de Barcelone, Enric Ucelay da Cal, a montré que la réception de la guerre et les réflexes de solidarité dans les opinions publiques des pays démocratiques avaient mobilisé des stéréotypes anciens sur l'Espagne et les Espagnols, dont il a fait la généalogie sur plusieurs siècles<sup>38</sup>. Ainsi, dans les réactions à la violence déchaînée à partir de juillet 1936, on retrouve la thématique de *l'Espagne cruelle*, propre aux récits de voyage et au romantisme du XIXe siècle. La propagande pro-républicaine fait usage de l'image effrayante de *l'Espagne noire*, tandis que les nationalistes retrouvent, dans la dénonciation de la «barbarie rouge», les topiques déjà utilisés en 1909 après la semaine tragique de Barcelone ou après les incendies de couvents de mai 1931 à Madrid, Málaga, Séville, Cadix et Valence<sup>39</sup>.

Les images d'un peuple généreux, prompt à l'action et capable de résister par son seul courage à l'action d'une armée, forgées essentiellement à partir de la guerre contre les troupes napoléoniennes au siècle précédent, sont réinvesties dans la vision de la Madrid héroïque et martyre de l'hiver 1936. La domination libérale à Barcelone et les combats de rue de mai 1937 réactivent pour leur part l'image de la *rosa de fuego* (la rose de feu), la ville soulevée en 1909, la ville de Francisco Ferrer, des graves troubles de 1919, et des soulèvements anarchistes de 1932-1933<sup>40</sup>. Une ville de barricades,

---

précédé. Voir Godicheau (François), «Le SIM de la République dans la guerre civile espagnole. La légende noire du contrôle politique», *Le Mouvement Social*, à paraître.

<sup>38</sup> Ucelay da Cal (Enric), «Ideas preconcebidas y estereotipos en las interpretaciones de la guerra civil española: el dorso de la solidaridad», *Historia Social*, 6, hiver 1990, p. 23-43. Voir aussi, du même auteur, «La imagen internacional de España en el período de entreguerras: reminiscencias, estereotipos, dramatización neorromántica y sus consecuencias historiográficas.», *Spagna Contemporanea*, 15, 1999, p. 23-52.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 34

<sup>40</sup> Cette réputation compte beaucoup dans la surestimation rétrospective, de la part de nombreux historiens, de l'agitation politique et sociale à Barcelone, entre les élections de février 1936 et le coup d'État de juillet, comme se plaît à le rappeler Ucelay da Cal (Enric) dans *La Catalunya populista. Imatge, cultura i política en l'etapa republicana*, Barcelona, La Magraña, 1982



féconde en «journées» révolutionnaires<sup>41</sup>, ville trouble de la foule négative, toujours en désordre, incapable du sérieux qu'exige la guerre, comme le laisse entendre *La Dépêche* quand elle commente «les regrettables incidents de Barcelone»<sup>42</sup>.

La réalité politique vécue dans les deux villes est ainsi doublement filtrée; au départ, par les propagandes des divers groupes de protagonistes, et à la réception, par les images héritées de l'Espagne. Certains aspects importants de la vie de l'une et de l'autre sont passés sous silence, négligés ou simplement oubliés: ce sont en général les aspects institutionnels des luttes de pouvoirs, d'une importance capitale. Le rôle politique de la *Junta de defensa* de Madrid dans la mise en ordre interne de la ville apparaît peu, alors qu'il est essentiel, tandis qu'à Barcelone, le Comité central des milices antifascistes, le véritable pouvoir en Catalogne pendant l'été, reste pratiquement inconnu<sup>43</sup>.

En fonction de la proximité avec l'événement, on pourrait penser que la prolongation d'une situation de désordre politique et de violence incontrôlée à Barcelone, et l'ampleur du mouvement collectiviste dans cette ville influèrent négativement, via les représentations consulaires, sur les dispositions anglaises, françaises ou américaines, vis-à-vis du régime. La situation de Madrid sur le front tendait à faire de Barcelone la vitrine de l'arrière républicain, d'où l'empressement des gouvernements à faire régner l'ordre en Catalogne. L'ignorance de ce qui se passait dans les campagnes et les petites localités contribuait à la réduction métonymique faisant de ces deux villes des symboles de la lutte en cours. Elle concentrait sur Barcelone les charges négatives qui semblaient retenir les «démocraties amies», et en particulier la France du Front populaire, dans leur élan solidaire. Il est vrai que les consuls étaient attentifs, dans leurs rapports, au «désordre» lié à l'hégémonie des anarchistes et des courants révolutionnaires à Barcelone, lequel faisait contraste avec l'apparente discipline madrilène et sa retenue relative dans la transformation révolutionnaire de la société.

On trouve dans les papiers des ministères espagnols des lettres des chargés d'affaires à Barcelone, qui s'inquiètent ou protestent contre les collectivisations d'entreprises appartenant à des Français ou à des Anglais ou ayant des capitaux de ces pays<sup>44</sup>. Ces documents attestent l'observation attentive des événements dans chaque ville, qui alimente les chancelleries en informations de première main.

---

<sup>41</sup> La tradition des révolutions françaises de 1789 jusqu'à la Commune de 1871 est même projetée sur les affrontements de mai 1937, que les observateurs français appellent «journées», alors qu'en Espagne, le catalan dit *fets de maig* et le castillan *hechos de mayo*.

<sup>42</sup> »[[6 mai 1937. Cité par Tisseyre (Claire), «La guerre civile d'Espagne à travers la presse Toulousaine. Juillet août 1936-octobre 1937», mémoire de maîtrise, Université de Toulouse Le Mirail, 1992. L'image des deux villes dans les journaux français mériterait un travail systématique, qui pourrait prendre place dans une réflexion générale sur la réception de la guerre civile espagnole en France, appuyée sur les acquis de l'histoire de l'opinion de ces vingt dernières années, et renouvelant l'image que l'on trouve dans Wingate Pike (David), *Les Français et la guerre d'Espagne*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1975.

<sup>43</sup> Il l'est aussi à Madrid, où, dans les nombreux reportages sur Barcelone, aucune publicité n'est faite à cet instrument de pouvoir dressé face aux institutions légales de la République, comme le souligne Pozo González (José Antonio), *op. cit.*, p. 98 et sq.

<sup>44</sup> On peut en trouver un bon nombre aux Archives Nationales de Madrid, dans le fond appelé *Causa general*, constitué de tous les documents que les franquistes, vainqueurs, estimèrent pouvoir servir à démontrer les crimes des «rouges», et entre autres, les atteintes à la propriété. Certains fonds privés contiennent aussi ce genre de documentation, par exemple les Archives Tarradellas, du nom du Premier ministre de la Généralité de Catalogne pendant presque tout le conflit, Josep Tarradellas (conservées au monastère de Poblet et soumises à autorisation). Plus largement, pour les réactions des diplomates et leurs échos dans les chancelleries, on peut consulter une thèse de doctorat, de Berdah (Jean-François), publiée sous le titre *La démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances (1931-1939)*, Paris, Berg International Editeurs, 2000, et un mémoire de maîtrise de Merlac (Eric), «La France et la Guerre civile espagnole à travers les archives diplomatiques françaises du quai d'Orsay (juillet 1936-avril 1939)», Université de Toulouse Le Mirail, 1990.

Mais l'attitude du personnel diplomatique était elle aussi déterminée par des stéréotypes, qui conduisaient les auteurs des rapports à privilégier l'impression de continuité dans «l'anarchie» tout au long de la guerre, sur les observations des efforts faits par les autorités républicaines pour rétablir l'ordre. La connaissance directe de l'Espagne, la proximité du théâtre des opérations préservait les diplomates des images romantiques circulant au nord des Pyrénées, ou du moins d'une partie d'entre elles: leur milieu social et leur origine les prédisposaient à adhérer aux représentations transmises par la propagande favorable aux nationalistes. On peut même documenter leur collusion avec des éléments d'extrême droite favorables aux rebelles et opérant à Barcelone<sup>45</sup>. Dans le même ordre d'idées, il faut rappeler l'hostilité des milieux industriels et des hauts fonctionnaires pour le pouvoir républicain espagnol<sup>46</sup>. Cette proximité avec le regard favorable aux nationalistes, la sensibilité pour les atteintes à la propriété, à la religion et aux désordres plutôt qu'aux thèmes opposés de l'unité et de la division, de l'héroïsme guerrier et de la fête révolutionnaire, induit une réponse négative à notre question. Les différences entre les deux villes étaient ainsi peu susceptibles de peser dans les relations internationales, car elles étaient comme écrasées par le jugement d'ensemble presque définitif sur cette Espagne rouge, du désordre et de la révolution.

En réalité, et contrairement à ce que pouvaient espérer les autorités républicaines, l'observation attentive et prolongée de l'évolution politique interne du camp républicain, avait très peu de chances de rectifier l'attitude générale des puissances. Les rapports des consuls de Madrid et de Barcelone ne modifièrent pas cette attitude. Deux livres de parution récente permettent de s'en convaincre.

Dans le premier, Jean-François Berdah suit avec minutie la vision de l'Espagne républicaine par la Grande-Bretagne, depuis 1931<sup>47</sup>. Il montre une Albion inquiète depuis la naissance de la République, de ce régime instable qui laisse se développer une contestation ouvrière très active et ne parvient jamais à rétablir l'ordre, inquiète et parfois agacée de la liberté et de l'inexpérience avec laquelle le jeune régime intervient dans les affaires du monde, en particulier à la Société des nations. L'agitation sociale et les premières mesures consécutives à la victoire du Front populaire aux élections de février 1936 préoccupèrent gravement les autorités londoniennes.

«Pour les Britanniques, on assistait en Espagne à la résurgence des vieux schémas dérivés de la Révolution bolchevique de 1917, et de ce que l'on pourrait appeler un "syndrome Kerenski". Les réactions suscitées par la reprise des violences rurales (...) laissaient transparaître la peur de voir le régime républicain dégénérer en une dictature prolétarienne sous la houlette du "leader communiste" (*sic*) Largo Caballero»<sup>48</sup>.

L'auteur évoque même l'hypothèse un temps étudiée par les Anglais, d'un coup d'État préventif pour empêcher une révolution. L'ambassadeur à Madrid informait ses supérieurs de la préparation du pronunciamiento à venir. Le Foreign Office, imprégné des stéréotypes sur les Espagnols, se résignait d'autant plus facilement à cette éventualité, illustrative de l'impossibilité d'implanter une république modérée en Espagne, que les futurs rebelles lui adressaient des messages destinés à le rassurer,

<sup>45</sup> C'est le cas pour le consulat de France dans cette ville: plusieurs dossiers d'instruction du Tribunal d'Espionnage et de Haute Trahison de Catalogne portent sur une «affaire David Charley», membre de la cagoule en relation avec le consulat français, fortement soupçonné d'aider la Phalange clandestine.

<sup>46</sup> Broder (Albert), «Milieux industriels et guerre d'Espagne en France et dans le Royaume Uni (1936-1939)», in Papy (Michel) (dir.), *Les Espagnols et la guerre civile*, Biarritz, Atlantica, 1999, p.306.]

<sup>47</sup> Berdah (Jean-François), *op. cit.*

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 173.

«visant à faire comprendre à Londres qu'il ne s'agissait ni d'un "mouvement fasciste", ni d'une action "reliée à la propagande ou aux intérêts italiens", mais d'une entreprise destinée "uniquement à restaurer l'ordre et à installer au pouvoir un gouvernement civil de droite"»<sup>49</sup>.

Avec une telle disposition d'esprit, l'Angleterre adopta dès le lendemain du déclenchement des hostilités, une attitude, qui derrière les apparences d'une stricte neutralité, favorisait constamment les rebelles. Devant la révolution provoquée par le coup d'État manqué du 18 juillet, elle choisissait son camp, celui du rempart contre la subversion. Cette thèse ressort des travaux de Gerald Howson sur les ventes d'armes à l'Espagne pendant la guerre civile, qui rompt définitivement avec l'idée d'un équilibre des interventions étrangères sur ce plan<sup>50</sup>. Revenant sur la méfiance anglaise par rapport au gouvernement républicain et à l'agitation révolutionnaire dans la péninsule, il démontre que la décision de Léon Blum de revenir sur son premier mouvement consistant à aider la République alliée, ne tenait pas seulement à la faiblesse relative de sa position politique en France -aggravée par l'agitation menée par les droites sur cette question- mais venait avant tout de la pression anglaise.

Le président du Conseil considérait que la non-intervention de toutes les puissances pour l'un ou l'autre camp, initiative française, était un moindre mal et valait mieux que la chute du Front populaire et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur bien disposé vis-à-vis de Franco. C'est le diplomate et poète Alexis Léger qui en fournit l'idée à Blum, alarmé d'entendre parler par ses amis londoniens de certaines personnalités du gouvernement britannique, en particulier sir Maurice Hankey, président du Comité de défense impérial, qui étaient de l'avis, si la France continuait à glisser à gauche jusqu'à aider l'Espagne, «de se délier de son alliance et de rejoindre l'embarcation de l'Allemagne et de l'Italie», le danger principal étant le bolchevisme<sup>51</sup>. La première proposition française d'un accord par lequel la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Portugal s'engageraient par écrit à empêcher l'envoi de matériel de guerre ou de troupes aux camps en lutte, fut très bien accueillie à Londres qui appela à faire tous les efforts possibles pour impliquer d'autres pays, en particulier l'Allemagne et l'URSS.

La Grande-Bretagne serait donc neutre, mais selon une conception particulière, *sui generis*, de la neutralité. Le 29 juillet 1936, le président du Parlement britannique, le conservateur David Margesson, expliquait déjà au conseiller de l'ambassade italienne à Londres, Vitetti: «Il est de notre intérêt, et c'est aussi notre désir, de voir triompher la rébellion (des officiers de l'armée espagnole). Mais en même temps, nous voulons maintenir notre neutralité, car sinon, nous serions submergés par l'agitation travailliste»<sup>52</sup>.

Le 3 août, Sir Samuel Hoare, premier lord de l'Amirauté, se chargeait de préciser le sens des termes dans une note adressée à Maurice Hankey:

«Quand je parle de "neutralité", cela signifie une stricte neutralité, c'est-à-dire une situation dans laquelle les Russes n'apportent aux communistes aucune aide d'aucune sorte, ni officielle, ni officieuse. Nous ne devons, sous aucun prétexte, faire quoi que ce soit qui favorise le communisme

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 175-176

<sup>50</sup> Howson (Gerald), *Armas para España. La historia no contada de la Guerra Civil española*, Barcelona, Península, 2000.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 59

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 61. On peut consulter aussi sur le même thème le passage correspondant de Berdah (Jean-François), «Le choix de la non-intervention: un abandon programmé», p. 218-224, dont on peut résumer les conclusions par cet extrait: «Les Britanniques considéraient la non-intervention comme un choix raisonnable. Les forces républicaines, mal encadrées, paraissaient en effet si inexpérimentées face à une armée de métier entraînée et disposant d'un matériel moderne, que l'issue du conflit ne laissait guère de doute: la prise de Madrid n'était plus qu'une question de jours.»

en Espagne, car il faut voir que le communisme au Portugal, pays auquel il s'étendrait probablement, et surtout à Lisbonne, serait un grave péril pour l'Empire britannique»<sup>53</sup>.

De fait, la non-intervention fut appliquée dès les premiers jours du conflit, et donc bien avant l'accord formel avec l'Allemagne, l'Italie et l'URSS, accord qui n'interviendrait qu'à la fin du mois d'août et au début du mois de septembre 1936, et que le Comité chargé de son application se montra incapable d'appliquer par la suite<sup>54</sup>.

Le refus de vendre des armes à la République espagnole fut surtout déterminant dans les deux premiers mois du conflit, mais il se prolongea pendant toute la durée de celui-ci, laissant les chargés d'affaires républicains, dépourvus de la moindre expérience, à la merci des trafiquants d'armes de tout poil. Passant en revue toutes les démarches plus ou moins infructueuses, et les achats effectués à Londres, Liège, Varsovie, Prague, New York, Howson montre que les armes achetées par la République le furent systématiquement à des prix astronomiques, augmentés de pots-de-vin énormes exigés par les moindres intermédiaires -du ministre au chef de gare en passant par les chefs d'état-major et officiers- lesquels pouvaient décider au dernier moment de ne pas délivrer une autorisation, de ne pas fermer les yeux sur un marché et annuler ainsi la vente, sans que l'argent avancé soit rendu<sup>55</sup>.

Pendant ce temps, le Foreign Office autorisait les ventes d'armes à d'autres pays, en particulier des avions (une cinquantaine de Blenheim Bristol à la Turquie, et de nombreux Hurricanes Hawker à une demi-douzaine d'autres pays). Les marchands avaient en 1936 des stocks importants:

«[la] Soley Arms Company disposait de sept à huit cent mille fusils, plus de cinquante mille mitrailleuses, un nombre considérable de pièces d'artilleries et d'énormes quantités de munitions et de pièces de rechange[...]»,

lot que le gouvernement espagnol aurait pu acheter, au prix du marché, en juillet et août 1936, n'eut été l'opposition du gouvernement britannique<sup>56</sup>.

Cette attitude de départ des démocraties, qui rendait vains les efforts républicains pour donner une impression d'ordre sur leur territoire, ne fut pas modifiée par le souci de préserver les intérêts économiques français ou britanniques à Barcelone et à Madrid. Même si l'implantation bancaire française se situait «au premier rang des étrangers à Madrid et à Barcelone»<sup>57</sup>, la France, comme

<sup>53</sup> *Ibid.* Cette note devait servir à orienter l'attitude de Sir Maurice Hankey, qui n'en avait pas besoin, avant que celui-ci ne reçoive deux hauts gradés de la marine française, envoyés par Blum pour tenter de fléchir les Anglais, auxquels leurs collègues britanniques avaient déjà expliqué que Franco était un patriote espagnol qui ne favoriserait jamais l'Italie en Méditerranée - danger agité par la délégation française.

<sup>54</sup> Les 21 et 24 août, l'Italie et l'Allemagne répondirent positivement à l'appel de la France et le 9 septembre eut lieu à Londres la première réunion du Comité de non-intervention.

<sup>55</sup> Ces commissions pouvaient aller de 25000 à 275000 dollars.

<sup>56</sup> Howson (Gerald), *op. cit.*, p. 347. Le nombre de fusils cité était plus important que la quantité obtenue par les républicains pendant toute la durée du conflit. Comparons avec les 279 000 fusils, dont 25 000 pièces de musée (au lieu des 350 à 500 000 annoncés par les sources soviétiques ou proches). Howson montre que l'URSS de Staline se comporta comme un marchand d'armes de plus, et estime à la moitié des 200 millions de dollars payés par la République, les frais facturés par les soviétiques au titre des voyages, salaires et dépenses des personnels russes, maintien de leurs familles, ainsi que de tous les personnels impliqués dans le transbordement de l'or de la banque d'Espagne («l'opération X») et en amont, dans le transport des armes à destination des lieux d'embarquement (sans oublier la rénovation des camps d'aviation après le départ des matériels).

<sup>57</sup> Broder, *op. cit.*, p. 310. Signalons notamment la présence de Rhône-Poulenc et de St-Gobain en Catalogne.

l'Angleterre, eut très vite et de plus en plus à cœur de préserver ses intérêts économiques dans la zone contrôlée par les rebelles. Les actifs anglais, étaient situés en majorité, surtout après la chute de Bilbao le 18 juin 1937, dans le camp franquiste.

La France, dont les actifs étaient mieux répartis d'un côté et de l'autre du front, fut, à partir du début de 1937, plus préoccupée par ses relations avec les nationalistes que par les discussions barcelonaises sur la collectivisation. Il s'agissait de se placer pour la future reconstruction de l'Espagne, et de ne pas laisser ce terrain tout entier aux appétits de l'industrie allemande ou italienne. À ce titre, comme le souligne Albert Broder, «la création le 17 mai 1937, de la chambre de commerce franco-espagnole au moment où se précise l'offensive sur le front nord, n'est évidemment pas accidentelle»<sup>58</sup>.

### **L'importance des enjeux internationaux dans l'évolution politique de Barcelone**

Les travaux que l'on vient de citer, en particulier celui de Gerald Howson, permettent d'envisager la question des relations internationales dans la guerre civile espagnole d'une manière nouvelle. Ainsi, le ballet diplomatique incessant des chargés d'affaires républicains et les multiples déclarations, postures et effets d'annonce sur les possibles changements d'attitude des démocraties, apparaissent comme autant de vaines gesticulations, manifestations répétées d'une illusion à laquelle «l'Espagne antifasciste» s'accrochait de plus en plus désespérément. Pendant des décennies, l'étude de ce chapitre de l'histoire du conflit a été prisonnière des effets de propagande contradictoires de l'un et l'autre camp. D'une part, les républicains dénonçaient l'aide reçue par l'adversaire et détaillaient leurs nombreuses et infructueuses démarches auprès des démocraties. D'autre part, comme l'explique Howson lui-même, faute de données fiables, les chiffres des historiens du régime franquiste, Ramón et Jesús Salas en particulier, passèrent dans les histoires générales de la guerre, livres de référence et encyclopédies. Or, ils conduisaient à l'idée d'une égalité dans l'aide militaire reçue par les uns et par les autres, et présentaient même les livraisons de l'URSS et des trafiquants aux bénéfiques des républicains, comme largement supérieures à l'aide allemande et italienne reçue par Franco<sup>59</sup>.

Au-delà de cette influence due à l'inégalité des conditions de production et de diffusion de l'histoire pendant près de quarante ans -entre l'État franquiste et l'exil républicain-, les récentes mises au point permettent de considérer, rétrospectivement, que l'histoire de cette question depuis six décennies, n'est souvent que le champ d'affrontement de deux visions de la guerre civile, une guerre des images qui a prolongé en quelque sorte celle qui avait déjà eu lieu de 1936 à 1939. Dès le début du conflit, l'image de la guerre civile et de chacun des camps apparut comme un enjeu et fut un théâtre d'opérations de plus, sur lequel les adversaires tentèrent de faire jouer en leur faveur les stéréotypes existant dans les opinions publiques<sup>60</sup>. Ce combat particulier ne prit pas vraiment fin en avril 1939, il fut relayé, depuis l'étranger, et continua à attribuer une place centrale à la discussion sur l'aide internationale, en insistant sur les péripéties diplomatiques et les élans de solidarité.

<sup>58</sup> *Op. cit.*, p. 312. Voir aussi Merlac (Eric), *op. cit.*, p. 42 et sq

<sup>59</sup> Howson (Gerald), *op. cit.*, p. 348-349. Salas Larrazábal (Ramón), *Historia del ejército popular de la República*, 4 vol., Madrid, Editora Nacional, 1973; *Los datos exactos de la guerra civil*, Madrid, Dracena, 1980; Salas Larrazábal (Jesús), *La intervención extranjera en la guerra de España*, Madrid, Editora Nacional, 1974; *Aviones militares de España*, Madrid, 1989

<sup>60</sup> [[Ucelay da Cal (Enric), «Ideas preconcebidas...», p. 23-25.

Comme pendant la guerre elle-même, le camp républicain a bénéficié dans ce combat de l'aide de volontaires étrangers, historiens anglo-saxons surtout (mais aussi français) qui entreprirent avec succès de faire pièce à la machine propagandiste de Franco[[Citons les noms de Hugh Thomas, Raymond Carr, Stanley Payne, Gabriel Jackson, Burnet Bolloten, Ronald Fraser, Herbert Southworth, Edward Malefakis, Pierre Broué et Émile Témime.]]. Dans cette entreprise de démenti, et par souci de faire valoir une certaine impartialité sur le discours fortement orienté de l'adversaire, ils furent souvent amenés à une estimation équilibrée des forces en présence et des bilans humains, là où le régime dénonçait la violence supérieure des «rouges» et l'inégalité dans l'aide reçue[[Voir à ce propos: Casanova (Julián), «Guerra civil, ¿lucha de clases?: el difícil ejercicio de reconstruir el pasado.», *Historia social*, n°20, automne 1994, p.135-150On peut remarquer que cette tendance s'est prolongée après la mort du dictateur, par un souci d'équilibre et de paix des esprits commandé par l'idéologie de la réconciliation nationale et de l'impératif d'oubli de «la guerre fratricide»]]. L'énumération, de la part des opposants au franquisme, des multiples démarches diplomatiques républicaines, des efforts et des garanties fournies par les gouvernements de Largo Caballero et de Negrín sur le plan de l'ordre, est parcourue d'indignation et de tristesse, et cette litanie sert à dénoncer la cruauté, l'égoïsme, la frilosité, et l'aveuglement de la France et de l'Angleterre.

Mais cette dénonciation elle-même repose sur l'idée que tout n'était pas joué en juillet et août 1936, et que les efforts pour rétablir l'ordre pouvaient décider ces nations à aider l'Espagne. «Après tout», étant des démocraties naturellement opposées aux puissances de l'Axe, elles «avaient intérêt» à intervenir ou à favoriser la cause républicaine<sup>61</sup>.

Cette dernière idée est en réalité le reflet exact du discours officiel du gouvernement républicain de 1936 à 1939, en particulier en direction des combattants et de l'arrière. Il fallait décider la France et l'Angleterre à aider l'Espagne loyale et assurer ainsi la victoire du bon droit. Ce thème fut un instrument politique important pour au moins deux raisons: il fut essentiel dans le processus de rétablissement de l'ordre social et politique dès la fin juillet 1936 et jusqu'à la fin du conflit, et, après les premières défaites, il servit à lutter contre la démoralisation croissante de l'arrière et du front.

C'est sa première fonction qui nous intéresse ici: l'argument de l'intervention étrangère fut décisif pour obtenir que le mouvement anarchiste, en particulier à Barcelone ne dépasse pas certaines limites politiques, et rentre ensuite, dans le cadre d'un «ordre antifasciste» dont le programme, contenu dans les 13 points du Premier ministre Negrín, était destiné à séduire les démocraties<sup>62</sup>. Cette logique a joué avec particulièrement de force dans la capitale catalane, même si on peut la voir à l'œuvre également, dans les premiers mois de la guerre, dans d'autres parties du territoire.

---

<sup>61</sup> À ce titre, le livre de Olaya (Francisco), *La intervención extranjera en la guerra civil*, Móstoles, Madre Tierra, 1990, est exemplaire.

<sup>62</sup> Les 13 points, rendus publics le 30 avril 1938, étaient: 1) assurer l'indépendance absolue et l'intégrité territoriale totale de l'Espagne; resserrer les liens de celle-ci avec l'Amérique latine; 2) retirer du territoire espagnol toutes les forces militaires étrangères; 3) garantie du suffrage universel; 4) plébiscite sur «la structure juridique et sociale de la République»; 5) respect du régionalisme espagnol; 6) liberté de conscience et libre exercice de la religion; 7) encouragement de la propriété et de l'industrie privées, mais interdiction des grands trusts; respect de la propriété et des intérêts légitimes des étrangers n'ayant pas prêté leur aide à la rébellion et indemnisation des éventuels dommages causés à ces derniers; 8) réforme de l'agriculture; 9) garantie des droits des travailleurs; 10) développement physique, culturel et moral des Espagnols; 11) abstention de l'armée en matière politique; 12) coopération avec la Société des Nations; 13) amnistie «à tous les Espagnols qui voudront collaborer à l'œuvre immense de la reconstruction et de la grandeur de l'Espagne». L'étude de cette évolution du mouvement libertaire se trouve dans ma thèse, *Répression et ordre public...*, *op. cit.*

Dès la victoire sur les militaires rebelles, les dirigeants anarchistes, maîtres de la ville, furent convaincus par le président de la Généralité de Catalogne, de laisser le gouvernement en place, de manière à amadouer la France et l'Angleterre. Dans les discussions internes au mouvement libertaire, les adversaires de la prise du pouvoir par la CNT utilisèrent l'argument d'une possible intervention étrangère en Catalogne dans le cas où la révolution se dresserait sans voile. Par la suite, au moment de la dissolution du Comité central des milices antifascistes, fut mise en avant la nécessité de rétablir la légalité institutionnelle, pour des raisons de convenances extérieures<sup>63</sup>. Au cours des différentes crises et remaniements ministériels en Catalogne, l'impératif de ne pas mécontenter l'URSS joua aussi à plusieurs reprises, toujours dans le même sens: éviter une radicalisation politique, retenir l'enthousiasme révolutionnaire des collectivistes. Le caractère tardif de l'intervention soviétique a été lui aussi expliqué par la volonté de Staline de ne pas se couper de l'Angleterre et de la France en soutenant une révolution<sup>64</sup>. En outre, selon Alvarez del Vayo, le prosoviétique ministre des Affaires étrangères du gouvernement Negrín, Moscou expliquait

«que Paris et Londres finiraient par se réveiller et se rendraient compte des risques que représentait pour eux-mêmes une victoire germano-italienne en Espagne, et se joindraient à l'URSS pour nous aider»<sup>65</sup>.

L'illusion -la promesse- d'une intervention franco-anglaise était entretenue à différents niveaux, par les partisans de l'ordre, et même à l'intérieur du monde anarcho-syndicaliste, comme on le vit après les affrontements de mai 1937. Ces événements n'avaient pas définitivement écarté le danger d'autres soulèvements anarchistes en défense des acquis révolutionnaires de 1936. À travers les procès-verbaux des discussions du Comité régional catalan de la CNT, on observe qu'à plusieurs reprises, les Comités de Défense anarchistes des quartiers de Barcelone, à la base de l'agitation révolutionnaire depuis le 19 juillet 1936, et en mai 1937, exaspérés par la répression brutale dont ils faisaient l'objet depuis mai, furent à plusieurs reprises sur le point de «descendre dans la rue» pour en terminer avec les adversaires communistes et républicains et sauver ainsi «la guerre et la révolution»<sup>66</sup>. À chacune de ces alertes, comme en mai 1937, la direction invoqua, pour les retenir, le danger d'une intervention franco-anglaise pour étouffer le mouvement et imposer une paix négociée, ou le risque de compromettre les efforts diplomatiques qui n'allaient pas tarder à porter leurs fruits, c'est-à-dire à apporter des armes aux combattants<sup>67</sup>.

Face à toutes les contestations radicales dans la CNT, la FAI, et les Jeunesses libertaires, les Comités dirigeants invoquaient le «sens des responsabilités des camarades». Or, ils employaient la même expression pour convaincre leurs adversaires politiques communistes, socialistes et républicains, qu'ils avaient changé et étaient prêts à mener une politique uniquement tournée vers la guerre, laissant la révolution au second plan. Ils mettaient en avant le fait qu'ils avaient prouvé à plusieurs reprises leur «sens des responsabilités», qu'ils agissaient en «responsables». Pour tous,

<sup>63</sup> Cf. Pozo González (José Antonio), *op. cit.*, p. 224 et sq

<sup>64</sup> Pour ce retard et ses raisons, voir: Serrano (Carlos), *L'Enjeu espagnol. Le PCF et la guerre d'Espagne*, Paris, Messidor, 1987; Broué (Pierre), *Staline et la Révolution*, Paris, Fayard, 1993; Skoutelsky (Rémy), *op. cit.*, et Bolloten (Burnett), *op. cit.*

<sup>65</sup> Cité par Bolloten (Burnett), *op. cit.*, p. 321

<sup>66</sup> *International Institute of Social History*, archives CNT-FAI, CNT Pq. 85 c et 39a. Cette répression, des arrestations par milliers et des procès par centaines fait l'objet de la première partie de ma thèse.

<sup>67</sup> En mai 1937, un rapport interne est rédigé par la direction de la CNT sur les événements de Barcelone, et destiné à justifier son attitude et à l'expliquer aux autres régions («Informe de lo ocurrido en Cataluña», *Archivo Histórico Nacional Sección Guerra Civil*, Salamanque, Série *Politico-social Barcelona*, carp. 1035). Il parle des bâtiments de guerre anglais et français, ancrés dans le port et n'attendant qu'un prétexte pour intervenir. Il est peu probable qu'ils l'eussent fait, mais l'usage de cet argument signale l'importance des réactions internationales dans l'esprit des anarchistes.

l'attitude «irresponsable» était celle qui, par une agitation politique trop voyante ou radicale, mettait en danger la possibilité prochaine d'une aide des démocraties.

Cette possibilité tenait en haleine le public tout au long des nombreuses pages consacrées par les journaux aux moindres événements de la politique mondiale et leurs répercussions probables sur la situation espagnole, qu'il s'agisse de la Tchécoslovaquie ou de la Chine. La direction anarchiste, à son tour, relayait ce discours en consacrant des analyses très détaillées de la situation internationale dans le *Boletín del militante* (*Bulletin du militant*) qu'elle commença à diffuser à l'été 1937 pour mieux contrôler ses bases<sup>68</sup>. Elle tentait en quelque sorte de compenser la perte de l'objectif révolutionnaire par l'espoir d'une intervention salvatrice. Souvent, la propagande opposait l'attitude «irresponsable» des contestataires barcelonais à l'esprit de sacrifice et aux souffrances vécues par la population madrilène, en un contrepoint qui rejoignait l'image reçue à l'étranger. Mais l'efficacité de cette opposition avait ses limites, comme en témoigne le titre de cette feuille clandestine diffusée par un courant anarchiste irrédentiste, affichant fièrement l'identité révolutionnaire barcelonaise: «Madrid, tombe du fascisme. Barcelone, tombe du gouvernement».

Pendant la guerre civile, l'insistance sur la différence entre les deux villes, tout comme les illusions sur l'évolution des relations internationales, servaient des objectifs politiques intérieurs: l'ordre et le moral de l'arrière. Après le conflit, l'aggravation des divisions entre les différents courants politiques du camp anti-franquiste et la recherche des responsabilités à la défaite ajoutèrent une ligne de fracture supplémentaire dans l'histoire de la guerre. Dans cette histoire, les images des deux villes se sont schématisées, jusqu'à symboliser, l'une «le peuple espagnol en guerre», et l'autre «le peuple espagnol en révolution».

Il importe alors de distinguer trois plans. Le premier est celui de la géopolitique où, pour reprendre l'expression d'Ucelay da Cal, la guerre civile espagnole était un *sideshow*, une scène latérale et secondaire par rapport aux affrontements principaux entre les puissances<sup>69</sup>. On a vu que les décisions prises par celles-ci dès juillet 1936 furent appliquées jusqu'en 1939, non sans un certain cynisme parfois, et décidèrent largement du sort de l'Espagne.

Le deuxième plan est celui de la politique intérieure républicaine, où, inversement, les relations internationales eurent une importance capitale comme on l'a dit, en particulier à «Barcelone l'irresponsable», à laquelle on montrait volontiers en exemple «Madrid l'héroïque».

Le troisième est celui de l'affrontement idéologique friand d'images et de symboles, prolongé bien après 1939, dans de multiples livres mais aussi au cinéma, et où s'opposent, sur fond de tragédie, les deux grandes villes.

---

<sup>68</sup> *Archivo Histórico Nacional Sección Guerra civil, Série Político-social Barcelona (passim)*.

<sup>69</sup> Ucelay da Cal (Enric), *op. cit.*, p. 24. Il souligne par ailleurs la difficulté née de l'entrecroisement des trois plans: «Las principales interpretaciones de la Guerra civil son todavía substancialmente las mismas valoraciones políticas que fueron puestas en circulación por los aparatos de propaganda rivales en plena contienda, retraso crítico debido en buena medida a la supervivencia del régimen franquista hasta mediado de los años 1970; de hecho no ha sido hasta después de la victoria electoral socialista en 1982 que ha empezado cualquier tendencia hasta la revisión histórica, y todavía ésta ha sido recibida con críticas políticas muy violentas».



Laurent Courmel, p. 53-71

→ Moscou, 1960 : la fondation de l'Université de l'Amitié des Peuples

LAURENT COURMEL

L'événement en histoire des relations internationales est un objet d'étude à la fois donné et construit, donc ambigu. L'approche du conflit Est-Ouest, qui fut «global, idéologique, politique, géopolitique, militaire, [...] avec de très fortes répercussions dans des domaines très variés: culture, économie, sciences»<sup>70</sup>, risque parfois de se perdre dans le flot des dates, voire dans le récit détaillé, heure par heure, des micro-événements qui constituent les crises majeures.

Pourtant le croisement des perspectives, de la diplomatie aux autres dimensions des relations internationales, implique parfois qu'on ajoute à la chronologie déjà existante des dates qui, parce qu'elles éclairent d'autres évolutions, peuvent avoir leur importance.

Aussi, cette contribution à l'étude d'un aspect méconnu de la guerre froide (et qui ne se cantonne pas à cette seule histoire) voudrait mettre l'accent sur des processus invisibles: la fondation à Moscou en 1960 de l'Université de l'Amitié des Peuples, annoncée en février, réalisée en octobre, célébrée en novembre, est plutôt un non-événement pour l'historiographie, en regard d'autres affaires majeures comme le sommet avorté de Paris entre Khrouchtchev et Eisenhower (mai), la crise congolaise (juillet à décembre), le départ des conseillers soviétiques de Chine (août) ou même la réaction brutale de Khrouchtchev «à la chaussure» à l'ONU (octobre). Mais elle marqua le début d'un effort de coopération unique, à l'époque, dans le domaine de l'enseignement, entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

Née d'une volonté d'influence dont les effets ne sont pas destinés à être perceptibles à un moment ponctuel, mais sur un temps long, inscrite dans le contexte spécifique de la décolonisation et de l'émergence du tiers-monde, la fondation de l'Université de l'Amitié des Peuples<sup>71</sup> est un événement initial, qui compte moins par sa date exacte que par ses origines, ses implications et ses prolongements. Notre ambition n'est pas, faute d'un travail d'enquête dans les archives aujourd'hui disponibles, de présenter une vision aboutie de cet épisode, mais plutôt de lancer des hypothèses pour contribuer à combler une lacune dans l'étude de la politique de l'URSS envers le Tiers-monde. Quasiment ignorée par les contemporains en Occident<sup>72</sup>, la décision de fonder une université spécialement destinée aux étudiants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine mérite un éclairage nouveau, qui permet d'appréhender la diversité des moyens et des formes de la puissance soviétique, telle qu'elle est en partie réinventée sous Khrouchtchev.

### **Le contexte: l'avancée soviétique dans le tiers-monde**

<sup>70</sup> SOUTOU (Georges-Henri), *La guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, p. 10.

<sup>71</sup> Nous la nommerons désormais par son sigle en russe: UDN.

<sup>72</sup> D'après nos sondages dans quelques publications anglo-saxonnes et françaises de l'époque, dont *Foreign Affairs*, *Politique étrangère* et *Survey of International Affairs* pour 1960-1965. La seule revue occidentale non communiste à souligner l'importance de l'événement est la revue britannique du Congrès pour la Liberté de la Culture, *Soviet Survey*: RUBINSTEIN (Alvin Z.), «Friendship University», n°33, juillet-septembre 1960, p. 8-10.

L'impression d'une poussée de l'influence soviétique dans le tiers-monde n'est pas nouvelle au début de 1960. Alors que la coexistence pacifique est dans tous les esprits, avec le souvenir du récent voyage de Khrouchtchev aux États-Unis (septembre 1959), l'optimisme qui a présidé à l'adoption de cette nouvelle «ligne générale» de la politique extérieure soviétique lors du XXe Congrès reste de vigueur à Moscou. Les traités d'amitié et les accords de coopération économique et militaire se sont multipliés, depuis le succès qu'a constitué la crise de Suez<sup>73</sup>, sur les continents asiatique et africain:

«Si l'on additionne l'action de l'URSS et des démocraties populaires, les déclarations faites de part et d'autre, les missions envoyées, les accords signés, les techniciens en place, on s'aperçoit qu'il y a un courant d'échanges pratiquement ininterrompu et sans cesse croissant entre le bloc soviétique et l'Afrique»<sup>74</sup>.

L'URSS s'impose alors comme la grande puissance qui condamne le plus fermement le colonialisme (en pleine guerre d'Algérie) et qui est le plus sensible au jeune mouvement de «l'afro-asiatisme» (on ne parle pas encore de «non-alignement») apparu à Bandung en avril 1955. Ainsi, l'image positive d'un État fédéral, multinational, qui par son régime et son idéologie se considère largement comme un pays neuf, engagé dans la «construction du socialisme», séduit une partie des élites parvenues aux responsabilités dans l'Asie et l'Afrique en pleine décolonisation.

Mais, plutôt que de faire la liste des succès diplomatiques de l'URSS dans le tiers-monde, il importe ici de rappeler l'état d'esprit des dirigeants soviétiques au début de 1960: alors que les contemporains attendent l'avènement de «l'année de l'Afrique», par l'aboutissement des processus d'indépendance au sein des empires britannique et surtout français (le général de Gaulle a convenu, fin 1959, de leur inéluctabilité), le Kremlin compte bien en tirer profit. Pour démontrer cette ambition, nous pouvons considérer la couverture faite à l'époque par la *Pravda* des événements relatifs à l'Afrique et à l'Asie: après le voyage à Moscou du président guinéen Sékou Touré en novembre 1959 (18 jours), l'événement majeur est le séjour d'une délégation gouvernementale soviétique (Vorochilov, alors chef de l'État, Kozlov et Fourtseva, tous deux ministres et membres du Présidium du Comité central) en Inde. Il fait l'objet d'articles quotidiens (avec photographies et textes de discours, parfois en première page) dans l'organe du Comité central du PCUS, du 21 au 30 janvier.

Dans le domaine de l'enseignement, deux orientations convergentes sont perceptibles depuis quelques années, qui visent à renforcer l'influence soviétique par de nouveaux moyens. D'un côté, la création en 1956 de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO) illustre une politique dynamique de formation de spécialistes des nouvelles aires d'expansion possible du socialisme<sup>75</sup> - elle survient au moment de la mise à l'écart de Molotov, lequel défendait une conception idéologique et traditionnelle de la guerre froide<sup>76</sup>. De l'autre, les Soviétiques veulent montrer leur attention au problème de l'éducation dans le tiers-monde: la coopération en matière de construction d'établissements scolaires et universitaires est à l'honneur avec la célébration des «liens internationaux de l'Institut d'État des projets d'établissements du supérieur» (*GIProVuz*)<sup>77</sup>. L'accent mis dans la presse sur ces questions est le signe annonciateur d'une politique ambitieuse, qui se déploie au grand jour sur la scène internationale. Après avoir accueilli, à la suite d'autres capitales du

<sup>73</sup> Voir RUCKER (Laurent), «L'URSS et la crise de Suez», *Communisme* n°49-50, 1997, p. 151-168.

<sup>74</sup> Ce jugement est porté, avec un léger décalage chronologique, pour la période 1958-1960, par les chercheurs du CERI de la FNSP dans la publication collective *L'URSS*, tome I, Centre de Recherches sur l'URSS et les pays de l'Est, Faculté de droit de Strasbourg, Paris, Sirey, 1962, p. 424.

<sup>75</sup> Des départements d'études africaines, latino-américaines et asiatiques se développent par ailleurs à la fin des années 1950.

<sup>76</sup> L'IMEMO remplissait le vide laissé par la fermeture, en 1948, de l'Institut d'économie et de politique mondiales. Voir IBOS-HERVÉ (Caroline), «Les diplomates russes et la politique étrangère», *Les Études du CERI*, n°32, octobre 1997, p. 10. (<http://www.ceri-sciences-po.org/publica/etude/etude32.pdf>)

<sup>77</sup> *Pravda*, 6 janvier 1960, qui mentionne, gravure à l'appui, les projets d'instituts technologiques à Rangoon, à Hanoi, en Indonésie...

camp socialiste, le sixième festival mondial de la jeunesse et des étudiants en 1957, Moscou continue d'être la vitrine d'un anti-impérialisme en acte.

### Une fondation bruyamment relayée par la propagande

C'est au cours de son voyage en Asie en février-mars 1960 (Inde, Birmanie, Indonésie, Afghanistan - pays qui signèrent alors avec l'URSS des «accords de coopération culturelle» visant au développement des échanges scientifiques, artistiques et... touristiques<sup>78</sup>) que Khrouchtchev annonce la décision de fonder l'UDN, lors d'un discours prononcé à l'université de Jakarta, le 21 février. Tout au long de l'année 1960, la propagande rejoue régulièrement de l'effet d'annonce obtenu en février. Il s'agit aussi, vraisemblablement, de s'adapter aux circonstances en précisant progressivement les modalités pratiques de l'organisation du nouvel établissement. Ainsi, on apprend très vite quelle sera la structure administrative de l'université: son conseil se veut pluraliste, accueillant en plus du ministère de l'Enseignement supérieur les représentants d'organisations sociales diverses (mais toutes soviétiques)<sup>79</sup>. Le recteur nommé à la tête de l'UDN, Sergueï V. Rumyantsev (qui était auparavant vice-ministre de l'enseignement supérieur, depuis 1956<sup>80</sup>) annonce, deux mois plus tard, le nombre de candidatures reçues: plus de 2000, pour 500 places disponibles<sup>81</sup>. Il indique, vu le succès rencontré, que l'effectif sera porté à 3-4000 étudiants dans les quatre ans. L'UDN comportera une faculté préparatoire (pour la première année), puis six facultés: technologie, agriculture, physique - chimie - biologie - mathématiques - sciences naturelles, médecine, histoire et langues, économie et droit. Cette variété souligne l'effort fait dans tous les domaines pour former les «cadres spécialistes» des nouveaux États.

L'implication personnelle de Khrouchtchev est une autre dimension de la propagande qui entoure la création de l'UDN. Fidèle à son volontarisme, caractérisé par les effets d'annonce et l'intervention physique du leader comme indice de la présence soviétique dans le monde, le Premier secrétaire et chef du gouvernement est systématiquement et abondamment mentionné lorsqu'il est question de l'UDN. En octobre 1960, le début des cours est présenté dans la presse comme accompagné, au cœur de la capitale soviétique, d'une «atmosphère d'amitié et de parenté de toutes les races et nations», puisque «Noirs, Jaunes, Blancs [...] tous ici, à l'Université de l'Amitié, sont amis, tous sont frères»<sup>82</sup>. Mais c'est aussi l'occasion pour la propagande d'organiser la rédaction d'un télégramme «au nom des étudiants d'une série de pays» adressé au camarade Khrouchtchev alors à New York, lui souhaitant pour la 15e assemblée générale des Nations unies un «franc succès dans [sa] lutte contre l'impérialisme et le colonialisme, et pour le désarmement complet, la paix et le bonheur de toute l'humanité»<sup>83</sup>. Ainsi commence l'instrumentalisation du symbole de la communauté de lutte entre l'URSS et les pays sous-développés qu'est devenue, dès le jour de la rentrée, l'UDN.

Une nouvelle fois, l'impact diplomatique est sensiblement recherché lors de l'inauguration solennelle du 17 novembre: la *Pravda* reproduit fièrement des messages de salutation de chefs d'État du tiers-

<sup>78</sup> SAMYLOVSKIJ (Ivan V.), *Nauchnye i Kul'turnye Svyazy SSSR so stranami Azii i Afriki*, Moscou, Académie des Sciences de l'URSS, 1963, p. 27.

<sup>79</sup> Il s'agit du Comité soviétique de solidarité avec les pays d'Asie et d'Afrique, de l'Union des sociétés d'Amitié et de liens culturels avec l'étranger (la VOKS), du Comité central des syndicats et du Comité des organisations de jeunesse; voir *Pravda* du 24 février 1960.

<sup>80</sup> Ce qui souligne l'importance de la fonction nouvelle qu'on lui confie. Source: *Who's Who in Soviet Union 1961-1962*, Munich, Intercontinental Book, 1962

<sup>81</sup> *Pravda* du 5 mai 1960.

<sup>82</sup> ZARADIN (D.), «L'Université de l'Amitié est ouverte!», *Pravda* du 2 octobre 1960, p. 6. Mais cet article est plutôt discret: deux colonnes, une photographie.

<sup>83</sup> *Ibid.*

monde, parmi lesquels Sihanouk, Nehru et Touré (mais aussi de savants et de personnalités occidentales). Pour rappeler la lutte idéologique dans laquelle s'inscrit la création de l'UDN, un encart dénonce, au bas de la page, le racisme auquel les étudiants d'Asie et d'Afrique sont confrontés à New York[«Et ceci est l'action américaine», *Pravda* du 17 novembre 1960, p. 3.]]. Surtout, le discours de Khrouchtchev prononcé ce même jour aux premiers étudiants donne le ton d'une propagande plutôt grossière:

«Si quelqu'un parmi vous arrive à la conviction que [le marxisme-léninisme] lui est cher, nous n'en serons pas offensés. (Applaudissements) Cependant nous ne serons pas affligés, si vous ne devenez pas communistes, mais restez toujours des gens honnêtes, si, en acquérant le savoir, vous consacrez votre vie au service fidèle de votre peuple, et non au sac d'argent, à la pièce d'or [...]. Je répète que si quelqu'un, comme on dit, est contaminé par la «maladie» du temps - le communisme, alors je demande qu'on ne nous accuse pas pour cela. (Vifs applaudissements)».

En retour, les étudiants, dans un message collectif, lui promettent «d'appliquer toutes leurs forces à assimiler profondément et intensivement la science, pour devenir de bons spécialistes, utiles à leur patrie»<sup>84</sup>. Voici un discours qu'il nous faut replacer dans son contexte: la mise en avant de l'enjeu éducatif et scientifique est en effet le premier succès de l'ouverture de l'UDN, par l'image positive qu'elle donne de l'URSS. Il se pourrait même qu'elle supplante, par sa portée, la volonté d'endoctrinement exprimée par le communiste Khrouchtchev.

### La place de l'enseignement dans l'aide au développement

Quelle fut la réaction des Occidentaux face à l'accent mis, à Moscou, sur l'enseignement dans l'aide au tiers-monde? Les archives montrent l'attention portée à l'événement par les ambassades occidentales<sup>85</sup>, mais le cheminement de l'information et son impact en termes de politique ne peuvent faire l'objet ici que d'hypothèses.

Du côté des États-Unis, des signes montrent une prise de conscience de la nécessité de repenser l'aide au tiers-monde. Jusque-là, on peut remarquer par exemple que l'accueil d'étudiants africains dans les universités américaines (notamment l'université noire Lincoln) avait commencé à se développer dans les années 1950 en dehors de toute politique gouvernementale, mais avec «l'appui du département d'État et l'aide financière de fondations, comme l'*Institute of International Education* ou l'*Institute of African American Relations*»<sup>86</sup>. Autour de 1960 s'opère une évolution théorique dans certains milieux américains, dont témoigne la très officielle revue *Foreign Affairs*: en 1959 un spécialiste y présente l'aide au développement comme centrée sur la prospection des ressources naturelles et l'investissement de capital, évoquant néanmoins, mais brièvement, les possibilités d'éducation et de formation d'élites locales - par une allusion qui montre combien le rival soviétique reste en vue dans toute réflexion sur le tiers-monde («Je rappelle un mythe courant il n'y a pas si longtemps aux États-Unis, d'après lequel les Russes ne pouvaient même pas conduire un tracteur, et c'est alors que vinrent les Spoutniks.»)<sup>87</sup>. Mais en 1961, l'économiste canado-américain John Kenneth

<sup>84</sup> *Pravda*, 18 novembre 1960. Le discours est reproduit en première page, ainsi que deux photographies montrant Khrouchtchev d'un côté, et de l'autre les auditeurs attentifs, casque de traduction sur la tête, en train d'applaudir.

<sup>85</sup> Ainsi la note de l'ambassadeur français M. Dejean à Couve de Murville, Moscou, 19/03/1960, MAE, série Europe 1940-60, sous-série URSS, dossier 259; citée par LECOVIK (Sophie), «La pénétration soviétique en Afrique subsaharienne sous Khrouchtchev: Ghana, Guinée, Mali 1955-1964», Mémoire de maîtrise sous la direction de Robert Frank et Marie-Pierre Rey, Université Paris 1, 1999, p. 97.

<sup>86</sup> DURPAIRE (François), «Les États-Unis face aux indépendances en Afrique noire francophone, 1945-1962», *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* n°11, printemps 2001, p. 117-137, p. 127

<sup>87</sup> HOFFMAN (Paul G.), «Operation Breakthrough», *Foreign Affairs*, octobre 1959, p. 31-45; p. 37.

Galbraith, conseiller à la Maison Blanche<sup>88</sup>, appelle à un «changement dans la vision du développement économique»; il critique l'idée que capitaux, techniciens et spécialistes doivent venir de l'extérieur<sup>89</sup>, et il place l'aide à l'alphabétisation et à la constitution d'une «élite éduquée de taille substantielle» au premier rang des préoccupations, suivie par l'établissement de la justice sociale et d'un appareil de gouvernement et administratif efficace.

De fait, cette évolution théorique coïncide avec un événement concret dans la politique menée par l'administration Kennedy: en mars 1961 furent créés les *Peace Corps*<sup>90</sup>, dont l'objectif était d'envoyer de jeunes Américains volontaires appliquer sur le terrain l'aide au développement dans différents pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. L'objectif solennel que leur confie le Congrès américain en septembre 1961 fait singulièrement écho au nom même de l'UDN: «promouvoir la paix et l'amitié dans le monde», et la mention par une brochure de l'Institut d'Asie de l'Académie des sciences de l'URSS de cette «organisation anticommuniste au service du capital monopolistique»<sup>91</sup> montre que les Soviétiques y voient probablement un concurrent sérieux. Chez les observateurs américains, répétons-le, on ne trouve à cette date aucune référence appuyée à la fondation de l'UDN; mais il ne faut pas exclure pour autant l'existence d'un lien entre celle-ci et le tournant observé en 1960-1961 dans la réflexion et l'action des États-Unis.

En Europe de l'Ouest, si la France et le Royaume-Uni ont joué et jouent encore un rôle important dans la formation des élites de leurs anciennes colonies, ils ne sont pas en mesure d'attirer la jeunesse de tous les nouveaux États, dont beaucoup, marqués par les violences passées ou actuelles, sont en rupture avec la métropole. Quant à la RFA, elle subit les effets de son miracle économique en termes de pénurie de main-d'œuvre qualifiée<sup>92</sup>. Ainsi, le président de la «Fondation allemande pour les pays en voie de développement» déplore, au sujet de la coopération dans le domaine de la formation des cadres: «l'activité des Russes est infiniment moins importante que celle de l'Occident mais le monde entier est rempli des échos de leur propagande...». Toutefois, dans le même temps, il avoue que «L'Allemagne fédérale manque de 40 000 ingénieurs spécialisés»<sup>93</sup>: curieuse précision dans un discours consacré à l'aide au développement, qui montre les limites de la politique menée par un pays industrialisé qui n'a pas les moyens humains de l'URSS. La Chine communiste n'a pas non plus les moyens de lancer une coopération à grande échelle pour la formation des cadres. Cependant, les Chinois, par leur communauté de destin partielle avec la plupart des jeunes États afro-asiatiques, bénéficient parmi leurs élites d'une sympathie croissante, illustrée par l'invitation de Zhou Enlai à Bandung. En marge de la conférence, le ministre chinois avait signé des accords de coopération technique et culturelle avec différents pays<sup>94</sup>. Ainsi, la rivalité sino-soviétique naissante ne pouvait qu'inciter Moscou à renchérir sur le terrain de l'aide aux pays neutres, à un moment où Pékin devait faire face au désastre intérieur du «Grand Bond en avant».

Les pays du tiers-monde n'ont pas attendu la rivalité des grandes puissances pour exprimer leurs besoins en matière d'enseignement. Du 28 décembre 1959 au 9 janvier 1960, l'UNESCO avait déjà tenu une conférence des pays asiatiques à Karachi, alors que les ministres de l'éducation des pays d'Afrique tropicale s'étaient réunis à Addis-Abeba en février 1960. L'idée de l'UDN (et peut-être aussi celle des *Peace Corps*) naît probablement en marge de cette réflexion multilatérale qui semble se propager à l'Assemblée générale de l'ONU, où l'arrivée des nouveaux pays entraîne un renouvellement des théories du développement. Lancé courant 1960, le projet d'une «conférence des

<sup>88</sup> Il fut aussi ambassadeur des États-Unis en Inde, de 1961 à 1963.

<sup>89</sup> GALBRAITH (John K.), «A positive approach to Economic Aid», *Foreign Affairs*, avril 1961, p. 444-457; p. 444-445 et p. 453.

<sup>90</sup> L'idée en a été formulée pour la première fois en octobre 1960 par le président Kennedy; voir la chronologie fournie par le site gouvernemental américain: <http://www.peacecorps.gov/about/history/decades/60s.cfm>

<sup>91</sup> SAMYLOVSKIJ (Ivan V.), *op. cit.*, p. 9.

<sup>92</sup> On peut supposer que le Japon est dans une situation semblable.

<sup>93</sup> VOGEL (Rudolf), *Politique étrangère*, n°4, 1960, p. 372.

<sup>94</sup> RICHER (Philippe), *La Chine et le Tiers-monde*, Paris, Payot, 1971, p. 120, 165 et sq

Nations unies sur l'application de la Science et de la Technique dans l'intérêt des nations peu développées» aboutit début 1963. Le délégué français pose alors les limites de la conception antérieure de l'aide au tiers-monde en ces termes:

«le mot d'assistance correspond à un stade qui nous semble dépassé. Il correspond à l'époque de la générosité charitable et émue, première phase sans doute de la compréhension du problème; mais il correspond moins à ce devoir de transfert du savoir et du savoir-faire [...]. L'assistance fait place à la coopération»<sup>95</sup>.

C'est peut-être d'avoir anticipé ce changement de perspective (en tout cas, de l'avoir proclamé plus tôt) que l'URSS peut tirer avantage dès 1960. Le maintien de cette avance contribuerait alors à expliquer le succès de sa politique de coopération dans l'enseignement supérieur, même si elle se fait au prix d'entorses à l'idéologie marxiste-léniniste.

### **Le pragmatisme, atout de la politique soviétique?**

Il ne s'agit pas de reprendre à notre compte la vision officielle soviétique, qui présente la création de l'UDN comme la réponse généreuse de Moscou à la «demande des cercles publics et gouvernementaux de nombreux pays» (expression employée par Khrouchtchev le 21 février 1960 et reprise par une brochure de l'agence Novosti dans les années 1970<sup>96</sup>). Cependant il y a peut-être dans cette insistance la clef d'une réussite de l'URSS dans ce domaine.

Incontestablement, une certaine souplesse idéologique préside alors à la définition des politiques de coopération, car vers 1960 la théorie marxiste du développement se fait relativement vague dans les brochures destinées au tiers-monde: comme le souligne un observateur occidental, «les publications spécialisées mettent surtout l'accent sur l'appui extérieur que le camp socialiste accorde à ces pays, traitant avec beaucoup de discrétion les problèmes des réformes intérieures»<sup>97</sup>. Le début des années 1960 voit ainsi une révision des positions idéologiques sur le rôle de la bourgeoisie nationale dans le tiers-monde, qui conduit à considérer que «l'intelligentsia petite-bourgeoise ne doit pas obligatoirement devenir le véhicule de la voie capitaliste de développement»<sup>98</sup>, en d'autres termes qu'il y a des bourgeois nationaux qui peuvent servir la cause communiste. Dès novembre 1960, à la fin de la Conférence mondiale des partis communistes à Moscou, est formulé le concept de «démocratie nationale», qui sera repris dans le programme du PCUS en 1961<sup>99</sup>; un nouveau modèle est né, situé de façon vague entre les démocraties bourgeoises et populaires, qui fournit à la diplomatie un nouveau cadre théorique, moins rigide qu'auparavant.

Lors de l'inauguration de l'UDN le 17 novembre, Nikita Khrouchtchev avait présenté le communisme comme une bonne «maladie» que les étudiants n'étaient pas forcés, cependant, d'attraper. Les Soviétiques reviennent dans de nombreuses publications sur l'idée que leur aide n'est «pas conditionnée par des considérations politiques, économiques ou d'aucun autre ordre»<sup>100</sup>. À cela s'ajoute une souplesse pratique dans les modalités, car les étudiants ne sont pas obligés de passer par leur gouvernement pour être candidats: comme l'avait annoncé Khrouchtchev dès son discours de février, l'UDN accueille «à la fois ceux qui sont orientés par des organes gouvernementaux, et ceux

<sup>95</sup> GANDILHON (J.), *Politique étrangère*, n°3, 1963, p. 221-240, p. 228.

<sup>96</sup> KOLESNIKOV (S.) et SOKHIN (N.), *Soviet trained specialists*, Moscou, Novosti, 1974, p. 34.

<sup>97</sup> KERBLAY (Basile), «L'impact des modèles économiques soviétique et chinois sur le Tiers-monde», *Politique étrangère*, n°4, 1960, p. 332-354, p. 340.

<sup>98</sup> AVAKOV et MIRSKIJ, «La structure des classes dans les pays sous-développés», *Mirovaya Ekonomika* [il s'agit de la revue de l'IMEMO], n°4, avril 1962, cité par GUILLAUME (Françoise), «La doctrine soviétique du sous-développement» *Politique étrangère*, n°4, 1962, p. 360-390, p. 377.

<sup>99</sup> *Documents de la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers*, Moscou, 1960, p. 37-38.

<sup>100</sup> SAMYLOVSKIJ (Ivan V.), *op. cit.*, p. 30.

qui le souhaitent par aspirations personnelles»<sup>101</sup> - ce qui permet un recrutement direct par les représentants soviétiques dans ces pays (souvent par le biais d'organisations prosoviétiques: associations d'amitié, partis communistes et syndicats). Néanmoins l'enseignement se fait en russe, ce qui, malgré un programme intensif d'apprentissage de la langue mis en place pour la première année (disposition maintenue ensuite pour les nouveaux inscrits), constitue une contrainte forte. Parallèlement, les étudiants soviétiques devront apprendre une des langues parlées par leurs camarades étrangers; à la rentrée 1960, ils ont le choix entre l'anglais, le français et l'arabe<sup>102</sup>. Il s'agit donc aussi, pour les Soviétiques, d'améliorer la formation de leurs propres spécialistes en les mettant en contact, dès leurs années d'études, avec des étudiants étrangers<sup>103</sup>. L'aide concrète apportée à chaque étudiant sélectionné est appréciable: une allocation mensuelle, un logement en foyer universitaire, et surtout un encadrement pédagogique impressionnant - selon le recteur Rummyantsev environ 800 enseignants pour 4 000 étudiants, lorsque l'UDN fonctionnera à plein<sup>104</sup>. La propagande souligne l'écart qui existe entre les pays capitalistes et les pays socialistes sur le plan matériel: aux États-Unis, les étudiants africains «dépendent fortement des emplois d'été qu'ils doivent trouver pour survivre»<sup>105</sup>. Du reste, un professeur américain souligne lui-même, à la fin des années 1960, la générosité de l'URSS à l'égard de ces étudiants du tiers-monde qui reçoivent de 80 à 150 roubles par mois (contre 50 à 70 pour les boursiers soviétiques, et 100 pour le salaire moyen en Russie)<sup>106</sup>.

Au cours des années 1960, le pragmatisme et l'opportunisme semblent deux règles majeures du fonctionnement de l'UDN comme vitrine symbolique et efficace de la coopération. En mars 1961, elle prend le nom de Patrice Lumumba, ex-Premier ministre du Congo qui venait d'être assassiné dans la guerre civile qui ravage l'ancienne colonie belge. Cette récupération vise à montrer une nouvelle fois la solidarité de l'URSS avec les peuples libérés du système colonial. Même si le leader congolais avait eu quelques réticences quant au modèle soviétique, son rapprochement avec Moscou en 1960, face aux hésitations de l'ONU, permet de forger *a posteriori* le mythe d'un marxisme africain, qui a déjà son martyr. L'affaire congolaise, la plus grave crise internationale de la décolonisation depuis Suez, servait parfaitement la propagande soviétique: Moscou pouvait condamner l'intervention illégitime d'une ancienne métropole dans les affaires intérieures d'un jeune État, et montrer à l'opinion mondiale qu'elle comptait entretenir la mémoire de son aspect le plus sombre. L'instrumentalisation du nom de Lumumba renforçait donc le prestige et l'image émancipatrice de cet établissement universitaire unique.

Parallèlement, les autorités firent preuve d'une certaine souplesse quant à la place de l'idéologie dans les études: après des troubles en décembre 1963 (une manifestation d'étudiants africains à Moscou, sur la Place Rouge, suite à la mort d'un jeune Ghanéen<sup>107</sup>), elles décidèrent de supprimer le caractère obligatoire du cours de «philosophie politique», pour toutes les disciplines. Elles renonçaient ainsi à imposer grossièrement une idéologie sans doute indigeste pour beaucoup d'étudiants. Est-ce à dire que le destin propre de l'UDN pouvait échapper au rôle d'instrument que lui avait assigné le Kremlin? La question reste posée, mais assurément l'enjeu valait bien, aux yeux des dirigeants, le passage à une propagande plus subtile. De ce point de vue, la participation des étudiants de l'UDN à des manifestations pour la paix et contre la guerre du Vietnam, à partir du milieu des années 1960, mériterait une étude approfondie. La vitrine de l'aide éducative soviétique au tiers-monde, dont les facultés furent regroupées sur un même campus, construit *ad hoc* en 1967, perpétuait ainsi sa

<sup>101</sup> *Pravda*, 24 février 1960.

<sup>102</sup> ZARADIN (D.), article cité, *Pravda*, 2 octobre 1960.

<sup>103</sup> RUBINSTEIN (Alvin Z.), article cité, p. 10

<sup>104</sup> Chiffres donnés au cours d'une conférence de presse en août 1960; repris par RUBINSTEIN (Alvin Z.), article cité, p. 9. En fait, le nombre d'étudiants sera moitié moins important dans les années 1960 (cf. *infra*).

<sup>105</sup> SAMYLOVSKIJ (Ivan V.), *op. cit.*, p. 34, citant un article de la *Komsomolskaya Pravda* du 28 février 1963.

<sup>106</sup> DESAI (Ram), «Moscou oriente les étudiants étrangers», *The Christian Science Monitor* de Boston, 29 août 1967; traduit en français dans *Chroniques étrangères. Articles et documents*, La Documentation Française, 16 février 1968, p. 21-24.

<sup>107</sup> Événement qui mériterait des recherches approfondies, mentionné par DESAI (Ram), article cité, p. 22.

fonction particulière dans le système complexe et équivoque de la politique extérieure soviétique, où se mêlaient diplomatie classique, propagande et messianisme révolutionnaire - désormais surtout axé sur la paix mondiale et la fin du «néo-colonialisme».

### Quelques chiffres et un problème: quel rôle joua l'UDN?

Sans prétendre faire un bilan du rôle joué par l'enseignement dans la politique d'influence de l'URSS, nous pouvons en mentionner l'ampleur, du moins d'après les chiffres fournis par Moscou<sup>108</sup> : dès 1961-1962, si on prend en compte tous les établissements supérieurs en URSS, on compte alors 23 000 étudiants étrangers, dont «plus de la moitié» proviennent d'Asie et d'Afrique - parmi lesquels 2 000 environ sont à l'UDN<sup>109</sup>. Nous pouvons interpréter ce faible poids de l'UDN par l'importance des étudiants venus d'autres pays socialistes (Europe de l'Est, mais aussi Cuba, Corée du Nord et autres), et orientés, suivant des filières plus anciennes, vers des établissements supérieurs classiques. En 1966-1967, la seule UDN accueille 2 231 étudiants étrangers et 454 soviétiques, alors que 400 universités soviétiques participent à des échanges avec l'étranger, pays du camp socialiste compris<sup>110</sup>. En 1974, l'UDN avait formé 4 924 diplômés depuis sa fondation, dont 3 809 venus du tiers-monde<sup>111</sup> : si ces chiffres globaux sont incomplets (on aimerait connaître le détail par pays, et la répartition par villes, établissements et disciplines des étudiants hors de l'UDN), ils témoignent d'un effort appréciable. Un témoin américain va jusqu'à affirmer en 1967:

«la priorité que les Soviétiques ont accordée à l'université Lumumba est tout à fait comparable à celle qu'ils ont donnée à leur programme spatial et à la défense nationale; il ne faut pas la sous-estimer»<sup>112</sup>.

Mais que pèsent l'enseignement et la formation face à l'aide militaire accordée aux régimes alliés du tiers-monde? Il est certain en tout cas que le succès de la politique soviétique d'influence dans les années 1960 et 1970 doit trouver d'autres facteurs que la seule aide financière, ridiculement peu élevée si on en croit Paul Bairoch: la part des pays de l'Est dans l'aide financière globale (aide publique et investissement privé) au tiers-monde n'est que de 2,5 % en 1960 et 5,5 % en 1970 (contre 93,5 % et 79 % pour les pays occidentaux)<sup>113</sup>. L'aide à la formation et à l'enseignement, instrumentalisée par la propagande, fut sans doute un solide auxiliaire à l'attraction idéologique, laquelle allait de pair, nous l'avons vu, avec une forte dose de pragmatisme. Le fait que l'URSS disposait ainsi d'une offre élargie d'avantages à proposer en échange de son alliance (militaires, commerciaux, techniques, éducatifs et culturels) ne pouvait que servir sa politique d'influence.

Rares sont les références à la fondation de l'UDN dans les analyses occidentales des années 1960 sur la politique extérieure soviétique. L'une d'elles évoque en ces termes l'impact qu'elle peut avoir:

«Cet effort, ajouté à la formation de cadres afro-asiatiques en URSS (l'Université Patrice Lumumba), répond à un besoin immédiat et passionnément ressenti dans les pays sous-développés (...). À l'effet psychologique de cet effort ne peut-on ajouter que, peut-être, un jour, il présentera un intérêt stratégique?»<sup>114</sup>.

<sup>108</sup> Confirmés, globalement, par les témoignages d'occidentaux présents sur place: DESAI (Ram), article cité, et RUBINSTEIN (Alvin Z.), article cité.

<sup>109</sup> SAMYLOVSKIJ (Ivan V.), *op. cit.*, p. 33-34.

<sup>110</sup> PROKOF'EVA (M.A.) *et al.* (dir.), *1917-1967, Narodnoe obrazovanie v SSSR*, Moscou, Prosveščenie, 1967, p. 288-289. Cette publication officielle donne, pour l'UDN, des chiffres précis et moins élevés que le reste de notre documentation.

<sup>111</sup> KOLESNIKOV (N.) et SOKHIN (S.), *op. cit.*, p. 37.

<sup>112</sup> DESAI (Ram), article cité, p. 22

<sup>113</sup> Sources: OCDE et Nations unies, citées par BAIROCH (Paul), *Le tiers-monde dans l'impasse*, Paris, Gallimard, 1983, p. 259.

<sup>114</sup> « L'URSS dans la vie internationale: mai 1960-décembre 1962» (contribution collective du CERI de la FNSP), *L'URSS* tome II, Faculté de droit de Strasbourg, Paris, Sirey, 1964, p. 413.



Une autre - la seule formulée au moment même de l'événement, exception que nous avons déjà mentionnée - va plus loin:

«Cette expérimentation unique en éducation a une signification considérable pour les relations soviétiques avec le monde sous-développé [...]. Si elle réussit, elle ne confortera pas seulement l'image de l'Union soviétique comme bienfaiteur, mais elle l'aidera aussi à lui procurer des cadres formés à la langue et aux usages de ces aires cruciales [...] à faire émerger un nombre considérable d'Afro-asiatiques prosoviétiques parmi les étudiants, beaucoup d'entre eux pouvant rentrer chez eux avec l'idéologie du camp soviétique»<sup>115</sup>.

Ces hypothèses justifient l'importance nouvelle que nous avons accordée à ce qui eut lieu, loin des fracas de la scène internationale, à Moscou en 1960. on pourrait discuter la conception, très ancrée dans l'anticommunisme de l'époque, selon laquelle le prosoviétisme qui allait résulter de l'UDN serait fondamentalement idéologique. Les jeunes diplômés qui rentreront chez eux seront-ils des militants communistes convaincus, ou bien des spécialistes prêts à se réintégrer dans la «bourgeoisie nationale» d'où ils étaient issus avant leur séjour à Moscou? C'est une question qui, parmi d'autres, reste posée dans l'étude de l'Université Patrice Lumumba comme instrument de la politique extérieure soviétique, que nous avons à peine esquissée ici en évoquant la résonance de sa fondation et les débuts de son histoire.

Il reste donc à évaluer l'importance de l'UDN, en prenant aussi en compte la dimension non visible de processus socioculturels complexes, liés aux échanges entre pays en matière d'enseignement. Le passage d'une partie des élites du tiers-monde à Moscou, dans un cadre russophone et soviétique, a pu avoir des effets diffus non seulement dans les milieux dirigeants, mais aussi dans toute la société de ces pays. La mesure de cette influence, en termes de culture politique, de conceptions économiques, techniques et scientifiques, de comportements sociaux et culturels, est un vaste chantier qui ne se limite pas à la question de l'endoctrinement idéologique de ces étudiants, ni d'ailleurs au seul domaine des relations internationales; et qui doit peut-être nous amener à quitter une conception trop péjorative, car héritée de la guerre froide, de cette influence.

Pierre Journoud, p. 73-94

→ [La visite du général de Gaulle à Phnom Penh. Entre mythes et réalités](#)

**PIERRE JOURNOUD**

Le premier septembre 1966 à 9h35, le général de Gaulle prononce à Phnom Penh, dans un grand stade fraîchement inauguré par le prince Sihanouk, un discours d'une extrême solennité qui se veut le point d'orgue d'une visite officielle de quatre jours au Cambodge. Le formidable impact médiatique de ce discours tient avant tout aux circonstances historiques et géographiques dans lesquelles il est prononcé.

Car c'est à quelques pas du Vietnam, plongé dans une guerre de plus en plus grave pour toute la région, que le président de la République française a choisi d'exprimer sa position sur le conflit: une vision à long terme incarnée par quelques gestes symboliques plantés comme des jalons sur le

---

<sup>115</sup> RUBINSTEIN (Alvin Z.), *article cité*, p. 8-10.

chemin d'une paix énergiquement espérée. En ne fondant sa politique «indochinoise» ni sur l'argent, encore moins sur l'épée, ni même sur une initiative diplomatique d'envergure, mais sur la seule force du Verbe, le président français assumait néanmoins le risque de susciter certaines désillusions et d'apparaître sur l'heure, aux yeux de ses nombreux détracteurs, inopérant et improductif.

Discours aux Américains plus qu'aux Asiatiques, a-t-on dit du discours de Phnom Penh, mais aussi et peut-être surtout, discours aux Français, «baume posé sur les plaies de l'identité française blessée»<sup>116</sup>, qui s'inscrit dans la longue liste des thérapies de choc chères au Général parce qu'elles devaient redonner confiance aux Français victimes du «syndrome de 40». à Phnom Penh, le président de la République a porté haut et loin la voix d'une France que les gaullistes aimaient situer à l'avant-garde de leur combat pour une plus grande indépendance de la France vis-à-vis des états-Unis, à défaut d'un plus juste équilibre des pôles de puissances dans le monde<sup>117</sup>. Déjà, fort de sa réélection au suffrage populaire en novembre 1965, le Général avait pris la décision fracassante de retirer la France du commandement intégré de l'OTAN (mars 1966) avant de se rendre en URSS (juin), provoquant du même coup dans la presse des spéculations insensées sur un possible renversement des alliances de la France. Cette volonté ardente et précoce de fissurer les blocs, d'introduire une faille dans l'implacable logique bipolaire de la guerre froide, ont contribué à l'éclat d'un discours qu'au fil des ans la lente extinction des passions autour du Vietnam n'a jamais totalement estompé.

C'est faute d'en avoir analysé les motifs profonds et les objectifs réels que certains commentateurs, à l'époque, se sont mépris sur l'interprétation de la visite et des propos présidentiels. Beaucoup, au-delà de leurs appartenances nationales et partisans, avaient chargé cette visite de grands espoirs, à la mesure de l'ampleur de la tragédie qui se jouait depuis plusieurs années au Vietnam et dont la France, pour des raisons historiques bien connues, était l'un des témoins privilégiés; les mêmes attendaient du discours du 1er septembre qu'il contribue de manière décisive à la résolution de la guerre qui faisait rage aux portes mêmes du Cambodge. Mais, si pacifiques fussent ses intentions, l'élysée semblait plutôt convaincu que stopper la guerre au Vietnam, à la fin de l'été 1966, n'était pas, sinon dans les capacités de la France, à tout le moins dans l'ordre du possible. C'est pourquoi aucune médiation, de son point de vue, n'avait la moindre chance de succès.

Pour une majorité de contemporains, la présence du général de Gaulle à Phnom Penh s'est réduite au discours qu'il y a prononcé sur la «détestable guerre» devant plus de 100 000 Cambodgiens impressionnés par la solennité de cette visite inhabituelle. Depuis, les médias et les manuels d'histoire ne se sont pas privé de perpétuer ce raccourci, si bien qu'il importe à l'historien de mettre à nouveau en rapport le célèbre discours, fondamental certes, mais dénué d'effets immédiats et décisifs sur la situation de l'ex-Indochine, avec la visite absolument triomphale que le président de la République française a effectuée au Cambodge à l'invitation du prince Sihanouk. La fragilité du petit royaume khmer dans une péninsule embrasée par la guerre, la trajectoire nettement ascendante des relations franco-khmères, la relative importance de la coopération française au Cambodge et l'admiration sans borne du prince Sihanouk à l'endroit du héros de l'an 40<sup>118</sup> expliquent les fastes exceptionnels de la réception.

<sup>116</sup> FRANK (Robert), «La France et son rapport au monde au XXe siècle», *Politique étrangère*, 3-4/2000, p.837 (paragraphe intitulé «De Gaulle sort la France du syndrome de quarante»).

<sup>117</sup> De LA GORCE (P-M), *La France contre les empires*, Paris, Grasset, 1969, 363p.

<sup>118</sup> Sur tous ces thèmes, lire DEVILLERS (Ph.), *L'Asie du Sud-Est*, tome II, Paris, Sirey, 1971, p.610 et sq.; MEYER (Ch.), *Derrière le sourire khmer*, Paris, Plon, 1991, p.227-255 ou SIHANOUK (N.), *Souvenirs doux et amers*, Paris, Hachette, 1981, p.315-320.

En somme, de Gaule à Phnom Penh, ce n'est pas seulement la désapprobation publique et radicale de la politique américaine au Vietnam; c'est d'abord l'apothéose des relations franco-khmères. Mais c'est aussi le salut de la France à un Cambodge déjà neutre et, à travers lui, la consécration du dessein gaullien de neutralisation des pays de l'ancienne Indochine.

La visite officielle du général de Gaule au Cambodge ou l'apogée des relations franco-khmères

*Phnom Penh, 30 août-2 septembre 1966: une visite triomphale minutieusement organisée*

L'étape cambodgienne du voyage qui va conduire le président français tour à tour en Afrique, en Asie puis dans le Pacifique, du 25 août au 13 septembre 1966<sup>119</sup>, est très tôt considérée comme la plus risquée. En effet, grâce à ses agents du SDECE<sup>120</sup>, le gouvernement français sait depuis la fin du mois de juillet que des commandos sud-vietnamiens sont susceptibles de provoquer au Cambodge des troubles graves. L'on suspecte en particulier cinq Vietnamiens d'origine khmère (vraisemblablement membres des services spéciaux sud-vietnamiens) d'avoir suivi durant tout l'été un entraînement intensif au tir dans la région saïgonnaise, avant de gagner le Cambodge. Cette information, plus que plausible quand on sait combien les rapports khméro-sud-vietnamiens sont tendus en 1966<sup>121</sup>, le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, s'efforce de la relayer en alertant discrètement les services ministériels et présidentiels concernés. Sur son insistance, quelques renforts sont envoyés à Phnom Penh au début du mois d'août (commissaires de police et membres du service «Action» du SDECE). Mais une fois de plus, une semaine avant l'arrivée du général de Gaule à Phnom Penh, Roger Frey, décidément inquiet, estime nécessaire de renforcer les effectifs du personnel de sécurité appelé à accompagner le chef de l'État. Il l'écrit au secrétaire général de la présidence de la République, Étienne Burin des Rozières, dans une lettre qu'il conclut par cette mise en garde: «Certains renseignements émanant de nos services spéciaux permettent de craindre l'organisation au Cambodge d'un attentat»<sup>122</sup>. Les risques sont d'autant plus sérieux que la visite officielle s'effectue aux portes d'un territoire plongé dans la guerre: Phnom Penh ne se trouve qu'à moins de 200 km de la frontière avec le Vietnam et l'on y entend très distinctement pendant la nuit les bombardements américains dans les provinces sud-vietnamiennes voisines. Le Cambodge, au surplus, connaît de nombreux incidents de frontière avec le Sud-Vietnam... Rien, par conséquent, ne doit être négligé dans le domaine de la sécurité.

<sup>119</sup> Parmi les ouvrages qui évoquent cette étape: VAÏSSE (M.), *La Grandeur*, Paris, Fayard, 1998, p.523-538; HAMEL (B.), *Sihanouk et le drame cambodgien*, Paris, L'Harmattan, 1992, p.53-59; ou DE LA GORCE (P.-M.), *De Gaule*, Paris, Perrin, 1999, p.1150-1555.

<sup>120</sup> Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage, ancêtre de l'actuelle DGSE. Archives nationales (AN), 5 AG 1 - 424 et 429. Un ouvrage effleure l'action du SDECE au Cambodge: FALIGOT (R.) et KROP (P.), *La Piscine. Les services secrets français, 1944-1984*, Paris, Seuil, p.301-302.

<sup>121</sup> Le Cambodge a rompu le 3 mai 1965 ses relations avec les Américains, à peu près deux mois avant que le Sud Vietnam ne rompe les siennes avec la France, le 24 juin, sur l'initiative du chef du gouvernement de Saïgon, le général Nguyen Cao Ky qui, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, avait jugé le président de la République française coupable «d'avoir aidé nos ennemis, directement ou indirectement». Toutefois, à la différence des États-Unis à Phnom Penh, la France avait accepté de maintenir un consulat général à Saïgon.

<sup>122</sup> AN, 5 AG 1 - 425, lettre du 23 août 1966 de Roger Frey, ministre de l'Intérieur, à Étienne Burin des Rozières, secrétaire général de la présidence de la République.

Le 30 août, à 17h30, le DC8 présidentiel, venu de Djibouti - où le Général a fort mal débuté son voyage<sup>123</sup> -, atterrit à l'aéroport de Phnom Penh. Aussitôt après les discours d'usage, le cortège s'élance sur le parcours, de l'aérodrome au Palais royal, que bordent 300 000 personnes<sup>124</sup> contenues par un service d'ordre fort de 5000 hommes! L'extraordinaire et surprenante chaleur populaire de ce premier accueil ne se démentira pas jusqu'à la fin, même à Angkor où le général de Gaulle est attendu dans la soirée du 1er septembre: là, devant le temple majestueux du roi Sûryavarman II («Angkor Wat»), le prince Sihanouk a organisé la reconstitution d'une gigantesque fresque historique dont la Reine a personnellement dirigé les recherches dans les archives royales. Cortège royal suivi de danseurs vêtus d'or, de bonzes en robe safran; procession de membres de la cour, de centaines de figurants costumés et de danseuses professionnelles, encadrée par des éléphants, rythmée par les instruments à corde et les gongs..., tout est fait pour subjuguier l'invité d'honneur du prince Sihanouk, qui tombe instantanément sous le charme de la féerie angkoriennne.

Le lendemain, de retour à Phnom Penh, les deux chefs d'État signent dans la salle du trône du palais royal une déclaration commune réclamant le retrait des troupes étrangères du territoire vietnamien «dans un délai déterminé» et l'«observation rigoureuse des Accords de Genève». De Gaulle en profite pour réaffirmer son «respect de l'intégrité territoriale du Cambodge dans les limites de ses frontières actuelles». Sihanouk jubile. Au terme de cette visite minutieusement préparée par le prince et parfaitement réussie, la reine, comme elle l'avait fait à leur arrivée pour la première fois dans l'histoire du Cambodge, accompagne le général et madame de Gaulle jusqu'à la passerelle de leur avion, qui doit s'envoler pour Nouméa à 13h05. Les derniers mots du Général sont un hommage au Cambodge, à son chef, et à la qualité des rapports franco-khmers, «qui n'ont aucune cause, aucun but que la paix [...] et le progrès; vous et moi, conclut le Général, avons la conscience tranquille».

Du point de vue des seules relations franco-khmères, l'historien peut-il partager ce sentiment du devoir accompli?

*Consacrer la neutralité khmère en pleine escalade de la guerre au Vietnam: un exercice périlleux.*

Les objectifs fondamentaux de cette première visite d'un président français vont bien au-delà du simple renforcement de la coopération politique, militaire, économique et culturelle -déjà relativement importante- de la France avec le Cambodge. Il s'agit plus particulièrement de donner à la politique française dans l'ex-Indochine un point d'appui que ni le Laos ni le Vietnam (Nord ou Sud) ne peuvent offrir; de conforter le petit royaume khmer dans sa politique de neutralité et de contribuer au maintien de sa stabilité politique interne pour circonscrire le conflit au seul Vietnam. Au total, d'accomplir un acte politique fort et très symbolique, en forme de défi aux belligérants et d'exhortation à la paix, dans un contexte régional profondément troublé.

En effet, l'effort militaire des Américains, depuis le début de l'année 1965, est sans précédent au Vietnam: leurs bombardements s'intensifient, notamment aux portes des deux plus grandes villes du Nord (Hanoi et Haiphong) et leur corps expéditionnaire ne cesse de s'accroître (300000 hommes à la mi-1966, dont la moitié est constituée de «marines» et de la cavalerie aéroportée, c'est-à-dire des

<sup>123</sup> Des indépendantistes somalis qui avaient réussi à infiltrer les rangs de la foule ont accueilli le Général avec des cris et des banderoles à la gloire de l'indépendance!

<sup>124</sup> Jacques Foccart, conscient lui aussi des risques d'attentat au Cambodge, évoque dans ses mémoires l'inquiétude qui le saisit soudainement à la vue d'une telle foule: FOCCART (J.), *Tous les soirs avec de Gaulle. Journal de l'Élysée*, Tome1 (1964-1967), Paris, Fayard, 1997, p.459.

meilleures troupes américaines disponibles). De toute évidence, les Américains ne renonceront pas de sitôt à la promesse qui les lie corps et âme au régime de Saïgon depuis la présidence Eisenhower: protéger le Sud-Vietnam de la «communisation». La République démocratique du Vietnam (RDV), quant à elle, refuse de négocier sous la menace des bombes et campe sur son intransigeance, confortée en cela par la Chine qui se fige sur des positions de plus en plus défavorables à la négociation. L'ancien délégué général de la France en RDV, Jean Sainteny, au retour de sa mission d'information en juin-juillet 1966, l'a confirmé au général de Gaulle: la détermination des dirigeants nord-vietnamiens -Ho Chi Minh en tête- à poursuivre la guerre dans les conditions actuelles, est totale. François de Quirielle, l'actuel délégué général de la France en RDV, en apporte une irréfutable preuve<sup>125</sup> : le gouvernement nord-vietnamien a mis en œuvre, au début du mois d'août, le programme de dispersion des populations et des industries concentrées jusque-là dans les villes. Le voilà donc, désormais, prêt à sacrifier le développement économique de son pays aux impératifs d'une guerre qui peut durer.

Dans cette zone de fortes turbulences politiques et militaires qui ne laisse que très peu de place à la diplomatie, la marge de manœuvre du prince Sihanouk est toujours singulièrement étroite. Depuis 1954, le chef de l'État khmer poursuit tant bien que mal deux objectifs essentiels: sauvegarder une intégrité territoriale jugée menacée par les Thaïlandais et les Vietnamiens en recherchant une reconnaissance solennelle des frontières du Cambodge par ses voisins; obtenir une garantie internationale de la neutralité du Royaume qui permette à ce dernier, en demeurant à l'écart du conflit vietnamien, de poursuivre son développement économique et social. Seule la France, par la voix du général de Gaulle, a répondu positivement aux sollicitations pressantes du Cambodge pour la reconnaissance de ses frontières. Quant au deuxième objectif, il est partiellement atteint. Certes, les choix politiques du prince ont conforté ceux qui l'accusaient d'une orientation excessivement pro-communiste: le Cambodge avait accepté une aide soviétique et chinoise massive, prenait sur le plan international des positions souvent conformes à celles de Pékin et aidait le FNL en fermant les yeux sur les transports d'hommes ou de matériels effectués à travers le territoire cambodgien et destinés à alimenter la guérilla au Sud-Vietnam.

Perçue par ses détracteurs comme une «mascarade», qualifiée par ses défenseurs de «neutralité active», la politique neutraliste du prince relevait -tous s'accordaient au moins sur ce point- d'un véritable exercice d'équilibriste. Force est toutefois d'admettre qu'en 1966 le Cambodge entretient d'excellentes relations tant avec les pays socialistes, au premier rang desquels la Chine, qu'avec les pays «occidentaux» tels que la France ou l'Australie. Surtout, alors que bien des facteurs l'y invitaient, le prince Sihanouk ne s'est pas laissé enrôler dans la guerre du Vietnam.

Fut-ce pour cette unique raison, la diplomatie française considère plus que jamais le prince, malgré un comportement parfois sujet à de brusques variations, comme l'un des meilleurs remparts contre une extension géographique de la guerre du Vietnam. Aussi, le général de Gaulle, depuis la conférence de Genève sur la neutralisation du Laos en 1961-1962<sup>126</sup>, n'a-t-il pas ménagé son appui au prince Sihanouk dans ses efforts pour faire reconnaître au royaume un statut de neutralité aussi bien que dans sa tentative d'associer les autres pays de l'ancienne Indochine (à l'exclusion de la RDV) à une doctrine de neutralité capable de restaurer la paix. Il y a donc bien, entre le général de Gaulle et le prince Sihanouk, une profonde communauté de vues sur la nécessité, pour le Cambodge,

<sup>125</sup> AN, 5 AG 1 - 424, note n°400 du 5 août 1966, direction des Affaires politiques du ministère des Affaires étrangères. Voir aussi De QUIRIELLE (F.), à *Hanoi sous les bombes américaines. Journal d'un diplomate français (1966-1969)*, Paris, Tallendier, 1992, p.189-193.

<sup>126</sup> Voir sur ce point le mémoire d'habilitation de Césari (L.), *Le Laos et les grandes puissances, 1954-1964*, ParisIV, 1997, dirigé par le professeur Georges-Henri Soutou, en particulier les chapitres 6 à 8.

de poursuivre sans relâche une politique de neutralité et sur l'urgence, pour les puissances intéressées, d'aboutir à une neutralisation internationalement garantie des pays de l'ex-Indochine afin de mettre un terme à l'escalade de la guerre au Vietnam. Et c'est dans le grand stade olympique de Phnom Penh que le chef de l'état français a choisi d'exprimer -à l'opinion mondiale plutôt qu'aux seuls milieux diplomatiques qui les connaissent déjà- la substance de ses vues sur la guerre au Vietnam et les moyens d'en sortir. L'onde de choc du discours est telle qu'elle provoque aussitôt un froid glacial, quoique passager, dans les relations franco-américaines et submerge, au regard de l'Histoire, l'éclat pourtant exceptionnel de la visite officielle du général de Gaulle au Cambodge.

### **Le discours de Phnom Penh<sup>127</sup> ou le périégée des relations franco-américaines**

#### *L'appel de Phnom Penh: défi aux États-Unis ou défi à la paix?*

Grâce aux archives récemment déclassifiées aux états-Unis<sup>128</sup>, nous savons que le département d'État et la Maison Blanche ont été informés principalement par leur ambassade à Paris, peu de temps avant mais avec un rare degré d'exactitude, des principales idées que le président français s'appropriait à développer à Phnom Penh. Le mythe du «coup de tonnerre» à l'égard des Américains prend donc au passage un sérieux «coup de vieux».

Le discours de Phnom Penh n'en demeure pas moins l'œuvre toute personnelle du Général<sup>129</sup>. Jusqu'au dernier moment, les plus proches collaborateurs de ce dernier n'en ont pas su davantage que les diplomates américains! Fidèle à ses habitudes, le général de Gaulle tient à rédiger seul et, cette fois-ci plus encore peut-être que les autres, dans le plus grand secret<sup>130</sup>.

Tous les témoins présents à Phnom Penh que nous avons pu interroger, en France comme au Cambodge, et quelles que fussent par ailleurs leurs appréciations personnelles de la politique gaullienne, ont été impressionnés par la prestation oratoire du général de Gaulle dans le grand stade de la capitale cambodgienne[[Charles Meyer, ancien conseiller personnel du prince Sihanouk, Alain Daniel, ancien expert chargé des affaires culturelles pour le prince, ou l'incontournable père François Ponchaud, des Missions étrangères de Paris, tous témoins de cet épisode solennel, nous l'ont confirmé sans réserve (entretiens avec l'auteur lors d'une mission au Cambodge, avril 2001).]]. Resté

<sup>127</sup> [[De nombreux ouvrages évoquent le contenu du discours de Phnom Penh. Parmi eux: FERRO (Maurice), *De Gaulle et l'Amérique. Une amitié tumultueuse*, Paris, Plon, 1973, p.370-374; ou bien DURANDIN (Catherine), *La France contre l'Amérique*, Paris, PUF, 1994, p.116-119.]]

<sup>128</sup> En particulier, le dossier n°2714 de la série «Vietnam, 1964-1966», Archives du *State Department* aux États-Unis (College Park).

<sup>129</sup> En dehors des nombreux entretiens qu'il a eus avec des personnalités américaines, vietnamiennes, laotiennes et cambodgiennes, le général s'informe de la situation indochinoise principalement auprès de M.de Saint Léger, son conseiller diplomatique à l'Élysée; d'Étienne Manac'h (qui est d'ailleurs du voyage) et de Jean Sainteny qu'il a chargé, nous l'avons dit, d'une mission d'information au Vietnam au début de l'été 1966.

<sup>130</sup> Selon Jean Lacouture («Le discours de Phnom Penh», *Espoir*, n°70, mars 1990, p.52), connu par les Américains, en 1966, comme «l'expert du quotidien *Le Monde* sur les questions indochinoises», Maurice Couve de Murville, le ministre français des Affaires étrangères, aurait, peu de temps avant le discours, «réussi à lire le discours [...] et à lui faire supprimer le mot tête de pont, le Vietnam servant de tête de pont à la stratégie américaine». Et Jean Lacouture ajoute: «Maurice Couve de Murville aurait dit au Général: c'est un peu trop militaire, vraiment je crois qu'on pourrait trouver d'autres formules. Le Général avait accepté de supprimer 'tête de pont', mais il n'a pas accepté de supprimer le mot avertissement lancé aux états-Unis, ce qui en matière diplomatique est un mot assez grave.» Preuve était fournie que le discours du président traduisait moins l'aboutissement d'une concertation au sommet de l'état, que l'expression des vues personnelles de son unique auteur.

un moment silencieux après que l'époustouflant spectacle organisé par le prince Sihanouk à son arrivée eût pris fin<sup>131</sup>, succédant à son hôte à la tribune officielle, le chef de l'état français dans son uniforme de général se met à prêcher, tel un grand prêtre rendant ses oracles, sans une seule hésitation et dans un style qui n'appartient qu'à lui<sup>132</sup>, les idées que lui inspire son analyse personnelle de la situation. Non pour tenter de convertir: il sait qu'au-delà de la foule des Cambodgiens présents qui lui est déjà largement acquise, ses propos ne peuvent changer les esprits belliqueux. Plus simplement pour faire entendre la voix de la France, en espérant qu'un jour prochain, quand les conditions géopolitiques seront meilleures, on se résoudra à reconnaître ce qu'elle avait de sage. Voilà que le nouveau «Saint Georges» (l'expression est du prince Sihanouk!) dénonce «les combats qui ravagent l'Indochine» et prédit, assuré que de nombreux pays récemment décolonisés souscriront à la formule-choc, qu' «il n'y a aucune chance pour que les peuples de l'Asie se soumettent à la loi d'un étranger venu de l'autre rive du Pacifique, quelles que puissent être ses intentions et quelle que soit la puissance de ses armes»<sup>133</sup>...

Que le discours ait été ressenti, à l'époque, comme un véritable défi à l'égard des Américains, nul ne s'en étonnera; il contient, en effet, bien des éléments qui peuvent justifier cette interprétation, en particulier la conviction que l'engagement des Américains au Vietnam est non seulement sans issue<sup>134</sup> (il est banal d'entendre dire au contraire que le renforcement de leur puissance militaire les conduira à la victoire) mais, surtout, sans justification! C'est la première fois que la critique du Général est aussi explicite et aussi grave puisqu'il va jusqu'à rejeter l'entière responsabilité de la guerre sur les seuls Américains tout en avouant son amertume de n'avoir pas été écouté à temps: «[La France] le dit compte tenu des avertissements que Paris a depuis longtemps multipliés à l'égard de Washington quand rien encore n'avait été commis d'irréparable». Le coup ainsi porté publiquement à un ami traditionnel de la France est rude mais, quoique sans doute aggravé par des ressentiments historiques à l'encontre des États-Unis, il n'est pas sans fondements objectifs. Jamais la France, pourtant alliée de l'Amérique à l'OTAN comme à l'OTASE, n'a été consultée par les États-Unis avant qu'ils ne s'engagent militairement au Vietnam<sup>135</sup>. Or, les Français conservaient des «liens» et un «intérêt» particuliers pour ce territoire qu'ils avaient jadis administré<sup>136</sup>. Mais il y a plus grave: bien que le président français n'ait jamais manqué une occasion de mettre en garde ses interlocuteurs américains des dangers qu'il y avait pour eux à se laisser entraîner dans une longue guerre au Vietnam, l'on constate que le président Johnson, depuis 1964, non seulement ignore les suggestions de son homologue français à propos du Vietnam, mais fait en pratique exactement tout le contraire....

Conclure pour autant que le général de Gaulle se laisse emporter par un esprit de pure hostilité vis-à-vis des Américains serait oublier l'invocation de «l'amitié exceptionnelle et deux fois séculaire que

<sup>131</sup> Entre autres surprises réservées par le prince à son invité, de jeunes figurants (nord-coréens!) avaient tracé, au moyens de panneaux colorés, un portrait géant du Général et les mots «Vive de Gaulle», «Vive la France», «Vive l'amitié franco-khmère»...

<sup>132</sup> Sur le style oratoire du général de Gaulle, consulter les actes du colloque «De Gaulle en son siècle», tomeVII («De Gaulle et la culture»), Paris, Plon, 1992, p.198-225.

<sup>133</sup> Voir«La politique étrangère de la France. Textes et documents. 1966», Paris, La Documentation Française, 1966, p.129-130. Le discours y est reproduit dans son intégralité.

<sup>134</sup> À peu près au même moment où le Général formulait cette opinion, un rapport américain de l'Institut d'Analyse pour la Défense concluait secrètement à l'échec militaire des bombardements sur le Nord-Vietnam («Le Dossier du Pentagone», Paris, Albin Michel, 1971, p.534-541).

<sup>135</sup> C'est en partie pour éviter de voir entraîner la France contre son gré dans semblable aventure que le général de Gaulle avait pris la décision, en mars 1966, de la sortir du commandement intégré de l'OTAN.

<sup>136</sup> Sans doute Charles de Gaulle eut-il préféré que la France, plutôt que les États-Unis qui, tout au moins au début de leur engagement, ignoraient presque tout de ce pays, demeurât le compagnon privilégié du Sud-Vietnam. Mais il ne pouvait avoir oublié comment la France de la IVe République elle-même s'était laissée acculer à une telle substitution. C'est pourquoi l'on aurait tort de réduire le discours de Phnom Penh à l'aveu d'une somme de frustrations à l'égard des Américains.

[la France] porte à l'Amérique», formule qui dépasse la traditionnelle courtoisie diplomatique. Ce serait aussi négliger la reconnaissance que les états-Unis, parvenus à un haut «degré de puissance, de richesse, [et] de rayonnement» sont une nation traditionnellement «champion de la conception suivant laquelle il faut laisser les peuples disposer à leur façon de leur propre destin». Ce serait méconnaître, enfin, la conviction du Général qu'«il est invraisemblable que l'appareil guerrier américain puisse jamais être anéanti sur place» et qu'aussi bien, une défaite américaine est improbable, sinon impossible.

On a souvent fait de l'antiaméricanisme le ressort profond de la politique extérieure du général de Gaulle. Il est vrai que la condamnation virulente de certaines manifestations extérieures de la puissance américaine prêtait le flanc à pareilles interprétations. Au risque de verser dans une caricature à laquelle, au demeurant, les dessinateurs de tout poil et de tout pays se sont volontiers livrés. Il s'en faut de beaucoup, néanmoins, pour considérer les attaques ponctuelles du Général sur des sujets bien ciblés, comme définitives et systématiques. Si les états-Unis avaient adopté la politique de neutralisation que la France préconisait pour la péninsule indochinoise, nul doute que de Gaulle les aurait chaudement approuvés et encouragés.

Après tout, pourquoi ne pas considérer le discours de Phnom Penh également comme un appel à la paix -qu'il se voulait être sincèrement- plutôt que sous l'angle réducteur du seul défi aux états-Unis? Sur l'heure, faute de recul et compte tenu de l'échauffement des esprits, dans les années 1960, à propos du Vietnam<sup>137</sup>, les responsables américains, n'y ont vu qu'une «sommation sans frais à l'égard de Washington» pour reprendre le titre suggéré par la rédaction du *Monde* à l'article de Jean Lacouture. Leurs réactions ne révèlent pas seulement l'état des désaccords franco-américains sur le Vietnam elles pointent aussi, non sans malice, l'ampleur des divergences politiques franco-françaises...

#### *Désillusions et silence de façade à Washington*

Certes, conformément à la règle explicitement donnée dès 1964 par le président Johnson aux membres de son Administration, il n'y aura pas de polémique publique à propos du discours de Phnom Penh. Naturellement, dans les couloirs feutrés des ambassades ou des ministères comme sur les télégrammes codés, les réactions sont nettement plus déliées.

Il n'est pas 9h00 à Paris (c'est-à-dire moins de six heures après le discours de Phnom Penh) lorsque l'ambassadeur des états-Unis en France fait part à Dean Rusk, le secrétaire d'état, de ses premières impressions sur les propos du président français. Dès la première phrase de ce télégramme secret transparaît toute son irritation: «Il me semble que le discours de De Gaulle à Phnom Penh est une nouvelle preuve de sa méconnaissance des faits (...). Je trouve impensable qu'un soi-disant allié des états-Unis puisse dépeindre, à quelques kilomètres des lieux mêmes des combats, un tableau aussi erroné des causes et des effets [de la guerre du Vietnam]». Pour éviter que «l'interprétation gaullienne des événements ne soit favorablement accueillie non seulement en France mais dans d'autres pays du monde», Charles Bohlen recommande que Washington applique sans plus tarder quelques *corrective measures* (mesures de rectification): le président Johnson, ou Dean Rusk, pourrait par exemple faire une «déclaration qui, sans mentionner d'aucune manière le discours de De Gaulle à

<sup>137</sup> De 1965 à la fin de la guerre du Vietnam, les manifestations contre l'intervention armée des États-Unis au Vietnam se multiplient. En France, de nombreux militants, majoritairement de gauche et d'extrême-gauche, combattent à travers le Vietnam l'«hégémonie américaine».



Phnom Penh, traiterait des mêmes questions» (en particulier celle des origines et de l'histoire du conflit)<sup>138</sup>. L'ambassadeur des états-Unis à Saïgon, Henry Cabot Lodge, n'est pas moins tendre puisqu'il rappelle sèchement que le Sud-Vietnam a été victime d'une agression -telle que la France en a connu elle-même à deux reprises au XXe siècle- et que les états-Unis se trouvent au Vietnam «conformément à l'esprit de la charte des Nations unies et à l'esprit du traité de l'Asie du Sud-Est»<sup>139</sup>. Sans nul doute, les Américains, tout comme nombre de journalistes français, ne pardonnent pas au chef de l'état ses propos sur la responsabilité unilatérale des Américains dans les origines et le développement de la guerre au Vietnam. C'est bien cette phrase qui va les ulcérer le plus: «(...) On vit l'autorité politique et militaire des états-Unis s'installer à son tour au Vietnam du Sud et, du même coup, la guerre s'y ranimer sous la forme d'une résistance nationale».

Le discours de Phnom Penh met donc en lumière une première divergence fondamentale d'interprétation, d'ordre historique et politique (le rôle des idéologies), entre la France et les états-Unis: Washington justifie l'engagement militaire des Américains au Vietnam par le fait que ceux-ci sont venus, à la demande du gouvernement sud-vietnamien, protéger le Sud Vietnam d'une agression communiste qui préluerait à la domination de toute l'Asie du Sud-Est et entamerait gravement la crédibilité des états-Unis; Paris, sans nier les divisions inhérentes au Vietnam, pense que la guerre a été ranimée par l'intervention américaine et que le communisme n'est qu'un paravent derrière lequel se cachent les ambitions et les rivalités nationales. Divergences sur les origines du conflit, mais divergences également sur les modalités de la présence américaine au Vietnam. En développant une comparaison avec la guerre d'Algérie -non dénuée d'équivoque-, de Gaulle n'est pas loin d'assimiler la guerre du Vietnam à une guerre coloniale. Cette fois, c'est trop: Cabot Lodge dénonce un discours qui «soutient et exacerbe la propagande viêt-cong». La divergence porte, enfin, sur les solutions suggérées pour sortir de l'impasse actuelle. De Gaulle propose que l'Amérique décide et s'engage à «rapatrier ses forces dans un délai convenable et déterminé» pour que puisse s'ouvrir la négociation. Or, ce serait, pour Washington, la porte ouverte à l'«invasion» du «Sud» par le «Nord», l'aveu même de sa défaite.

Ainsi, dans l'ensemble[[à l'exception notable de Mike Mansfield, le leader de la majorité démocrate au Sénat, qui s'efforce, mais en vain, de minimiser les divergences avec la France sur le Vietnam et de rallier ses concitoyens aux suggestions du président français.]],les réactions américaines au discours de Phnom Penh font ressortir l'ampleur des divergences de vues entre Français et Américains sur le problème de l'Indochine, tant sur les origines du conflit que sur les moyens nécessaires pour y mettre fin. Il reste que le grand discours n'est pas du goût de tous les Français. Les diplomates américains n'ont en effet aucune peine à faire valoir dans leur correspondance avec Washington qu'en France même s'opposent déjà les «Phnom Penhistes» et les «anti-Phnom Penhistes». Que certains journalistes<sup>140</sup>, hommes politiques et diplomates français écrivent ou proclament ouvertement leur désaccord avec les propos de leur président. Charles Bohlen évoque même le cas d'un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay qui aurait qualifié le discours de Phnom Penh de «déplorable» et remarqué amèrement que la visite présidentielle n'avait rien apporté de vraiment

<sup>138</sup> Archives de la *Johnson Library* (Austin), série «NSF», sous-série «confidential files, France», carton n°172, télégramme secret n2879 du 1er septembre 1966, 8h46, de Bohlen à Rusk. Le président américain s'exprimera effectivement le 5 septembre, répondant ainsi mais sans le nommer au général de Gaulle, pour déclarer que les états-Unis fixeraient un calendrier pour le retrait de leurs troupes dès que Hanoi en ferait autant. On s'accrochera encore de longues années, à Washington, au sacro-saint principe de réciprocité.

<sup>139</sup> Archives du *State Department*, série «Vietnam, 1964-1966», dossier n°2714. Télégramme confidentiel n°01434 du 2 septembre 1966, signé Lodge.

<sup>140</sup> Ils sont assez nombreux à critiquer la substance et la forme du discours alors que l'opinion publique, si l'on en croit les sondages de la SOFRES et de l'IFOP publiés le 4 septembre, est acquise dans sa grande majorité aux thèses développées par le président de Gaulle (73% approuveraient ses récentes déclarations du Cambodge).

nouveau! Si ces propos étaient confirmés, ils révéleraient au sein du Quai d'Orsay l'existence, dès 1966, d'une sérieuse opposition à la politique asiatique de l'Élysée<sup>141</sup>. Enfin, amplifiant les arguments de ceux qui, au Sud-Vietnam ou en France, au Parlement comme dans la presse, rejettent tout au partie du discours<sup>142</sup>, les Américains s'étonnent des contradictions de la politique gaullienne dans cette région du monde.

Passons sur les propres responsabilités du général de Gaulle dans le déclenchement de la «première guerre d'Indochine»<sup>143</sup> et sur ses tribulations algériennes, pour aborder le point le plus sensible de la critique du discours. Derrière le silence de façade, l'Administration américaine est convaincue que le discours de Phnom Penh, loin de servir la cause de la paix, n'a servi qu'à rendre Hanoi aussi intraitable que jamais<sup>144</sup>. On reproche même à son auteur de ne pas avoir utilisé ses atouts pour remplir ce rôle de médiateur que bien des commentateurs politiques de tout bord avaient voulu lui faire jouer. Deux événements avaient pu faire croire un moment que la France allait tenter une médiation. Le 31 août à Phnom Penh, le général de Gaulle rencontre le représentant de la RDV au Cambodge, M.Nguyen Thong[[Cette rencontre s'inscrit dans le processus de rapprochement diplomatique de la France avec la RDV, initié dès le début de 1966 par le général de Gaulle. En attestent la décision d'élever au rang de délégation générale la délégation commerciale de la RDV à Paris (mesure de réciprocité tant attendue par les Nord Vietnamiens) et la nomination, pour la première fois depuis 1954, d'un ambassadeur de France, François de Quirielle, au poste de délégué général de la France en RDV (lettre du 12 octobre 2000 à l'auteur).]]; Étienne Manac'h, un représentant du FNL. Au milieu des spéculations les plus folles, on apprend peu après que les deux entretiens n'ont eu en réalité qu'un caractère purement informatif. Par ailleurs, on est vivement irrité, à Washington, du fait que la diplomatie française n'ait fait nulle mention, ni dans les discours ni dans les entretiens du Général et de sa suite à Phnom Penh, de la lettre que le secrétaire d'état avait cru bon de transmettre à son homologue français quelques jours avant le voyage présidentiel[[Cette lettre indiquait que les États-Unis étaient prêts à se retirer du Vietnam et que le gouvernement acceptait un calendrier de retrait mutuel. Elle n'avait pas empêché le général de Gaulle d'affirmer à Phnom Penh: «(...) aucune médiation n'offrira une perspective de succès et c'est pourquoi la France, pour sa part, n'a jamais pensé et ne pense pas à en proposer aucune».]].

Face à tant d'incompréhension, une explication de texte en bonne et due forme s'impose auprès des Américains: c'est l'ambassadeur de France aux États-Unis, Charles Lucet, qui se voit confier cette délicate mission. Le 8 septembre, il rencontre George Ball, le secrétaire d'État par intérim. Justifiant

<sup>141</sup> Les mémoires de M.Henri Froment-Meurice (*Vu du Quai, 1945-1983*, Paris, Fayard, 1998, p.329), futur directeur d'Asie-Océanie à partir de 1969, sont *a posteriori* révélateurs de cet état d'esprit frondeur de certains jeunes hauts fonctionnaires du Quai: «L'erreur politique trouve son origine dans le conseil, voire l'injonction, lancé publiquement aux Américains par de Gaulle dans son discours de Phnom Penh, d'avoir à retirer leurs troupes du Viêt-nam. [...] Il eût été bienséant de nous taire».

<sup>142</sup> Dans le concert des réactions sceptiques ou franchement négatives au discours de Phnom Penh, les Américains relèvent plus particulièrement celle de Pierre Mendès-France, l'ancien président du Conseil dont personne n'a oublié le rôle joué en 1954 pour mettre un terme à la «première guerre d'Indochine». Regrettant que le discours de Phnom Penh n'ait débouché sur rien de concret, Pierre Mendès-France accuse le général de Gaulle de n'avoir pas pris son «bâton de pèlerin» pour faire véritablement avancer la paix...

<sup>143</sup> L'on se reportera à lathèse de Frédéric TURPIN, publiée sous le titre: *Le gaullisme et l'Indochine, 1940-1956*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2000, 1237 p.

<sup>144</sup> C'est la même conclusion que Jean Sainteny tira du discours de Phnom Penh. Sa veuve, Claude Dulong, rapporte la conversation qu'il eut avec le général, à son retour du Cambodge: «(...) Jean laissa même entendre que les Vietnamiens méritaient un coup de semonce, qu'ils auraient peut-être accepté de lui, de Gaulle, alors que le discours de Phnom Penh risquait de les rendre plus intraitables encore. «Mais je le sais bien! s'exclama le Général. Et alors? Les Américains n'ont rien à faire au Vietnam, il faut qu'ils partent!» (...) «Mais si le Sud-Viêt-nam devient communiste? demanda Jean. - Et si ça leur plaît, aux Sud-Vietnamiens, d'être communistes?» reparti le Général.» DULONG (Claude), *La dernière pagode*, Paris, Grasset, 1989, p.168.

l'appel du général de Gaulle aux seuls Américains pour qu'ils annoncent leur retrait dans un délai «qui pourrait être de deux ans», l'ambassadeur français explique qu'aux yeux de Paris, la seule solution susceptible de sortir les belligérants de l'impasse réside dans une nouvelle initiative que prendraient les Américains, sans insister sur des contreparties immédiates, compte tenu de leur écrasante supériorité militaire, de leurs immenses ressources, de leurs «traditions libérales» et de la logique de réunification du Vietnam qui prévaut depuis les Accords de Genève de 1954<sup>145</sup>. George Ball fait la sourde oreille, s'indignant qu'une puissance européenne alliée des états-Unis puisse adopter une telle position et regrettant amèrement que le discours de Phnom Penh n'ait servi qu'à offrir à l'adversaire des raisons de se montrer plus rigide encore qu'auparavant. Le mot de la fin revient à Dean Rusk: «ce ne sont pas les contacts qui manquent mais la volonté commune d'aboutir»<sup>146</sup> confie-t-il au ministre français des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville. Sans le vouloir, le secrétaire d'État justifiait ainsi le général de Gaulle dans son refus au moins provisoire d'une médiation...

Pendant quelques jours, Phnom Penh a donc été le théâtre d'un événement très fortement médiatisé, à une époque où l'actualité des relations internationales n'est pas loin d'être polarisée par la guerre du Vietnam. La visite au Cambodge du président de la République française aura conféré à la politique asiatique de la France ses lettres de noblesse, affecté superficiellement les relations franco-américaines et marqué d'une empreinte sans doute indélébile les relations franco-khmères.

Pour la diplomatie française, le discours de Phnom Penh devient jusqu'à la fin de la guerre le credo officiel de la politique asiatique de la France. L'arrivée au pouvoir de Georges Pompidou en 1969 n'introduit à cet égard que des nuances de forme<sup>147</sup>.

Du point de vue des relations franco-américaines, l'exaspération de Washington consécutive au discours de Phnom Penh n'est que momentanée. De Gaulle, certes, va se montrer de plus en plus virulent dans sa critique de la guerre et inflexible dans son refus d'une médiation... jusqu'au jour où, le 31 mars 1968, le président Johnson se résout à une cessation partielle des bombardements sur le Nord-Vietnam et propose l'ouverture des négociations. C'est le début d'un dégel progressif des relations franco-américaines qui conduit à l'ouverture de la «conférence de la paix» à Paris. Le choix du site n'est peut-être pas la consécration de la diplomatie gaullienne mais à tout le moins la reconnaissance des belligérants pour la constance des prises de position du général de Gaulle en faveur de la paix.

Quant aux relations franco-khmères, le passage du président français à Phnom Penh aura constitué un pic et symbolisé l'«âge d'or des années 1960»<sup>148</sup> pour le royaume khmer. Rétrospectivement, les Cambodgiens oublient volontiers les excès et les incohérences de la politique intérieure du prince Sihanouk pour mettre en valeur les réussites de sa politique extérieure: c'est pourquoi la visite du chef de l'état français, semble-t-il, compte toujours parmi les coups d'éclat les plus ancrés dans la mémoire collective d'une partie des élites cambodgiennes. D'autant que la suite de l'histoire du petit royaume

<sup>145</sup> Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), série «Amérique 1964-1970», sous-série «États-Unis», dossier n°613. Télégramme n°5218-39, Très Secret, du 9 septembre 1966, signé Lucet.

<sup>146</sup> AMAE, série «Amérique 1964-1970», sous-série «États-Unis», dossier n°576. Compte-rendu secret du premier entretien entre Maurice Couve de Murville et Dean Rusk au département d'État (Washington), 3 octobre 1966.

<sup>147</sup> Voir l'article de Frédéric Turpin, «Georges Pompidou et la question cambodgienne: continuité et ajustement de l'héritage gaullien(1969-1974)», *Revue d'Histoire Diplomatique*, 1er semestre 2002, p.47-81.

<sup>148</sup> L'expression est de M.Gérard, actuel conseiller culturel à l'ambassade de France à Phnom Penh (entretien avec l'auteur du 27 avril 2001), pour qui cette période faste pèse encore beaucoup dans les relations franco-cambodgiennes actuelles.

n'est qu'une succession d'événements dramatiques<sup>149</sup> dont les bombardements secrets par l'*US Air Force* sur les «sanctuaires» viêt-congs au Cambodge donnent en 1969 le triste signal.

En 1975, alors que les Khmers Rouges parviennent au pouvoir, il ne reste strictement plus rien de ce difficile équilibre que le prince avait tenté de maintenir à sa façon contre vents et tempêtes, depuis l'accession pacifique du Cambodge à son indépendance (1953) jusqu'au coup d'état du 18 mars 1970 et avec le soutien total et constant du général de Gaulle. À peine un quart de siècle après que les Khmers Rouges aient patiemment exécuté l'un des plus grands génocides de l'histoire, tandis que le grand stade olympique apparaît comme une immense épave naufragée et livrée aux jeux des enfants, seul le boulevard «Charles de Gaulle», l'une des artères principales de la capitale, témoigne encore dans l'espace urbain de la visite détonante du chef de l'état français au Cambodge.

Quand bien même le poids de cet événement international pourrait paraître aujourd'hui bien dérisoire à l'échelle de l'histoire traumatisante du petit royaume khmer dans les années 1970-1980, il reste que les appels du général de Gaulle à la paix, à la réconciliation et à la neutralité prennent, à l'aune de l'actualité, une nouvelle jeunesse.

Caroline Moine, p. 95-112

→ [Berlin-Est, été 1973 : le Xe festival international de la jeunesse et des étudiants](#)

**CAROLINE MOINE**

Du 28 juillet au 5 août 1973, plus de 25000 délégués et invités venant de 140 pays se retrouvèrent à Berlin-Est, par une température caniculaire. Les rues furent envahies d'une foule colorée, vivante, jeune, qui participa, jour et nuit, à plus de 1500 manifestations politiques, culturelles et sportives. Dans l'imaginaire collectif des Berlinoises et de nombreux Allemands de l'Est, le Xe festival international de 1973 a toujours été assimilé, même avant la chute du Mur de Berlin, à un moment lumineux, où domina un esprit de liberté, d'échange, de rencontre et d'ouverture.

Derrière les images d'une foule enthousiaste se dissimule cependant une réalité bien moins riante. Erich Honecker, premier secrétaire du SED<sup>150</sup> depuis mai 1971, transforma le festival en une vaste mise en scène destinée à présenter au monde entier une image d'ouverture, alors que la société est-allemande était au contraire de plus en plus étroitement contrôlée. Berlin-Est, capitale de la République démocratique allemande depuis 1949, symbole de la division allemande et européenne, servit parfaitement de décor à la manœuvre diplomatique du régime qui sut tirer partie de la détente internationale qui s'amorçait: le 8 juillet 1973 s'était ouverte la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki, organisée sur l'initiative de l'URSS.

<sup>149</sup> Voir CHANDLER (D.), *The tragedy of Cambodian History*, New Haven et Londres, Presses de l'Université de Yale, 1991; RICHER (Ph.), *Le Cambodge. Une tragédie de notre temps*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

<sup>150</sup> Né en avril 1946 de la fusion du KPD et du SPD dans la zone d'occupation soviétique, le *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, le parti socialiste unifié allemand, domina 43 ans durant la scène politique est-allemande.

Berlin-Est fut ainsi métamorphosée le temps du festival, espace urbain aménagé pour l'occasion et livré à une jeunesse venant aussi bien des deux blocs que du tiers-monde. Le festival permit à Honecker de convaincre ses interlocuteurs occidentaux, notamment ouest-allemands, de sa volonté de changement. La reconnaissance internationale de la RDA, entrée à l'UNESCO en 1972, avait été une première étape, que le festival contribua à légitimer.

### **Berlin-Est, capitale d'un État moderne?**

#### *Le Xe festival*

Les premières rencontres internationales de la jeunesse eurent lieu en 1947, à Prague. Elles avaient été organisées par le *Weltbund der Demokratischen Jugend* (WBDJ), la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, fondée en novembre 1945 à Londres<sup>151</sup>. Très vite elle s'avéra une organisation communiste sous stricte obédience soviétique. La *Freie Deutsche Jugend* (FDJ), la Jeunesse allemande libre, organisation de masse pour les jeunes en RDA, en faisait partie depuis août 1948. Il avait fallu trois ans à la jeunesse est-allemande pour convaincre les autres membres qu'elle était «en très grande partie [...] non corrompue par le fascisme»<sup>152</sup>. La FDJ était également membre de la Fédération internationale des étudiants, l'*Internationaler Studentenbund* (ISB) qui travaillait en étroite collaboration avec le WBDJ.

Les rencontres devinrent officiellement le «festival international de la jeunesse et des étudiants» en 1951. La FDJ y participa dès la deuxième édition en 1949 à Budapest. Puis ce fut Bucarest (1953), Varsovie (1955), Moscou (1957), Vienne (1959), Helsinki (1962) et Sofia (1968). Berlin-Est avait accueilli une première fois le festival en 1951. L'invité d'honneur fut à l'époque le professeur Frédéric Joliot-Curie, en qualité de président du Conseil mondial de la Paix<sup>153</sup>. La RDA renouvela l'expérience en 1973 et, pour le Xe festival, elle sut organiser des rencontres à la mesure de l'événement. Neuf jours durant Berlin-Est vécut à un autre rythme.

La retransmission de l'événement monopolisa les programmes télévisés et radiophoniques comme s'en félicita Heinrich Adameck, membre du Comité central et président de la télévision est-allemande, la DFF:

«[Nous] proposons chaque jour durant le festival des comptes rendus en couleur repris par l'Intervision, l'Eurovision et que nous diffusons par satellites sur les autres continents.»<sup>154</sup>

<sup>151</sup> En novembre 1942, un premier congrès avait réuni à Londres 400 jeunes de 30 pays et il y avait été décidé de créer un Conseil mondial de la jeunesse. Le 31 octobre 1945, 437 délégués et 148 observateurs représentant 63 États se réunirent encore une fois à Londres, au Alberthall, et proclamèrent la formation du WBDJ.

<sup>152</sup> Cité dans une brochure publicitaire officielle publiée par Das aktuelle Bild-DEWAG Werbung, *Tafelserie zur Geschichte der Weltfestspiele*, 1973, p. 2.

<sup>153</sup> Le savant avait rejoint le PCF dès septembre 1944, dirigé l'Union nationale des intellectuels début 1945 puis participé activement au Congrès mondial des partisans de la paix d'avril 1949 à Paris. En avril 1950, à la suite de l'appel de Stockholm, Joliot-Curie, fut révoqué de son poste de haut-commissaire à l'Énergie atomique.

<sup>154</sup> Pages intérieures de *Neues Deutschland*, 29 juin 1973.

De très nombreux journalistes assistèrent au festival. Selon les chiffres officiels, il y eut 1 556 accréditations accordées, pour des journalistes venant de 89 pays, dont Berlin-Ouest, et travaillant aussi bien pour la presse écrite, la radio que la télévision ou le cinéma<sup>155</sup>.

### *Une ville mise en scène*

La cérémonie d'ouverture eut lieu le 28 juillet au stade de la jeunesse mondiale, *Stadion der Weltjugend*, situé Chausseestrasse, le long du Mur, dans le quartier central du Berlin historique. Le stade avait reçu en 1950 le nom de Walter Ulbricht, Secrétaire général puis Premier secrétaire du Comité central du Parti de 1953 à 1971, mais il fut significativement rebaptisé en 1973 pour être plus fidèle à l'esprit du festival et à l'air du temps. En effet, l'arrivée d'Erich Honecker au pouvoir avait représenté une rupture avec son prédécesseur, et même une mise à l'écart de l'ancien dirigeant et de son équipe<sup>156</sup>.

Les délégations pénétrèrent dans le stade par ordre alphabétique et les représentants de la FDJ fermèrent le cortège. À la une de *Neues Deutschland*, le journal officiel du régime, on pouvait lire:

«Aujourd'hui commence le Xe festival international de la jeunesse et des étudiants. [...] Berlinoises, Berlinois! Saluez nos invités en route vers le stade de la jeunesse mondiale! Faites-leur une haie d'honneur de Unter den Linden, Friedrichstrasse<sup>157</sup> jusqu'au stade!»<sup>158</sup>

Les deux plus célèbres rues de la ville étaient ainsi fièrement intégrées au parcours triomphal des délégations internationales qui reliait le Berlin du XVIIe siècle au Berlin le plus moderne.

La fusion entre le passé prestigieux de la ville et les réalisations les plus récentes de la RDA fut également mise en valeur autour d'un autre pôle du festival. Les participants se retrouvèrent quotidiennement sur l'historique Alexanderplatz, depuis toujours un lieu de vie berlinois très animé. Les deux fontaines, de Neptune et de l'Amitié entre les peuples<sup>159</sup>, leur permettaient de trouver un peu de fraîcheur. Non loin de là, l'horloge universelle (*Weltuhrzeit*) offrait elle aussi un des principaux points de rendez-vous au milieu de cette foule. Conçue pour le festival, l'horloge indique aujourd'hui encore l'heure qu'il est selon les différents fuseaux horaires du monde entier. Au-dessus de la place se dressait la Tour de la télévision, et aussi de radiodiffusion, construite de 1965 à 1969, l'un des grands travaux lancés par la RDA à la fin des années 1960, symboles de sa modernisation. Un Centre international de solidarité, où se tinrent de multiples débats, avait été installé au pied de la tour.

Le 4 août, un grand défilé de la FDJ remonta la Karl-Marx-Allee, le premier tronçon de l'ancienne Stalinallee[[La Stalinallee est l'avenue où avait éclaté en juin 1953 l'insurrection ouvrière rapidement écrasée avec l'aide des chars soviétiques.]], lieu traditionnel des célébrations de masse comme le 1er mai. La place Marx et Engels, vaste esplanade où se dressait avant la guerre le château des

<sup>155</sup> Neues Deutschland, 6 août 1973.

<sup>156</sup> Sur l'arrivée au pouvoir d'Erich Honecker, voir KAISER (Monika), *Machtwechsel von Ulbricht zu Honecker. Funktionmechanismen der SED-Diktatur in Konfliktsituationen 1962 bis 1972*, Berlin, 1997.

<sup>157</sup> L'avenue Unter den Linden [Sous les tilleuls] et la Friedrichstrasse sont deux axes historiques de Berlin qui existent depuis le XVIIe siècle.

<sup>158</sup> Une de *Neues Deutschland*, 28 juillet 1973

<sup>159</sup> Là encore classicisme et modernisme se mêlent: la fontaine de Neptune de la fin du XIXe fut installée en 1969 sur la place, tandis que la fontaine de l'Amitié entre les peuples date des années 1960.

Hohenzollern, rasé en 1950, accueillit une manifestation le dernier jour, le 5 août, autour de l'Américaine Angela Davis<sup>160</sup> qui y lança en allemand un «appel à la jeunesse du monde entier»<sup>161</sup>.

En plus de ces grands pôles d'attraction, de nombreuses tribunes et scènes en plein air animaient l'ensemble des rues de Berlin-Est.

Plusieurs artistes reçurent des commandes officielles de la ville pour témoigner de l'événement<sup>162</sup>. Les studios de la DEFA<sup>163</sup> produisirent un documentaire sur le festival<sup>164</sup>, un long métrage en couleur: le budget avait été à la hauteur de l'événement. Il s'agissait de prouver que la jeunesse communiste n'était pas si différente des jeunes de la société capitaliste. Une large place est accordée aux concerts en plein air. Le film reste un témoignage très vivant de la richesse des expériences personnelles vécues qui échappèrent à toute exploitation idéologique, de l'atmosphère qui régna durant ces journées estivales, multicolores et très musicales.

Partout fleurissaient les emblèmes du festival, le globe terrestre, survolé par une colombe de la paix et porté par des bras tendus blancs, noirs et jaunes-conçu par Picasso pour Prague en 1947-et une fleur stylisée aux cinq pétales de couleurs dont le cœur était encore une fois la Terre.

### *Une population mobilisée*

L'infrastructure nécessaire pour accueillir tous les participants-25000 étrangers auxquels s'ajoutaient les 500000 délégués est-allemands-dépassait les capacités de Berlin-Est qui dut s'y préparer longtemps à l'avance.

La FDJ y contribua en se lançant plusieurs objectifs dont la construction de *Wohnheime*, foyers peu confortables, souvent en périphérie, mais offrant de nombreux lits. Parallèlement, une campagne «invita» 82000 Berlinois à recevoir chez eux les participants non encore logés<sup>165</sup>. Tous les services municipaux furent également mobilisés, de la poste à la santé, sans oublier les transports publics. Les métros et les bus circulèrent même la nuit. Pour la restauration, des cantines ambulantes furent organisées, distribuant des repas froids ou chauds.

Berlin-Est voulait prouver sur la scène internationale qu'elle était capable de relever un tel défi, autour de trois mots d'ordre, l'anti-impérialisme, la paix, la solidarité. Dans son discours d'ouverture du festival, le 28 juillet, Honecker s'adressa ainsi à la foule:

«C'est pour moi un grand honneur et une grande joie de souhaiter la bienvenue ici à Berlin, capitale de la République démocratique allemande socialiste, aux représentants de la jeunesse de plus de 140 pays du monde entier. [...] Puissent ces journées à venir dans notre capitale, Berlin,

<sup>160</sup> La militante noire A. Davis, emprisonnée aux États-Unis d'octobre 1970 à juin 1972, devint une héroïne pour les communistes du monde entier. Elle s'était déjà rendue en RDA en septembre 1972.

<sup>161</sup> Geschichte der Freien deutschen Jugend, Berlin, Verlag Neues Leben, 1982, p.498.

<sup>162</sup> 1973. Berlin-Ansichte, Dieter Goltzsche, Wolfgang Leber. Auftraggeber: Abteilung Kultur des Magistrats von Berlin», dans FLACKE (Monika) (dir.), *Auftrag: Kunst 1949-1990. Bildende Künstler in der DDR zwischen Ästhetik und Politik*, Berlin, DHM, 1995, p. 224-225.

<sup>163</sup> La *Deutsche Film-Aktiengesellschaft*, fondée en 1946, est la société cinématographique qui détenait le monopole de la production est-allemande.]

<sup>164</sup> Hellwig (Joachim), *Wer die Erde liebt...*, [Qui aime la Terre...], 69', coul., 1974.

<sup>165</sup> *Neues Deutschland*, 29 juin 1973.

donner un nouvel élan à la lutte en faveur des intérêts présents et des idéaux pour l'avenir de la jeunesse mondiale!»<sup>166</sup>

La jeunesse était bien au cœur du festival. Une couleur domina neuf jours durant les festivités, le bleu des chemisettes des membres de la FDJ. Organisateurs et animateurs zélés de toutes les manifestations, ils préparaient l'événement depuis plus d'un an.

Leurs cadets, les Jeunes Pionniers et les Pionniers Ernst Thälmann, ne déméritèrent pas: un carnaval eut lieu pour les enfants de 40 organisations internationales, dans un lieu tout approprié, le parc Ernst Thälmann près de Berlin<sup>167</sup>.

## Berlin, capitale mondiale de la jeunesse

### *Libéralisation des mœurs*

Depuis l'arrivée au pouvoir de Erich Honecker, cofondateur et ancien responsable de la FDJ de 1946 à 1955, la jeunesse avait profité d'une détente intérieure que les préparatifs du festival ne firent que favoriser. La musique comme la mode s'étaient ainsi ouvertement alignées sur le modèle occidental.

La télévision et la radio avaient lancé des émissions destinées aux jeunes, comme *Rund* ou *DT 64*, qui diffusaient du rock, de la disco et même des groupes de l'Ouest<sup>168</sup> et ce bien avant le festival pendant lequel des concerts improvisés, le plus souvent autour d'une simple guitare, firent rapidement concurrence aux spectacles officiels. Le célèbre groupe de la RDA, les *Puhdys*, connut ses premiers succès en 1973 grâce à la bande son du film *Die Legende von Paul und Paula*, de Heiner Carow, un très grand succès public<sup>169</sup>, et grâce au festival où il donna un concert mémorable<sup>170</sup>.

Pendant les neuf jours du festival, presque tout fut permis. La police populaire, les *Vopos*, ne reprocha à personne d'avoir une allure «décadente et hostile», termes habituellement utilisés pour caractériser ceux qui portaient les cheveux longs ou des jeans... Les jeunes purent flirter en toute tranquillité, profitant d'une liberté sexuelle qui, en d'autres circonstances, aurait été dénoncée par les

<sup>166</sup> HONECKER (Erich), «Millionen im Kampf für edle Ziele verbunden», discours tenu lors de la cérémonie d'ouverture du Xe festival international de la jeunesse et des étudiants, le 28 juillet 1973, *Reden und Aufsätze*, vol. 2, Berlin, Verlag Neues Leben, 1975, p.345.

<sup>167</sup> Ernst Thälmann (1886-1944) était l'une des principales figures antifascistes du panthéon est-allemand. Militant communiste de la première heure, il dirigea le KPD à partir de 1925. Il fut arrêté en 1933 lors de la répression qui suivit l'incendie du Reichstag et mourut au camp de Buchenwald.

<sup>168</sup> Sur le rock en RDA voir Hintze (Götz), *Das DDR-Rocklexikon*, deuxième édition, revue et augmentée, Berlin, Schwarzkopf Schwarzkopf, 1999/2000.

<sup>169</sup> *La Légende de Paul et Paula* sortit en avril 1973. Des millions de spectateurs allèrent le voir. L'histoire d'amour passionnée des deux jeunes gens est traversée de moments profondément tragiques auxquels se mêle un humour incisif ridiculisant le conformisme petit bourgeois de la société est-allemande.

<sup>170</sup> Sommer (Stefan), *Lexikon des DDR-Alltags*, Berlin, Schwarzkopf Schwarzkopf, 1999, entrée «Puhdys».



responsables. Les photos de jeunes couples s'embrassant devant les fontaines de l'Alexanderplatz furent volontiers reprises par l'iconographie officielle, pendant et après le festival<sup>171</sup>.

De multiples groupes se formèrent où l'on discutait jusque tard dans la nuit entre jeunes venus du monde entier. Les conversations se déroulaient souvent dans plusieurs langues, créant parfois des situations pour le moins amusantes. Dans un pays où les voyages à l'étranger se limitaient à quelques destinations seulement, ces rencontres ouvraient de nouveaux horizons: «Pour beaucoup de jeunes Est-allemands, en particulier provinciaux, le festival fit véritablement l'effet d'un bouleversement culturel»<sup>172</sup>.

Le documentaire de la DEFA nous livre quelques extraits, saisis plus ou moins sur le vif, de discussions entre participants venus de RFA et de RDA. On y voit des jeunes ouest-allemands confrontés à l'argumentation passionnée de jeunes de la République démocratique qui critiquent le réformisme, politique illusoire, ou dénoncent l'absence de tout idéal à l'Ouest. La caméra se fait discrète, mais l'un des jeunes de RFA déclare ne plus vouloir s'exprimer s'il est filmé. La spontanéité semble être ainsi du côté est-allemand. Et pourtant, ces rencontres et ces discussions avec les délégués internationaux et notamment les représentants de la RFA avaient été minutieusement réglées auparavant.

#### *Rencontres entre jeunes des deux Allemagnes*

La participation de près de 900 délégués de la République fédérale voisine représenta le plus grand espoir d'ouverture du régime engagé depuis quelques mois dans un rapprochement avec Bonn.

En novembre 1972 avait été signé le traité fondamental entre la RFA et la RDA, entré en vigueur en juin 1973. La frontière interallemande était reconnue par les deux États et des «représentations permanentes» devaient amorcer de nouvelles relations. Les délégués profitèrent ainsi d'un contexte bien plus favorable qu'à Sofia où s'était déroulé le IXe festival, du 28 juillet au 6 août 1968.

Même les organisations confessionnelles furent accueillies avec sympathie pendant le Xefestival<sup>173</sup>.

Les jeunes ouest-allemands venaient de plus de 40 mouvements, politiquement très divers: communistes, comme l'Union des étudiants marxistes Spartakus, socialistes, avec les Faucons, chrétiens-démocrates, derrière la Jeune Union<sup>174</sup> -dont faisait partie le jeune Eberhard Dieppen, futur maire de Berlin-Ouest puis de Berlin réunifié...

<sup>171</sup> Il est très rare d'entendre parler aujourd'hui du festival sans que soit évoqués les bébés le plus souvent métis nés à la suite de ces journées estivales.]

<sup>172</sup> WOLLE (Stefan), *Die heile Welt der Diktatur: Alltag und Herrschaft in der DDR 1971- 1989*, Berlin, Ch. Links, 1998, p.164..

<sup>173</sup> LIPPMANN (Heinz), «X. Weltjugendfestspiele im Geiste der Volksfrontpolitik», *Deutschland Archiv*, 1973/8, p. 788.]

<sup>174</sup> Freiburg (Arnold), Mahrud (Christa), *FDJ, der sozialistische Jugendverband der DDR*, Studien zur Sozialwissenschaft, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1982, p.253.

Le président des Faucons déclara lors de la remise d'une gerbe sur la tombe de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht:

«Cela fait plus de vingt ans que nous, jeune génération de la RFA, n'avons pu parler avec la jeunesse de la RDA. Les dirigeants, représentés par la CDU, avaient dressé entre nous l'idéologie anticommuniste<sup>175</sup>. Les traités de Moscou, de Varsovie et le traité fondamental entre la RDA et la RFA ont désormais rendu possible de discuter les uns avec les autres...

Notre présence ici est le début d'une nouvelle tentative d'échanger à l'avenir nos idées sur une lutte commune pour le socialisme, afin de trouver les meilleures solutions en faveur des habitants des deux États allemands et en faveur du développement de la paix dans le monde»[[Cité dans REXIN (Manfred) «Westdeutsche Jugendverbände bei den X. Weltfestspielen», *Deutschland Archiv*, 1973/9, p. 932-943, p. 938-939. L'auteur apportait à la fois son regard de témoin, il participa au festival, et de spécialiste des mouvements de jeunesse allemands.]].

Lors des préparatifs, la FDJ s'était cependant méfiée de la possibilité de voir Berlin-Ouest se transformer en base arrière de mouvements hostiles au festival.

«Des "invités indésirables" peuvent être constamment introduits via Berlin-Ouest dans la capitale de la RDA (Sofia a obtenu des autorités bulgares d'être isolée du tourisme étranger habituel le temps du festival)»

s'inquiétait en juin 1971 le secrétariat du Conseil central de la FDJ dans un document destiné au Bureau politique du Parti. Le texte précisait un peu plus haut: «Les participants venant de la RFA doivent être considérés comme des délégués étrangers»[[SAPMO Bundesarchiv (archives fédérales allemandes des organisations de masse de la RDA, désormais Barch-SAPMO), DY 24/ 8422, cité dans Herms (Michael), Popp (Karla), *Westarbeit der FDJ 1946-1989. Eine Dokumentation*, Berlin, Metropol, 1997, p.387 et 388.]].

Les limites de l'ouverture étaient ainsi clairement posées.

## **Une mise en scène diplomatique**

### *Une préparation idéologique*

«La participation d'étrangers au festival laisse prévoir un large éventail politique. Il faut donc que soit constamment assuré le rôle directeur des organisations de jeunesse des pays socialistes et des forces marxistes-léninistes dans chaque phase des préparatifs et du déroulement du festival»

---

<sup>175</sup> En novembre 1972, Willy Brandt avait mené les socialistes du SPD à la victoire aux élections et formé une coalition avec les libéraux du FDP.

recommandait aussi, dès cette date, la FDJ<sup>176</sup>. Pour ce faire, les membres de l'organisation, comme tous les participants est-allemands, apprirent des mois à l'avance les arguments qu'ils devraient avancer lors des discussions avec les étrangers.

En février 1973, le secrétariat du Conseil central prépara ainsi une réunion au sujet de la démocratie sociale, concernant le gouvernement de la RFA et le SPD. La coalition au pouvoir à Bonn ne devait pas faire trop illusion:

«Lorsque Brandt [...] parle du "droit à l'autodétermination des Allemands", de "l'unité nationale", de "notre Berlin", [...], ce n'est rien d'autre qu'une position néorevancharde. [...] Personne, pas même les dirigeants de droite du SPD, ne pourra empêcher l'impérialisme de subir son destin historique. L'avenir appartient au socialisme.»<sup>177</sup>

La question fut également posée de savoir s'il fallait ou non inviter des délégués chinois et albanais<sup>178</sup>. Au festival de Sofia, de vives tensions avaient éclaté entre les Soviétiques et la Nouvelle Gauche ouest-allemande accusée tout à la fois d'être maoïste, trotskiste et anarchiste... De vives discussions avaient opposé les délégations de Belgrade et de Prague aux représentants soviétiques, donnant même lieu à une répression musclée<sup>179</sup>. En 1973, les communistes maoïstes de la RFA dénoncèrent le festival comme «un spectacle de propagande du régime soviétique et de la nouvelle bourgeoisie de la RDA»<sup>180</sup>. Le risque existait bel et bien de voir l'affrontement idéologique tourner en défaveur des organisations communistes fidèles à Moscou.

De nombreuses circulaires préparèrent donc les participants aux réunions de masse, meetings, conférences et séminaires qui se succédèrent tout au long du festival. Les thèmes en étaient plus ou moins pointus: «tribune libre, les jeunes et l'avenir», «les jeunes en lutte contre le monopole des multinationales», «contribution des étudiants à la lutte contre l'impérialisme», ou des sujets plus audacieux tels que «les jeunes croyants et leur engagement en faveur de la paix et du progrès social», l'écologie...

Le slogan du festival était omniprésent, repris sur les badges, les affiches, les banderoles, les tribunes, traduit en anglais, en français, en russe, en espagnol, en arabe: «Pour la solidarité anti-impérialiste, la paix et l'amitié!»<sup>181</sup>

### *Solidarité avec le tiers-monde*

Les trois termes étaient intimement mêlés et l'impérialisme dominait tous les débats. Deux pays occupaient alors les esprits des organisateurs. L'un, le Vietnam, avait déjà concentré durant les longues années de guerre toutes les forces du camp socialiste contre «l'ennemi impérialiste américain». Les accords de Paris de janvier avaient mis fin à la guerre, restait cependant à reconstruire un pays meurtri. Des représentants de la RFA, de la FDJ et de jeunes Vietnamiens se

<sup>176</sup> *Ibid.*, p. 387.

<sup>177</sup> Barch-SAPMO, DY 24/8585, *ibid.*, p.398.

<sup>178</sup> Barch-SAPMO, DY 24/ 8422, *ibid.*, p.388.

<sup>179</sup> Sur les événements intervenus pendant le festival de Sofia en 1968, voir Lippmann (Heinz), article cité, p. 789.

<sup>180</sup> REXIN (Manfred), article cité, p. 941.

<sup>181</sup> „Für antiimperialistische Solidarität, Frieden und Freundschaft»

rencontrèrent pendant le festival et organisèrent une collecte au profit d'un hôpital pour enfants du Nord-Vietnam<sup>182</sup>.

En Amérique latine, ce fut le Chili qui allait nourrir pour longtemps les campagnes de solidarité en RDA. Le gouvernement de Salvador Allende était alors en proie aux plus vives tensions, confronté à de nombreuses grèves, dont celle des camionneurs depuis le 25 juillet, et à l'opposition de l'armée. Là encore les États-Unis étaient pris pour cible lors des débats et des manifestations.

Le choix des invités d'honneur du festival-Angela Davis, évoquée plus haut, le président du comité exécutif de l'OLP Yasser Arafat et la première femme cosmonaute, la Soviétique Valentina Tereškova-illustra les grandes lignes de la politique diplomatique du festival: la solidarité ne s'adressait pas seulement aux peuples en lutte dans le tiers-monde mais aussi au peuple frère de l'URSS. Une manifestation «Merci à vous, soldats soviétiques!» eut ainsi lieu le 3 août sur la longue esplanade du Monument soviétique de Treptow, inauguré en 1949, dédié à tous les soldats de l'Armée rouge victimes de la guerre<sup>183</sup>.

Les rencontres avec les jeunes délégués des pays non européens dominèrent cependant le festival. L'engagement de la FDJ auprès des «jeunes états nationaux» était une mission fermement rappelée dans le discours officiel. En 1972, des brigades de l'amitié se rendirent par exemple en Algérie, en Guinée et au Mali. Les jeunes Est-allemands y exportaient leur formation, notamment dans les domaines agricole ou industriel. À Sofia des observateurs dénoncèrent le racisme dont firent preuve des Bulgares vis-à-vis des étrangers<sup>184</sup>. Berlin-Est sembla échapper à de telles réactions et accueillit même avec ferveur Angela Davis ou les Palestiniens de la délégation menée par Yasser Arafat.

«Beaucoup de participants étrangers eurent pour la première fois l'occasion de se familiariser avec la vie dans le socialisme» se plurent à souligner les ouvrages officiels de la FDJ<sup>185</sup> tandis que Honecker affirmait le 4 août devant des députés ouest-allemands:

«Des jeunes venus de pays capitalistes et d'Asie, d'Amérique latine font connaissance avec le socialisme réellement existant [...]. Jour et nuit [...] on en débat dans les rues, sur les places, [...] des propositions sont faites, des questions posées, des doutes s'expriment. Chacun le sent: Berlin est une ville ouverte au monde, un lieu de rencontre de la force vitale, de l'humanisme et de la liberté du socialisme»<sup>186</sup>.

### *Berlin-Est, un décor en trompe-l'œil?*

Le séjour dans «la ville ouverte» demeura cependant étroitement contrôlé. Différents témoignages racontent comment le reste de la RDA resta à l'écart du souffle de liberté qui passa sur la capitale. Seules quelques villes, comme Leipzig, connurent une libéralisation culturelle semblable même si elle y resta plus limitée.

<sup>182</sup> [[REXIN (Manfred), article cité, p. 934.

<sup>183</sup> Geschichte der FDJ. Chronik, Verlag Neues Leben Berlin, 1976/1978, p.319

<sup>184</sup> LIPPMANN Heinz, article cité, p. 789.

<sup>185</sup> *Ibidem*, p.320.

<sup>186</sup> HONECKER (Erich), «Jeder spürt - unser sozialistisches Berlin ist eine weltoffene Stadt», discours tenu le 4 août 1973, cité dans *Zur Jugendpolitik der SED*, Berlin, Verlag Neues Leben, 1985, p. 480-481.

L'écrivain Reiner Kunze se souvient dans un de ses poèmes, *Element*, de la répression qui s'abattit alors sur l'Allemagne de l'Est. Il y évoque avec humour ses tentatives infructueuses de rejoindre Berlin pour participer au festival. Par train, par auto-stop, quel que soit le moyen utilisé, des policiers étaient là pour l'arrêter, ses cheveux longs attirant irrémédiablement leur attention<sup>187</sup>. En-dehors de Berlin, les forces de l'ordre avaient encore droit de contrôle sur l'allure extérieure des jeunes gens.

Au-delà des répétitions organisées par la FDJ pour prévenir toute discussion trop ouverte, un autre garde-fou du régime intervint dans l'organisation du festival. Le 25 juin 1973 Honecker approuva le «plan de mesures pour assurer la sécurité pendant le Xe festival». Élaboré par Erich Mielke, à la tête du ministère de la Sécurité, la Stasi, il prévoyait notamment la mobilisation de troupes d'élites de l'armée et la présence d'hélicoptères en périphérie de Berlin-Est, où stationnaient des unités armées. Les mesures ainsi prises en prévision du festival servit de prétexte à la Stasi pour durcir son action sur l'ensemble de la société. Ceux que le régime considérait comme asociaux-notamment les personnes sans travail, les handicapés mentaux et même les prostitués-furent interpellés en très grand nombre. Le 23 juillet 1973, 19779 personnes furent interrogées sur tout le territoire afin d'empêcher leur voyage à Berlin-Est où seuls les citoyens autorisés purent se rendre. Il s'agissait d'éviter notamment la participation de jeunes qui n'étaient pas à la FDJ ou qui refusaient toute forme d'engagement.

Dans la capitale, par contre, où plus de 20000 collaborateurs de la Stasi et autant de policiers se mêlèrent à la foule, très peu d'incidents furent à signaler<sup>188</sup>. Certaines discussions surgies spontanément furent cependant parfois rapidement interrompues par des membres zélés de la FDJ. Les tracts et brochures des délégués de l'Ouest, où il était question d'élections libres, d'une presse non censurée, étaient plus ou moins discrètement saisis et déchirés par des communistes ouest-allemands ou par la FDJ. Les billets pour les séminaires et les conférences où intervinrent les délégués d'Allemagne de l'Ouest ne furent distribués qu'avec parcimonie. Les journalistes eux-mêmes durent le plus souvent se contenter de suivre les discussions qui avaient lieu dans la rue<sup>189</sup>.

Le 1er août disparut Walter Ulbricht. La nouvelle, connue rapidement, ne fut toutefois officiellement annoncée qu'à la fin du festival. Honecker n'avait pas voulu modifier le programme des derniers jours de festivités, révélant ainsi combien l'enjeu diplomatique était bien plus important à ses yeux: le festival représenta de manière spectaculaire l'internationalisation de plus en plus grande de Berlin-Est<sup>190</sup>, qui accompagna logiquement la reconnaissance de la RDA par un nombre croissant de pays. En septembre 1973, les deux Allemagne entraient à l'ONU. À la fin de l'année, plus de 100 États avaient établi des relations diplomatiques avec la République démocratique.

Un an après les JO d'été de Munich<sup>191</sup>, le Xe festival international de la jeunesse et des étudiants avait de plus permis de montrer au monde entier une RDA entrée dans la modernité. Les profondes résistances à tout réel changement, à toute évolution du régime étaient demeurées soigneusement dissimulées, selon une double politique qui caractérisa les années Honecker. La troisième loi sur la jeunesse promulguée le 28 juillet 1974 rappela aux jeunes gens plein d'espoirs de l'été 1973 que, au

<sup>187</sup> „Element» fut publié en 1981 dans le recueil *Die wunderbaren Jahre. Ausgewählte Gedichte*, S. Fischer Verlag, 1981/1986. Reiner Kunze quitta la RDA pour la RFA en 1977 à la suite de l'affaire Wolf Biermann.

<sup>188</sup> WOLLE (Stefan), *op. cit.*, p. 164 et 166. L'auteur parle de 24 arrestations seulement parmi les festivaliers.

<sup>189</sup> REXIN (Manfred), *art. cit.*, p. 942. Le documentaire de la DEFA ne montre que des discussions nées, plus ou moins spontanément, dans la rue et ne révèle rien des débats organisés.

<sup>190</sup> Rostock (Jürgen), «Ost-Berlin als Hauptstadt der DDR» dans Süß (Werner), Rytlewski (Ralf) (dir.), *Berlin. Die Hauptstadt. Vergangenheit und Zukunft einer europäischen Metropole*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 1999, p.259-294, p. 288.

<sup>191</sup> La comparaison avec les JO de Munich fut reprise dans plusieurs journaux de l'Ouest comme le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le 30 juillet 1973.

sein de la FDJ, ils devaient être éduqués en «citoyens dévoués à l'idée du socialisme, en patriotes, en internationalistes et en défenseurs du socialisme contre ses ennemis». La relative détente culturelle des premières années du régime d'Erich Honecker disparut avant même de s'être véritablement installée.

Berlin-Est se présenta le temps d'un festival comme un espace symboliquement ouvert au cœur d'un pays résolument clos.

Pierre-Michel Durand, p. 113-125

→ [Un sommet du G7 pour Naples](#)

**PIERRE-MICHEL DURAND**

Lancé à Rambouillet en 1975 à l'initiative du président Valéry Giscard d'Estaing afin de constituer un forum où discuter des solutions à apporter aux problèmes économiques mondiaux -mais peu à peu les discussions allaient s'étendre à tous les domaines- le sommet des pays industrialisés, ou G7, rassemble les sept pays les plus riches du monde (États-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Canada).

Il devait pourtant connaître un déclin certain, aucun résultat, hors les déclarations d'intention et des communiqués officiels de plus en plus convenus, aucune décision ne venant plus justifier ce que l'on avait trop vite caricaturé en une sorte de gouvernement mondial. Au début des années quatre-vingt-dix, et alors qu'avec la fin de la guerre froide, le monde s'annonçait plus complexe encore, de nombreuses voix s'élevaient pour appeler à une nécessaire réforme de ce qui apparaissait simplement comme un lieu de contacts personnels entre leaders, une «grande messe» sans objet. Symbole pourtant de la mondialisation, au même titre que l'OMC ou Davos, le G7 allait paradoxalement retrouver les «feux de la rampe» à partir de 1997 avec les mouvements anti-mondialisation. En effet, les contestations de plus en plus violentes mettent alors l'accent sur les questions d'organisation et de sécurité de tels sommets<sup>192</sup>. Or, si ces sommets ne marquent pas ou plus l'histoire, si l'histoire ne s'y fait pas forcément, les aspects pratiques de telles rencontres font bel et bien partie du champ d'études des relations internationales. On y voit se mêler intimement politique intérieure et étrangère, ainsi que l'intense compétition entre les métropoles susceptibles d'accueillir de pareilles manifestations. Ces dernières sont lancées dans une course à l'image à l'échelle internationale.

Aussi, l'annonce le 9 juillet 1993, à Tokyo, par Carlo Azeglio Ciampi, alors président du conseil, que le prochain sommet du G7 prévu pour les 8-10 juillet 1994 se tiendrait à Naples, suscita-t-elle une incrédulité presque générale. L'Italie, qui avait déjà accueilli deux fois le G7 en 1980 et 1987[[Chaque pays membre du G7 accueille à tour de rôle le sommet et choisit la ville hôte de la réunion.]], ne l'avait fait jusqu'alors qu'à Venise. La ville-musée, la super-puissance commerciale du moyen Âge et des

<sup>192</sup> Le sommet de ces violences fut atteint en juillet 2001 au dernier sommet du G7 organisé à Gênes en Italie. Il fit un mort et de nombreux blessés. Face aux problèmes prévisibles d'organisation et de sécurité, les autorités italiennes envisagèrent même un temps d'accueillir le sommet sur un bateau au large de la ville afin de préserver le centre médiéval de Gênes en cas d'incidents.

temps modernes, semblait constituer un écrin presque obligatoire pour ce genre de réunions. Le passage de Venise, l'aristocrate, à Naples, la populaire, était pour le moins radical. Ce choix du gouvernement italien s'était fait au détriment de nombreuses autres villes candidates: Rome, Venise, Milan, Gênes et Turin. À l'évidence, le choix de Naples n'avait pas été imposé sans difficultés: Naples souffrait alors d'une image internationale et nationale désastreuse. Édouardo Scarfoglio, fondateur du journal local, *Il Mattino*, n'hésitait pas d'ailleurs à la qualifier d'«unique cité du tiers-monde sans un seul quartier européen»<sup>193</sup>.

Organiser et assurer la sécurité d'un tel sommet à Naples ne semblait pas évident. En effet, la ville connaissait de nombreux problèmes: une situation économique précaire avec 500 000 chômeurs, de nombreux embouteillages, des poubelles qui débordent, de l'eau contaminée, sans parler d'un ordre public difficile à assurer en raison d'un taux de criminalité important et de la présence de la Camorra. La topographie de la ville, construite sur un immense réseau de carrières antiques, de catacombes et de citernes dont on ignore aujourd'hui encore le plan exact, rendait d'autant plus ardue l'organisation de la sécurité. en outre, depuis le tremblement de terre de 1980, une partie de la ville vivait toujours dans les gravats, les chantiers de reconstruction n'ayant pour la plupart jamais été achevés car l'argent destiné à ces travaux avait souvent disparu... D'autres raisons accroissaient encore le scepticisme: quelques mois plus tôt, la commune de Naples avait été officiellement déclarée en banqueroute, et en août, soit quelques semaines après la déclaration de Carlo Ciampi, le conseil municipal était dissous. Pour le ministère de l'Intérieur, il vivait «aux dépens des institutions» démocratiques. enfin, la tenue prochaine d'élections pouvait porter en germes de nouvelles difficultés, diplomatiques cette fois-ci, dans le cas où la petite fille du Duce, Alessandra Mussolini, candidate à Naples, l'aurait emporté. ainsi, c'est à une cité en ruine, au sens propre et figuré, que C.Ciampi décide d'accorder sa confiance.

L'organisation d'un G7 à Naples apparaissait donc bien comme un défi. La ville devait saisir l'occasion unique d'être le centre de l'attention internationale, pour accréditer à nouveau aux yeux du monde son image et son identité de ville d'art et de culture. En réalité, des particuliers s'y étaient déjà essayés. Depuis 1984, l'Association *Napoli 99* (en souvenir de la brève République Parthénopeenne de 1799) s'était donnée pour mission de conserver et promouvoir le patrimoine artistique napolitain, garantissant notamment aux touristes étrangers l'ouverture des principaux monuments historiques, musées et églises du centre historique chaque mois de mai. Cette initiative restait toutefois privée et ponctuelle<sup>194</sup>.

Très vite cependant, le gouvernement italien prend des mesures exceptionnelles pour l'organisation du sommet. Par le décret-loi 77 du 31 janvier 1994, le conseil des ministres affecte quinze milliards de lires pour les travaux de transformation de la ville. Il crée aussi une commission spéciale pour les travaux du G7. Elle est composée de représentants de toutes les institutions impliquées (commune, région, État, surintendance aux biens culturels, questure, carabinieri...) et elle est présidée par le préfet Umberto Improta, un napolitain de naissance. Restent alors cinq mois environ pour repérer les lieux incontournables de la ville où aura lieu le sommet (*Castel del'Ovo*, palais royal...), évaluer les travaux nécessaires et réalisables d'ici là, leur coût et leur temps d'exécution, envisager pour chaque lieu des mesures de sécurité et les proposer à la commission spéciale. En vertu du décret-loi de janvier, et en dérogation aux normes italiennes de comptabilité, cette dernière gère les adjudications et revendique un système de sélection des entreprises simple et transparent, à savoir, le tirage au sort

---

193

*Corriere della Sera*, 4 juillet 1994, p. 16.

<sup>194</sup> L'effet de cette initiative sur la fréquentation touristique est indéniable. L'édition du «mai napolitain» de 1993 accueille quelque 500000 visiteurs contre seulement 100000 en 1992.

en public après examen de la qualité des dossiers et un contrôle des prix. La commission décide enfin de contrôler elle-même les chantiers régulièrement, à l'impromptu, de jour comme de nuit. Fin mars, un nouveau décret-loi du conseil des ministres porte de 15 à 20 milliards les fonds destinés aux travaux du G7, auxquels viennent s'ajouter les trente-cinq milliards donnés par la région.

La somme totale allouée, 55 milliards de liras, semble peu en comparaison des 800 milliards votés pour l'accueil du Mondial de football en 1990 et aux vingt-trois mille milliards de l'après-tremblement de terre. Étant donné la relative modestie de la somme et le faible temps disponible, il est décidé non pas de procéder à des travaux pharaoniques mais plutôt à de nombreuses «micro-interventions». Celles-ci ne sont pas uniquement réalisées en vue de rendre la ville présentable pour le G7. Elles doivent durer bien au-delà. C'est dans cet esprit d'ailleurs que le président C.Ciampi a choisi Naples comme ville-hôte du G7. Il pensait que le défi que représentait l'organisation d'une telle manifestation constituerait un excellent stimulant pour planifier la rénovation de la cité dans son ensemble.

Si la commission spéciale d'Umberto Improta avait fait l'essentiel des choix avant les élections municipales, l'élection comme maire de Naples d'Antonio Bassolino, du PDS<sup>195</sup>, donne un nouveau dynamisme aux projets de rénovation urbaine. Afin de se consacrer pleinement à l'organisation du G7, A.Bassolino décide de réduire sa participation à la campagne électorale des législatives de 1994 qui vont amener S.Berlusconi au pouvoir et refuse l'offre d'Achille Occhetto de conduire la liste du PDS aux élections européennes de juin.

Le nouveau maire déclare vouloir faire du retour à la légalité et à la normalité son objectif. Il multiplie d'ailleurs les signes dans ce sens, n'hésitant pas par exemple à créer un poste d'«adjoint à la dignité» (*assessore alla Dignità*) ou refusant de recevoir une délégation de vendeurs de cigarettes de contrebande. Le changement va au-delà de ces décisions, qui prètent d'ailleurs à sourire à l'époque. Le conseil communal se voit en effet attribuer davantage de moyens d'action grâce à de nouvelles lois. Alors qu'il n'approuvait auparavant qu'une délibération toutes les trois réunions, il en rend désormais 20 à 30 par séance.

Du côté de la commission préfectorale comme de l'administration communale, ce sont donc le réalisme et la recherche de la légalité et de l'efficacité qui prévalent. À partir de début mars 1994, 97 chantiers qui emploient trois mille ouvriers jour et nuit sont ouverts dans la ville. La plupart ne seront achevés que quelques heures avant l'ouverture du sommet.

Le G7 est avant tout, on l'aura compris, l'occasion de mettre en place une politique d'entretien urbain quotidien qui vise à améliorer sensiblement la vie des Napolitains pour un coût restreint. C'est l'ambition qu'A.Bassolino nourrit pour les premiers «cent jours» de son administration. Pour être banals, nombreux sont les gestes que Naples n'a pas connus depuis des années, comme l'achat de deux mille poubelles jetables, la réparation des feux de circulation qui sont presque tous dégradés (400 millions de liras) ou l'enlèvement d'un millier de carcasses d'automobiles. Quatre milliards et demi de liras sont aussi alloués à trois entreprises qui doivent assurer l'entretien de la ville jusqu'au mois de décembre 1994. En quelques mois, et à des prix serrés, sont ainsi réalisés ce qu'on n'était pas arrivé à faire en trente ans avec des budgets élevés. La *riviera di Chiaia* qui était devenue un égoût est nettoyée, la plage de Mergellina retrouve sa propreté perdue depuis des années. Les façades des palais les plus importants comme le Palazzo San Giacomo (siège de la commune) sont débarrassées de leur tags et de leurs graffitis mais aussi des atteintes de la pollution. Les vitres de la

---

<sup>195</sup> Le PDS, *Partito Democratico di Sinistra*, est un parti de démocrates issu de la scission du PCI au début des années 1990. L'autre groupe, *la Rifundazione Comunista*, conserve une doctrine révolutionnaire.



célèbre Galerie Umberto Ier bénéficient aussi d'un nettoyage en profondeur. Désormais, des moyens supplémentaires sont alloués aux services de nettoyage et à la police des rues et des jardins. Les fontaines sont remises en état et des jardins sont réouverts. On inaugure aussi le grand parc public de *Taverna del Ferro a San Giovanni a Teduccio*, un quartier de la périphérie orientale de la ville qui a beaucoup souffert de la très forte croissance urbaine incontrôlée de l'après-guerre.

La tenue du G7 constitue en effet une occasion unique pour faire découvrir aux délégations et aux journalistes étrangers le patrimoine exceptionnel de Naples et de sa région. De nombreuses visites sont ainsi organisées à l'intention des épouses des présidents ou de chefs de gouvernement: Capri, Herculanium et Pompéi bien sûr, mais aussi la côte amalfitaine où Hillary Clinton se rend de sa propre initiative, ce qui est perçu comme un clin d'oeil au séjour de Jackie Kennedy pendant l'été 1962. Tandis que les manifestations officielles doivent se partager entre le *Castel del'Ovo*, le palais royal et *la reggia de Caserte* pour le dîner de gala donné par le président Oscar Luigi Scalfaro, les épouses découvriront la *Villa Pignatelli* sur le front de mer, le théâtre Saint-Charles, et sur le Vomero, la fameuse Chartreuse de San Martino et l'esplanade du château Saint-Elme, le seul lieu d'où l'on puisse contempler une vue à 360 degrés sur l'immense amphithéâtre naturel qu'est le golfe de Naples. Pour éclairer ce programme, qui est en soi une vitrine de Naples, on fait même appel à Felice De Maria, ancien directeur de la photographie de Michelangelo Antonioni et expert en scénographie, qui s'est déjà illustré par sa scénographie lumineuse des forums impériaux à Rome.

Ce programme est à l'origine de nombreux chantiers dans la ville. Il faut en effet moderniser les infrastructures touristiques. L'essentiel de l'effort porte cependant sur la restauration du centre historique de Naples, le «ventre antique de Parthénopé», qui est particulièrement dégradé. L'habitat y est extrêmement précaire et la densité de peuplement très importante. Les autorités décident donc de faire de ce quartier le point central de la reconstruction de l'identité culturelle de la ville. Début 1994 est ainsi défini un plan en deux ans qui allie restaurations, décongestions, démolitions et la réalisation de deux itinéraires touristiques autour des *decumani* de la ville gréco-romaine où le trafic est limité et où l'on crée des zones piétonnes. Là encore, les réalisations sont nombreuses. On en citera que quelques exemples: le repavement de places et de nombreuses rues, la restauration de la Villa communale construite au XVIIIe siècle par Carlo Vanvitelli (l'architecte de la *Reggia de Caserte*) et de ses jardins qui offrent à la population le seul espace vert du centre ville, celle de *l'insula* San Lorenzo où l'on peut voir la stratification historique de la ville de la période antique au XVIIIe siècle. Le palais des marquis Sanfelice, en raison de sa situation exceptionnelle sur la place du *Gésù Nuovo* est transformé en centre culturel. En ce lieu, on a un véritable résumé de l'histoire de la ville. Des vestiges de la muraille grecque du IVe siècle à la flèche baroque de l'Immaculée Conception, en passant par le complexe franciscain austère et monumental de Santa Chiara, on peut voir en effet l'empreinte des Grecs et des Romains, des Normands, des Angevins, des Aragonais et des Espagnols.

La commune, consciente de son incapacité à financer ces travaux, s'efforce de créer des synergies entre les fonds privés et ceux de l'État. C'est le cas notamment avec la restauration du *Palazzo Zapata*. Elle cherche des mécènes privés. Par exemple, elle restaure la fontaine du Carciofo, une œuvre des années soixante, grâce à un don de cinquante millions de lires qui provient de l'ambassade du Japon à Rome. On remarque cependant que dans la dynamique de la préparation du G7, pour la première fois, le «mai de Naples» en 1994 n'est plus organisé par la Fondation *Napoli 99*, mais par la commune et la région. Son nouveau nom, *Napoli Porte aperte*, témoigne du passage d'une initiative privée à une initiative institutionnelle.

Pour promouvoir l'identité culturelle napolitaine, la ville ne se contente pas de restaurer son centre historique. Elle ouvre aussi un observatoire touristico-culturel afin d'informer les visiteurs sur ses

manifestations culturelles. Un grand nombre d'expositions, célébrant l'histoire du royaume de Naples, sont en effet prévues en vue du G7 dans des lieux prestigieux fraîchement restaurés. L'une d'entre elles rassemble les chefs-d'œuvres de *Capodimonte* (l'un des plus grands musées de peinture italien, alors en cours de restauration) à la *Villa Pignatelli*. Une autre, sur les gemmes Farnèse, a lieu au musée archéologique de la ville. Elle est l'occasion de présenter au public, dans des salles nouvellement créées, la fameuse Tazza Farnèse, invisible depuis plus de trente ans. Cette pièce est le plus important objet d'art décoratif de l'Antiquité. Elle est passée d'Alexandrie à Rome et Constantinople, puis des mains de Frédéric II à celles d'Alfonse II d'Aragon, de Sixte IV, de Laurent de Médicis, puis des collections Farnèse à celles des Bourbons. L'organisation du G7 donne aussi l'occasion de poser à plus long terme la question de la redéfinition ou de la création de musées dans les principaux édifices historiques de la ville (*Palazzo Reale*, *Castel Nuovo*, musée archéologique etc). On décide notamment de restaurer et réutiliser à des fins culturelles l'hôtel des Pauvres, immense bâtisse de deux cents mètres de longueur, alors ruinée et squattée. Plusieurs manifestations (soirées théâtrales et musicales dans la grand amphithéâtre de Pompéi, à Pozzoles ou sur la petite *Piazza Bellini* au cœur de Naples), enfin, témoignent du réveil culturel de la ville suscité par le G7.

C'est pourtant des questions d'urbanisme plus fondamentales que le G7 met en lumière ou invite à poser, même si leur traitement ne peut s'envisager qu'à moyen ou à long terme. Si la première période de l'administration Bassolino a été, on l'a vu, caractérisée par une expérience de manutention urbaine (le programme des cent jours et celui pour le G7), il fallait déjà penser à définir les orientations de planification urbaine. Le développement urbain anarchique de Naples depuis l'après-guerre, fruit de la spéculation immobilière et de la corruption politico-criminelle, n'a cessé de transformer le visage de Naples comme le rappelle, dans une interview à *La Stampa* le 8 juillet 1994, le cinéaste napolitain Francesco Rosi qui en fit un film célèbre, *Mains basses sur la ville*. Trop souvent, des événements exceptionnels comme le Mondial de football ont été l'occasion de lancer des chantiers illégaux, et au mépris de toutes les règles d'urbanisme. La commission spéciale d'organisation du G7, à l'inverse, veut un retour à une gestion normale et transparente du développement urbain. Elle initie une politique de démolition des bâtiments inachevés ou abandonnés, et de lutte contre les constructions irrégulières et abusives. Pour ces dernières, les arrêtés de démolition sont exécutés dans les deux jours, à la stupeur générale. le cas le plus exemplaire est certainement la cour du palais des Vétérans, où fut construit dans les années 1950 un immeuble de dix étages qui frôlait l'un des murs du palais.

Le symbole de l'impact qu'a pu avoir à long terme le G7 sur l'organisation urbaine est le démantèlement du fameux chantier de la place du Plébisците, immense esplanade de 24000 mètres carrés, avec vue à la fois sur le Vésuve, l'ensemble du golfe et des îles et la colline du Vomero. Il avait été prévu lors du Mondial d'y créer un tramway, mais les travaux avaient été abandonnés depuis par manque de fonds, transformant l'ancienne place symbole du pouvoir royal en un tas d'immondices. Le chantier, pour être paralysé, n'en était pas moins intouchable, en raison des emplois qu'il impliquait dans une ville portuaire gravement touchée par le chômage. En dépit de cela et des centaines de manifestations qui se sont succédées ces dernières années pour réclamer sa réouverture, la commission d'organisation du G7 annonce son démantèlement le 5 avril 1994. D'avril à juin, la place est entièrement déblayée et les 24000 mètres carrés sont repavés de cubes de pierre volcanique. Parallèlement, se déroule la restauration du complexe monumental qui entoure la place, à savoir le Palais Royal et l'hémicycle de la Basilique Saint-François-de-Paul. Le choix d'y instituer au lendemain du G7 une zone piétonne, prolongée vers le *Castel Nuovo* et la gare maritime en un espace vert, fait de cette immense place reconquise, anciennement symbole du gaspillage et de l'abandon de toute politique urbaine, celui tout à la fois du G7 et du renouveau de la ville.

La municipalité de son côté, rend public en juin 1994, soit quelques jours avant le G7, son plan de requalification urbaine (*Indirizzi per la pianificazione*) qui est consacré aux questions d'environnement

(espaces verts, salubrité du centre historique...) et à la reconversion des zones industrielles. La question cruciale de la zone portuaire et de la circulation reste entière. Toutefois, le maire Bassolino annonce le 14 juillet, soit quelques jours après le G7, le lancement d'une analyse comparative sur les problèmes et les politiques de mobilité existant dans sept grandes cités portuaires appartenant au groupe du G7 (Vancouver, Marseille, Hambourg, Naples, Liverpool, Boston, Osaka). Comme Naples, toutes ces villes ont une aire métropolitaine importante dont le développement est marqué par la présence de la mer, ce qui pose des problèmes spécifiques de circulation. Trois réunions d'experts sont prévues à Naples en septembre et décembre 1994 et en février 1995.

La réunion des trois démarches lancées à l'occasion du G7 et décrites ci-dessus, la première de nettoyage et d'entretien ordinaire, la seconde de restauration et de valorisation du patrimoine, notamment à des fins touristiques, la troisième enfin de requalification de l'espace urbain et de reprise en main des développements anarchiques, est parfaitement incarnée dans la transformation spectaculaire de Bagnoli, la grande zone industrielle de Naples au début du siècle qui est devenue un cimetière industriel: on l'unit à la colline du Posilippe pour former à la fois un poumon vert, le parc de Virgile, avec un très beau panorama qui domine l'île de Nisida et le golfe de Pouzzoles au Nord, et un grand parc archéologique. À nouveau, après évacuation de tonnes d'ordures, destruction des constructions abusives, des fouilles sont entreprises, mettant à jour au printemps 1994, aux côtés des restes d'un amphithéâtre gréco-romain et de la grotte de Seiano déjà connus, les vestiges de la villa du chevalier romain Marcus Vedius Pollion.

Ainsi, l'organisation du G7, ce défi que C.Ciampi avait choisi d'imposer à Naples et qui devait porter en germe le renouveau de la ville et la remise en cause d'une certaine image du *Mezzogiorno* en Italie comme à l'étranger, a été heureusement relevé. Les effets du G7 sont immédiats en termes d'image et d'augmentation de la fréquentation touristique. Cette dernière a progressé de 40% depuis le G7. En 1995, le centre historique de Naples est inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Rarement une cité accueillant un sommet international en a été autant protagoniste. Jamais une ville n'a été transformée si massivement et en si peu de temps par une simple opération d'entretien. Des cinquante-cinq milliards de liras assignés à la préparation de la ville, cinquante ont été dépensés et les chantiers ont tous été finis à temps. Le visage de la ville a réellement changé en moins de cent jours, faisant de l'opération G7 le symbole à Naples du début du retour à la normalité et à une nouvelle gestion. Ce début est d'ailleurs salué par la presse italienne, et ce, en dépit des préjugés Nord-Sud et de l'appartenance politique du maire au PDS.

Les réserves naturellement ne manquent pas. Certains dénoncent un nettoyage de façade, la ghettoïsation du «ventre de Naples», notamment des «quartiers espagnols» particulièrement peuplés et insalubres, royaume de la petite criminalité, et l'absence de traitement des deux difficultés majeures: le chômage et le logement. Surtout, des inquiétudes se font jour sur ce qui arrivera après le G7, après la dissolution de la commission spéciale d'Umberto Improta et sur la capacité à maintenir les acquis et à poursuivre la dynamique lancée par le G7. Au mois d'octobre suivant, Naples doit accueillir la Conférence mondiale de l'ONU sur la criminalité. La ville reçoit à cet effet quinze milliards de liras supplémentaires. En effet, grâce au sommet du G7, Naples, et ce n'est pas le moindre de ses succès, s'affirme désormais comme une ville de congrès. La municipalité décide en outre de dépenser trente milliards de liras par an pour l'entretien des chantiers mis en œuvre à l'occasion du G7. Les mesures modestes, mais symboliques, pour développer le civisme se poursuivent. Par exemple, grâce à l'initiative *la scuola adotta un monumento*, les enfants assurent des visites en langues étrangères des principaux monuments, accroissant ainsi la sensibilisation de la population à son propre patrimoine. Le prolongement de la politique urbaine doit se faire, en particulier avec l'inscription des quartiers espagnols et de la zone occidentale de Naples dans le programme *Urbande* la Communauté européenne destiné aux grandes villes. Reste toutefois la question épineuse et

technique de la banqueroute de la commune qui freine une bonne part des initiatives. Le maire Bassolino sollicite le gouvernement italien. À nouveau, la bonne image laissée par l'organisation du G7 pousse le maire à aller au Piémont et en Lombardie pour solliciter les investissements des industriels du Nord, tandis qu'il cherche sur la plan local à obtenir des fonds de mécènes privés.

À l'été 1994, certains peuvent sans doute se demander si l'image que Naples a su donner au monde est une façade blanchie ou véritablement le début d'une nouvelle ère. Si l'on peut toujours au final s'interroger sur l'utilité de telles rencontres au sommet, si l'on ne retiendra que peu de choses du sommet lui-même -avec l'arrivée de Boris Eltsine à la fin de la rencontre toutefois, le G7 se transforme officiellement en G8- le G7 constitue assurément une vitrine exceptionnelle pour la ville qui l'accueille. À l'occasion d'un événement extraordinaire comme le G7, Naples, qui a particulièrement profité de l'opportunité offerte, a bel et bien recouvré la normalité. Si le G7 n'a pas été organisé pour Naples, le renouveau napolitain n'est certainement pas le moindre de ses résultats.

Muriel Témime, p. 127-147

→ [Le transfert de l'ambassade des Etats-Unis de Tel Aviv à Jérusalem. Enjeux diplomatiques, 1947-2000](#)

**MURIEL TÉMIME**

Qualifiées de «spéciales», «privilegiées», «intimes» et «inébranlables», les relations israélo-américaines sont l'objet de différentes interprétations depuis 1947: pression du lobby juif américain, impérialisme américain, atout stratégique pour les deux pays... Les États-Unis n'ont cessé de rechercher une politique adaptée à la situation israélienne en tenant compte des contraintes et des pressions de toutes les nations. En 1949, Jérusalem-Ouest, annexée, puis proclamée capitale d'Israël, n'est pas reconnue par les Américains. Or, lorsque Israël unifie Jérusalem en 1967, les États-Unis acceptent que la partie occidentale de Jérusalem appartienne à Israël. Concernant l'est de la ville, leur politique aujourd'hui encore n'est pas clairement définie. Suivant les présidences américaines, Jérusalem est considérée soit comme un territoire occupé dans sa partie orientale, en accord avec la résolution 242 des Nations unies et la loi internationale, soit comme une ville unifiée sous le contrôle provisoire d'Israël, et dans ce cas, seul l'aboutissement des négociations de paix au Proche-Orient décidera du statut définitif de la ville.

De 1947 à 1984, les relations entre Israël et les États-Unis se construisent dans un contexte de guerre froide. Le premier ambassadeur à Tel-Aviv propose dès 1950 le transfert de l'ambassade à Jérusalem mais son plan est immédiatement rejeté. En 1984, un nouveau projet de déplacement est soumis au Congrès américain mais il échoue en raison des tensions au Proche-Orient. Il faut attendre 1993 pour qu'un second projet de loi soit discuté au Congrès. Il est approuvé, grâce notamment à la clause qui accorde au président des États-Unis un droit «de report». Ce dernier a le pouvoir de repousser le transfert de l'ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem s'il estime que sa décision peut représenter un «danger» pour «la sécurité nationale» des États-Unis. La victoire des partisans du déplacement de l'ambassade est donc toute relative puisque depuis cette date le président américain invoque toujours cette clause pour retarder le déplacement de l'ambassade.

On peut dès lors s'étonner que l'historiographie sur le sujet soit extrêmement réduite. Le seul ouvrage récent traitant de cette question est *Jerusalem in America's foreign policy* de Slonim Shlomo<sup>196</sup>. Et encore, l'auteur s'intéresse essentiellement aux relations politiques et militaires entre les États-Unis et Israël entre 1947 et 1995. Il nous a par conséquent semblé intéressant de chercher à analyser comment, et dans quelle mesure, la question du déplacement de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem reflète la politique ambiguë et oscillante des États-Unis à l'égard de la Ville sainte. Pour cela, nous nous appuyerons essentiellement sur deux types de sources: les projets de loi votés au Congrès américain en 1984 et 1995<sup>197</sup> et la presse internationale à travers ses grands quotidiens et périodiques. Elles nous permettront de saisir les nombreux enjeux qui expliquent pourquoi, à l'aube du XXIe siècle, le déplacement de l'ambassade américaine vers Jérusalem n'a toujours pas eu lieu.

### **Les prémices de la politique américaine à Jérusalem: la politique ambiguë des États-Unis face à Jérusalem (1947-1984)**

*Une Jérusalem «internationale» pour les États-Unis face à une Jérusalem occidentale sous contrôle israélien: entre espoir et réalité (1947-1967)*

Dans un premier temps, les États-Unis soutiennent une forme d'internationalisation de Jérusalem. Le 29 novembre 1947, ils donnent leur accord pour la partition de la Palestine en deux États, l'un arabe, l'autre juif avec Jérusalem, ville internationale, neutre et démilitarisée sous les auspices des Nations unies, qui assurent le libre accès aux Lieux saints. Mais treize jours plus tard, et après de violentes attaques en Palestine, la Ligue arabe déclare la résolution de l'ONU nulle et non avenue. Le 5 avril 1948, les États-Unis décident d'annuler le plan de partage et d'établir une tutelle provisoire de l'ONU. Mais les dirigeants juifs, soucieux d'établir leur propre territoire, proclament le 14 mai 1948 l'État d'Israël. Dès le lendemain, le président Truman, contre l'avis des experts, le reconnaît de jure, juste après Staline. La Maison-Blanche envoie un diplomate démocrate, brillant et pro-sioniste pour la représenter en Israël. James G. McDonald, grand expert du Moyen-Orient, devient le premier ambassadeur des États-Unis en Israël<sup>198</sup>. Il s'installe près de Tel-Aviv dès 1948.

Le conflit israélo-arabe s'intensifie jusqu'à l'été 1948<sup>199</sup>. Les Nations unies envoient un médiateur, le comte Bernadotte, qui propose deux plans de conciliation. Le premier, qui préconisait l'attribution de Jérusalem aux Arabes avec une autonomie municipale aux Israéliens, sera rejeté rapidement par les deux parties<sup>200</sup>. En septembre 1948, Jérusalem est divisée du nord au sud: Israël occupe Jérusalem-Ouest, sujette depuis août 1948 à la loi israélienne. Le roi Abdallah, administrera la partie Est. Le second plan<sup>201</sup> propose une Jérusalem avec un «maximum d'autonomie locale»<sup>202</sup>, où la protection internationale serait limitée aux Lieux saints. Les États-Unis, trouvant là leur politique face à

<sup>196</sup> SLONIM (Shlomo), *Jerusalem in America's foreign policy*, New York, Kluwer Academic Publishers, 1998

<sup>197</sup> Ils sont retranscrits dans le *Congressional Record*.

<sup>198</sup> James G. McDONALD est officiellement nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire. McDONALD (James G.), *My Mission in Israel (1948-1951)*, *First United States Ambassador to Israel*, New York, Simon and Schuster, 1954.

<sup>199</sup> Pour la synthèse du conflit, voir ZORGBIBE (Charles), *Histoire des relations internationales*, Paris, Pluriel Référence, 1995, vol. 1, p.150-155.

<sup>200</sup> SLONIM (Shlomo), *op.cit.*, p. 111.

<sup>201</sup> Le comte est assassiné par un groupe juif terroriste le 17 septembre 1948, à la veille de la présentation de son rapport officiel à l'Assemblée générale des Nations unies. Son plan deviendra public trois jours après sa mort.

<sup>202</sup> BOVIS (Eugène), *the Jerusalem Question*, California, Hoover Institution Press, 1971, p. 65.

Jérusalem, s'empresse de faire accepter cette «internationalisation fonctionnelle» aux deux parties. Mais ces dernières rejettent à nouveau cette proposition. Le conflit reprend avec plus d'acharnement du côté israélien. Le 28 novembre 1948, le cessez-le-feu est annoncé sous les auspices de l'ONU.

Le 2 février 1949, le gouvernement israélien à Tel-Aviv annonce que désormais Jérusalem-Ouest appartient intégralement à Israël. Quelques jours plus tard, le Parlement israélien, la Knesset, qui tient ses séances régulières à Tel-Aviv, siège pour la première fois à Jérusalem-Ouest dans les locaux de l'Agence juive. La Jordanie réplique et établit Jérusalem-Est sous son contrôle. Deux zones démilitarisées sont créées et, entre celles-ci, des quartiers vides pour tenir les deux parties aussi loin que possible. Il devient évident que l'internationalisation n'aura jamais lieu. Et Israël le confirme le 5 décembre 1949, lorsque Ben Gourion déclare Jérusalem-Ouest, capitale d'Israël, déclaration entérinée par la Knesset le 23 janvier 1950. Une nouvelle ère commence.

Les Américains réagissent: ils refusent de reconnaître Jérusalem comme capitale diplomatique d'Israël et continuent de soutenir le principe d'internationalisation de Jérusalem contenu dans le plan Bernadotte. Pourtant, entre 1950 et 1953, le gouvernement israélien s'installe à Jérusalem à l'exception de la Défense qui reste à Tel-Aviv. Mais les lettres de créance doivent être présentées au président installé dans la Ville sainte. Les menaces de ruptures diplomatiques entre le gouvernement israélien et les États-Unis décident Edward P. Lawson, le nouvel ambassadeur, à se présenter à Jérusalem. Entre 1952 et 1967, le *modus vivendi* entre les communautés apaise les tensions. L'ONU et les États-Unis acceptent de facto la partition de Jérusalem entre Israël et la Jordanie<sup>203</sup>.

#### *La politique contradictoire des États-Unis à partir de 1967*

En 1967, éclate la guerre des Six jours. Israël envahit la partie Est de Jérusalem puis l'annexe officiellement le 27 juin 1967. L'URSS et la France rompent leurs relations diplomatiques avec l'État hébreu tandis que l'ONU considère l'annexion comme non valide<sup>204</sup>; le pays n'a plus à chercher le soutien des États-Unis.

De 1967 à 1969, les condamnations de l'ONU à l'égard d'Israël se multiplient. Jérusalem appartient-elle légitimement à Israël? Oui pour Eliahu Lauterpracht et Yehuda Z. Blum puisque Israël, en position de légitime défense a attaqué la Jordanie et a légitimement acquis la partie est de Jérusalem. Certainement pas pour Henri Cattan: la résolution sur la partition de novembre 1947 établit la création d'un État palestinien et l'internationalisation de Jérusalem. Or, en occupant Jérusalem Est et les «territoires arabes», Israël viole dangereusement la loi internationale. Des résolutions de l'ONU condamnant Jérusalem ou les «territoires occupés israéliens» sont adoptées, mais elles sont toutes boycottées par les États-Unis. Les États-Unis s'abstiennent systématiquement alors qu'ils n'acceptent ni ne reconnaissent les mesures prises par Israël le 27 juin 1967. Pourquoi un tel décalage entre les mots et les actes? L'intérêt pour les États-Unis réside dans la protection des Lieux saints et non dans un respect précis de la loi internationale; ils refusent de prendre parti avant que le problème véritable et entier de Jérusalem ne soit totalement résolu. En outre, comme l'affirme l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, Arthur Goldberg, l'internationalisation de la Ville sainte devient, dans ce contexte,

<sup>203</sup> La Jordanie annexe officiellement Jérusalem-Est le 24 avril 1950. Aucun transfert n'est effectué puisque les Jordaniens ont depuis 1921 leur propre capitale, Amman, où se situe l'ambassade des États-Unis. Le 27 juillet 1953, le roi Hussein de Jordanie déclare Jérusalem-Est comme la capitale alternative du royaume Hachémite formant une partie inséparable de la Jordanie.

<sup>204</sup> Les Nations unies, *Le Statut de Jérusalem*, étude établie à l'intervention et sous la direction du comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, New York, 1979, p. 18 et sq.

inadéquate et désuète<sup>205</sup>. Il semble que les États-Unis ne soient partisans ni de la communauté internationale -donc de la politique arabe- ni de la politique israélienne. D'un côté le gouvernement américain et ses secrétaires d'État conseillent prudence et modération, de l'autre, le président Johnson donne des signes nettement favorables à Israël à des fins électorales et politiques, en ne désapprouvant jamais publiquement ses actions. C'est pourquoi la stratégie américaine, face à Jérusalem, semble si confuse et contradictoire. Les États-Unis ont choisi une troisième voie qui s'inspire des deux autres sans toutefois y adhérer.

Avec l'avènement de l'administration Nixon, les États-Unis optent pour un ton condamatoire envers Israël sur la question de Jérusalem. Lors d'une des déclarations des Nations unies de 1969 qui condamne la politique d'Israël, le nouvel ambassadeur des États-Unis aux Nations unies, Charles A. Yost, déclare officiellement Jérusalem-Est «territoire occupé»<sup>206</sup>. Les États-Unis, qui ont toujours soutenu une Jérusalem unifiée entre 1947 et 1967, demandent donc, après unification de la ville sous souveraineté israélienne, sa division entre Jordaniens et Israéliens. En outre, alors qu'ils n'ont jamais reconnu officiellement l'appartenance de Jérusalem-Ouest à Israël entre 1949 et 1967, ils la réclament implicitement à partir de 1967. Mais l'apogée de la confusion est atteint le 9 décembre 1969, lorsque le secrétaire d'État américain William P. Rogers énonce son fameux «plan de paix» qui prône l'unification de la Ville sainte. Le puissant lobby juif américain s'insurge mais les propositions ne seront pas appliquées<sup>207</sup>. En fait, Nixon n'a jamais cessé de construire la politique du Moyen-Orient sur la peur d'une confrontation avec l'URSS: si les États-Unis abandonnaient les pays arabes, Moscou se chargerait de les intégrer à sa sphère d'influence. C'est pourquoi, il n'hésitera pas à qualifier plusieurs fois Jérusalem Est de «territoire occupé».

Le 17 septembre 1978, s'ouvrent les négociations de Camp David entre le président égyptien Anouar Al-Sadate et Israël sous l'égide des États-Unis. La question de Jérusalem fait l'objet d'un profond malentendu. Sadate tient à voir Jérusalem qualifiée de «territoire occupé». M.Begin menace dans ces conditions de rompre les négociations. J.Carter, ballotté entre ces deux intransigeances, impose dans les accords une position envers Jérusalem, une position aussi floue et ambiguë que ses prédécesseurs: la ville se retrouve organisée sous deux régimes différents, l'internationalisation fonctionnelle et la division de Jérusalem! Mais les deux laissent comprendre que les États-Unis sont contre l'annexion de Jérusalem-Est...

### *Le tournant des années quatre-vingts*

Le 30 juillet 1980, la Knesset déclare Jérusalem, dans sa totalité, capitale de l'État d'Israël. Aux États-Unis, cette loi, obstacle au processus de paix, est considérée comme nulle et non avenue<sup>208</sup>. La question de l'hypothétique transfert du Premier ministre israélien dans l'Est de Jérusalem est rapidement rejetée par les États-Unis qui menacent de rompre les relations diplomatiques entre les deux pays. Le 20 août 1980, les Nations unies condamnent la résolution et appellent tous les États membres ayant une mission diplomatique à Jérusalem, à la déplacer rapidement de la Ville sainte

<sup>205</sup> LENCZOWSKI (George), *American Presidents and the Middle East*, Duhram et Londres, Duke University Press, 1990, p. 115.

<sup>206</sup> Déclaration du 1er juillet 1969. Lapidoth (Ruth) and Hirsh (Moshe), *the Jerusalem Question and its resolution-selected documents*, Martinus Nijhoff publishers, 1994, p.236-237.

<sup>207</sup> Richard Nixon, *Memoirs*, tome 2, p. 306-307.

<sup>208</sup> [[«US says Jerusalem Future Unchanged, Knesset law criticized by Washington, Bonn, Paris», *International Herald Tribune*, 1er août 1980.

vers Tel-Aviv, capitale effective. Treize nations, dont douze d'Amérique latine, celles-là même qui en 1967 avaient déplacé leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, transfèrent à nouveau leur ambassade de Jérusalem vers Tel-Aviv. Seuls les États-Unis s'abstiennent désormais de voter tant que les parties concernées au Proche-Orient ne négocient pas. Mais pour le lobby juif, cette abstention est vécue comme une trahison: qui ne dit mot, consent.

La même année, Ronald Reagan hérite d'une politique américaine confuse à Jérusalem. Le 1er septembre 1982, George P. Shultz lance le «plan de paix Reagan». R. Reagan y soutient l'auto-gouvernement palestinien dans les territoires réclamés par les Arabes, l'unité perpétuelle de Jérusalem et la nécessité de négocier entre les parties pour décider de son statut final. Son plan ne brille pas par sa nouveauté mais il ne qualifie pas les territoires disputés d'«arabes» ou d'«occupés» et annonce ainsi des débats plus ouverts. La nouvelle politique américaine mieux définie permet de relancer la question du déplacement de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem très soutenue au début des années 1980. Accepter ce transfert serait implicitement reconnaître une quelconque souveraineté d'Israël sur Jérusalem. Le refuser discréditerait la politique des États-Unis au Moyen-Orient. Débats et pression pèsent sur la politique étrangère américaine. Mais la pression interne des lobbies juifs américains est souvent plus lourde que celle qui vient de l'extérieur.

### **Les premières tentatives législatives du déplacement de l'ambassade (1984-1993): les enjeux diplomatiques**

La politique américaine est partagée entre la neutralité de l'ONU, dont elle est membre, ses relations économiques et stratégiques avec les pays arabes et la cause sioniste inspirée par un puissant lobby juif et un Congrès pro-israélien<sup>209</sup> ; pression lourde qui prendra toute son ampleur lors de la question du transfert de l'ambassade.

#### *Des influences américaines pro-sionistes au gouvernement*

L'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), fondé en 1954, est le principal lobby pro-israélien: il a pour but de promouvoir une politique américaine pro-israélienne en agissant, grâce à des moyens incitatifs -financiers ou électoraux- sur les grands organes du pouvoir qui ratifient toutes les décisions, c'est-à-dire le Congrès et le président. Le lobby juif dont la force est colossale négocie régulièrement pour - et à la place - du Congrès: ce dernier approuve toujours, à la majorité écrasante, toute proposition d'aide à Israël. Plus ou moins directement, cette pression joue sur l'exécutif qui, par peur des sanctions ou des punitions immédiates ou futures du lobby, préfère suivre les directives politiques et diplomatiques du lobby<sup>210</sup>. En outre, les présidents des États-Unis, pro-israéliens pour la plupart, ont d'autres motivations: ils souhaitent d'une part que la lutte contre l'antisémitisme perdure - chaque nouveau candidat hérite donc de la politique pro-israélienne de son prédécesseur- et sont

<sup>209</sup> MANSOUR (Camille), *Israël et les États-Unis ou les fondements d'une doctrine stratégique*, Paris, Armand Collin, 1995, p. 213-236. Camille Mansour tente de comprendre les liens internes qui unissent les États-Unis à Israël. Il faut noter que, étant donné le parti pris de l'auteur, son approche de la question est à nuancer sur bien des points.

<sup>210</sup> Un sénateur anonyme commente: «depuis quarante ans le comité pro-israélien fait la pluie et le beau temps sur la diplomatie américaine au Moyen-Orient... Dès que le président dit un mot de travers, c'est le vrai tir de barrage qui se déclenche». Mevel (Jean-Jacques), «Le poids du lobby pro-israélien», *Le Figaro*, 5 mai 1998.



influencés d'autre part, par des secrétaires d'État, des ministres ou des conseillers juifs ou proches d'Israël, A.Goldberg pour L. B.Johnson et H.Kissinger pour R.Nixon qui s'opposera au plan de paix Rogers.

La nouvelle politique amorcée par R.Reagan, la déclaration officielle de la Knesset sur Jérusalem, capitale unie, et la trêve de la guerre du Liban incitent les représentants du Congrès à lancer dès le début de l'année 1983 les premières mesures législatives destinées à déplacer l'ambassade des États-Unis à Jérusalem et de reconnaître enfin la Ville sainte comme la capitale de l'État d'Israël.

#### *Le projet de loi de février - mars 1984*

En 1983, quelques sponsors du Congrès proposent, pour la première fois depuis 1948, un projet de loi pour déplacer l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem. Il est présenté par le sénateur démocrate Daniel Patrick Moynihan et soutenu par 50 sénateurs et 225 représentants<sup>211</sup>.

Pour les Américains, aussi bien les démocrates que les républicains, Israël est un allié incontestable des États-Unis et tous reconnaissent la légitimité d'Israël en tant qu'État de droit<sup>212</sup>. De ce fait et pour les partisans du projet, il est inconcevable que les États-Unis, pays des libertés démocratiques, ne reconnaissent pas le droit à Israël de choisir sa propre capitale. En outre, Israël est la seule nation dans laquelle l'ambassade américaine n'est pas dans la capitale de l'État. La seule institution située à Jérusalem est le consulat qui dépend par ailleurs directement de Washington et non de l'ambassade comme pour les autres consulats américains. Il constitue avec Hong-Kong une exception. Faut-il alors assimiler le statut de Jérusalem avec celui de Hong-Kong, c'est-à-dire celui d'une colonie? Dans ce cas, pourquoi les États-Unis n'ont-ils pas implanté une ambassade à Macao, colonie portugaise?

En outre, le déplacement de l'ambassade mettrait fin aux actions contradictoires et à la «schizophrénie de la politique américaine envers Jérusalem»<sup>213</sup> qui laisse ses officiels visiter Jérusalem mais ne reconnaît pas la ville en tant que capitale. Conformément aux instructions du département d'Etat, l'accès à Jérusalem est interdit au secrétaire américain au Trésor, M.Michael Blumenthal en octobre 1977, et au secrétaire de la Défense, Harold Brown en 1979. En fait, les restrictions et les permissions dépendent du type de voyage effectué à Jérusalem. Pour rencontrer des officiels israéliens, il est hors de question d'aller dans la partie Est de la ville. En revanche, ils peuvent en faire le tour avec les autorités municipales »<sup>214</sup>.

Mais la véritable question est de savoir si les États-Unis peuvent reconnaître une ville disputée, déchirée entre les religions, non reconnue par la communauté internationale, décisive pour le processus de paix au Proche-Orient, comme la capitale d'un seul État, Israël. Déplacer l'ambassade serait contraire aux intérêts -financiers, pacifiques, stratégiques- des États-Unis et d'Israël et menacerait l'alliance diplomatique des deux alliés avec les pays arabes. En revanche, dès que le

<sup>211</sup> On se référera pour toute cette partie au *Hearing before the Committee on Foreign Relations*, S.Res.2031, 23 février 1984 (sous la référence *Senate 1984 US Embassy Hearing* dans l'article).

<sup>212</sup> *Senate 1984 US Embassy Hearings*, p. 10.

<sup>213</sup> Propos tenu par Thomas A. Dine, directeur exécutif de l'AIPAC, *ibid.*, p. 19

<sup>214</sup> La réaction du maire de Jérusalem, M.Teddy Kollek, est sans appel: «Je suis le maire de toute la ville et pas de sa moitié. Je comprends d'autant moins le comportement des Américains que leur ambassade n'est même pas située dans la partie occidentale de Jérusalem, où ils veulent bien admettre notre souveraineté»

statut de Jérusalem sera clairement établi, l'ambassade pourra être transférée sans condition dans la capitale choisie par Israël. D'un autre côté, ne pas déplacer l'ambassade reviendrait à soutenir les actions de l'OLP.

Jérusalem sous le contrôle israélien? Oui pour les partisans du déplacement de l'ambassade, Israël étant le plus apte à contrôler cette ville; pourquoi pas pour d'autres, mais les négociations restent primordiales pour définir son statut définitif; certainement pas pour les adversaires du projet, car elle demeure avant tout, la ville des trois religions.

À la Maison-Blanche, les réactions sont vives. Pour R.Reagan, qui avait pourtant déclaré Jérusalem capitale d'Israël lors de sa campagne électorale, le Moyen-Orient est encore trop fragile, la conjoncture trop précaire pour déplacer l'ambassade. En outre, il est entré en négociation depuis 1981 et une telle loi pourrait contrecarrer le processus de paix. Avec le veto de l'administration et le désistement de la plupart des membres du Congrès, le projet de loi est finalement abandonné dans le second semestre de 1984. Mais pour la première fois depuis trente-cinq ans, les membres du gouvernement souhaitent trouver une voie plus engagée et plus claire à l'égard du Moyen-Orient; désormais, le Congrès n'hésitera plus à exprimer son soutien à la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et à s'immiscer dans le domaine «réservé» du président, non sans conflit avec l'Administration.

À la fin du mandat de Reagan, l'ambassadeur américain en Israël Brown signe discrètement un accord avec les autorités israéliennes: il achète un lot de quatorze acres à Jérusalem Ouest. Ainsi, l'administration Reagan consent au State Amendment Appropriations Act de Jesse Helms de 1988, compromis entre les partisans d'une ambassade américaine située à Jérusalem et la politique prudente du département d'État, amendement qui accepte la construction provisoire de locaux diplomatiques à Tel-Aviv et à Jérusalem. Et pendant que s'opère ce rapprochement avec Israël, les États-Unis engagent au plus vite des négociations avec l'OLP afin de décider du sort de la Ville sainte.

#### *Une avancée dans les relations israélo-américaines: le Congrès contre la Maison-Blanche: 1988-1993*

Malgré l'échec du plan Shultz, secrétaire d'État américain de Bush, les initiatives se multiplient: le 31 juillet 1988, la Jordanie cède toute la partie Ouest des «territoires occupés» à l'OLP, qui revendique l'établissement d'un Etat palestinien avec Jérusalem pour capitale. Désormais les États-Unis traiteront avec Israël d'un côté et l'OLP de l'autre. Israël réagit: sous la présidence Bush, les relations israélo-américaines prennent un nouveau tournant.

Israël refuse catégoriquement toute négociation avec l'OLP, organisation «terroriste», malgré les nouvelles déclarations de Y.Arafat. En outre, l'administration Bush n'hésite plus à menacer directement Israël et à voter contre lui aux résolutions des Nations unies: les relations israélo-américaines se dégradent. Si la politique de Bush à l'égard de Jérusalem reste celle de son prédécesseur, alors que lui-même défendait durant sa campagne de 1988 le statut israélien de Jérusalem, il dénonce ouvertement dans les colonies israéliennes, les implantations «illégales» et «dangereuses» pour le processus de paix. Paradoxalement, par ses interventions et condamnations envers Israël, Bush gèle toute poursuite du processus de paix: le gouvernement Shamir et le Likoud pactisent avec la partie religieuse la plus extrême d'Israël. Quant à l'OLP, elle se félicite de ce

rapprochement avec les États-Unis et affiche ouvertement ses ambitions de récupérer la partie orientale de Jérusalem pour le futur État palestinien. Le 14 mars 1990, la Chambre des représentants au Congrès condamne sans appel la politique «anti-israélienne» du président et l'accuse de geler le processus de paix au Moyen-Orient. Pour contrer cette politique, le Sénat reconnaît unanimement le 22 mars 1990 dans un *sense of Congress*, Jérusalem comme la capitale indivisible et éternelle d'Israël. Cette résolution est réitérée le 6 mai 1992, pour le vingt-cinquième anniversaire de la réunification de Jérusalem. On assiste alors à une rupture entre la politique de la présidence et l'opinion publique américaine ralliée au Congrès. L'avènement du nouveau gouvernement Rabin en Israël calme les passions: l'une de ses premières mesures consiste à arrêter la politique de construction dans les «territoires occupés». Aux États-Unis, Bill Clinton, qui a lui aussi reconnu dans son discours électoral Jérusalem capitale officielle d'Israël, accède au pouvoir. Les relations israélo-américaines retrouvent un nouveau souffle.

### **Le Jerusalem Embassy Relocation Act: une victoire précoce? (1993 à nos jours)**

En 1992 s'ouvre l'ouverture des négociations entre l'OLP et Israël par les accords d'Oslo. La situation s'apaise et Clinton reste sur la position de Reagan pour Jérusalem: il s'abstient d'une part de voter aux condamnations de l'ONU concernant Jérusalem et d'autre part de désigner Jérusalem Est comme «territoire occupé». Mais en 1995, les représentants du Congrès remettent la question du transfert de l'ambassade des États-Unis à l'ordre du jour avec cette fois-ci bien plus de détermination.

#### *Les projets de loi de 1995: arguments et consensus*

Le 13 septembre 1993, la «Déclaration de Principes», première partie des Accords d'Oslo fait mention de Jérusalem, sujette à négociation entre les parties à la condition chère aux Américains qu'elle reste une ville unie. C'est l'occasion pour Israël de reconnaître l'OLP et pour le Congrès de relancer, dans un contexte de trêve, le projet de loi de 1984 avec quelques modifications et une nouvelle majorité...

Le 9 mai 1995, le sénateur Bob Dole du Kansas introduit un projet de loi qui vise à transférer l'ambassade au plus tard en mai 1999, date du processus final des négociations d'Oslo. La construction de l'ambassade commencerait dès la fin de l'année 1996. Tant qu'elle ne sera pas déplacée, le Congrès limitera le budget et les fonds annuels alloués aux ambassades et aux consulats par le département d'État. Au même moment, les leaders musulmans revendiquent la terre réservée pour la construction de la nouvelle ambassade à Jérusalem. Ce terrain aurait été confisqué par les Israéliens depuis l'annexion de Jérusalem-Ouest par Israël. Le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, choisit la voie de la conciliation pour éviter toute rupture du processus de paix.

Le 20 juin 1995, le secrétaire d'État Warren Christopher s'oppose catégoriquement au projet de loi. Il y oppose d'une part le processus de paix mis en péril par une telle loi et d'autre part la constitutionnalité de la loi, tout comme en 1984. L'utilisation de l'arme fiscale par le Congrès pour influencer sur la conduite de la politique étrangère du président, le seul habilité à reconnaître la capitale d'un pays et décider du choix de son ambassade, est jugée inconstitutionnelle. Or pour le Congrès

aucun article de la Constitution ne limite son action<sup>215</sup> et l'usage de ses pouvoirs financiers comme moyen de pression est non seulement une arme courante depuis le Watergate mais en outre ne viole la loi<sup>216</sup> : puisque le Congrès octroie des fonds pour les installations de l'ambassade américaine en Israël, il est légitimement en droit d'exprimer son avis sur la localisation de l'ambassade qu'il finance. Mais l'exécutif pourrait à son tour user de pression pour supprimer toute ambassade américaine en Israël, ultime solution à ne pas provoquer... Bill Clinton coupe court à ce débat juridique et menace le Congrès d'un veto si ce projet de loi est adopté. La législation est alors modifiée avant de réapparaître quelques mois plus tard sous une nouvelle forme.

Si le but de la loi reste clairement le même, certaines dispositions ont changé; les impératifs d'inauguration de l'ambassade sont assouplis: la date de construction n'est plus mentionnée mais 1999 reste une date butoir. En outre; l'accent est mis sur la garantie du libre accès des Lieux saints. Enfin, une clause de report de l'acte est accordée au président, si et seulement si celui-ci juge la «sécurité nationale» des États-Unis en danger. Cette clause permet d'échapper à la contrainte du veto en reportant tous les six mois la loi, jusqu'au moment jugé propice pour le déplacement de l'ambassade.

Les débats sont lancés à la mi-octobre 1995. Les partisans s'appuient sur la continuité du processus de paix depuis le lancement du nouveau projet de loi. La menace de rupture du processus est donc écartée. En outre, Israël espère fêter les 3000 ans de sa capitale sur le capitole américain le 1er novembre avec la venue de Y.Rabin et du maire de Jérusalem, Ehud Olmert. Le transfert de l'ambassade américaine et la reconnaissance de Jérusalem serait, pour le Congrès, un beau cadeau d'anniversaire. Par ailleurs, le fait que le début de la construction de l'ambassade ne soit plus mentionné démontre le respect du bon déroulement accordé au processus de paix et soulage nombre de sénateurs indécis. Enfin, les modifications inhérentes du projet qui prouvent le respect du bon déroulement du processus de paix, l'avènement des négociations au Moyen-Orient et la réalisation de la seconde phase de la Déclaration de Principes en septembre 1995 persuadent les plus indécis. Cependant, pour les opposants, la situation de paix est encore trop précaire au Moyen-Orient.

#### *Débats et contestations: des enjeux à la victoire*

Une partie du Congrès reste profondément opposée au projet. Les enjeux sont lourds, trop lourds; la Maison-Blanche en a conscience. Mais cette fois-ci, représentants et sénateurs sont bien décidés à faire passer la loi. Si tous les membres du Congrès reconnaissent Jérusalem comme la capitale éternelle et unie d'Israël, une frange réticente dénonce la non-constitutionnalité du projet, l'absence de comité décisionnel et la clause de «sécurité nationale» comme manigances politiques dangereuses pour l'intérêt du pays. Le grand problème reste l'impact négatif d'une telle loi sur le processus de paix car si le processus suit son cours, qu'en sera t-il quand la loi sera votée? Le Moyen-Orient demeure instable et le processus de paix trop fragile. Le temps n'est pas encore venu.

<sup>215</sup> Halberstam (Malvina) , «Can Congress move Embassy?», *Legal Time*, 9 octobre 1995. Article reproduit dans le *Congressional Record* du Sénat du 13 octobre 1995, in <http://thomas.loc.gov>, p.S.15177 à 15179.

<sup>216</sup> Deux excellentes synthèses résument clairement les pouvoirs du Congrès et du président: Kegley Jr (Charles W.) and Wittkopf (Eugène R.), *American Foreign policy, Pattern and process*, New York, St Martin's Press, 1982; Muski (Edmund), (Rush) Kenneth and (Thompson) Kenneth, *The President, the Congress and foreign policy*, Berkeley, University Press of California, 1986.

Le 24 octobre 1995, la loi est votée au Sénat et à la Chambre. Les républicains espèrent par là recevoir les faveurs du puissant lobby juif américain. Mais les démocrates redoutent les réactions des pays arabes. Le président Clinton s'insurge contre la loi mais n'impose pas son veto. Cependant, il utilise la clause de «sécurité nationale» pour repousser le transfert de l'ambassade. Or Clinton ne peut utiliser ce pouvoir qu'à partir du 1er octobre 1998. Il doit donc être réélu en 1996 pour en bénéficier. Les candidats potentiels à la présidence s'emparent alors de ce thème, tandis que les pays concernés réagissent fortement à une loi qui peut désormais faire basculer tout le processus de paix...

Aux États-Unis, le département d'État condamne la législation et redoute la réaction des pays arabes, la dégradation de l'image américaine et de son rôle dans le processus de paix.

Au Moyen-Orient, les réactions sont inévitablement violentes. Si l'autorité palestinienne ne condamne pas la loi, l'un des dirigeants de l'OLP, Faisal Husseini, menace les États-Unis d'un arrêt total, immédiat et effectif des pourparlers avec Israël. «C'est du sabotage direct»<sup>217</sup>. Le Hamas qualifie le vote de «détestable» et crie «au complot pour judaïser Jérusalem». Côté israélien, les pacifistes protestent mais les plus extrémistes s'apaisent. Le maire de Jérusalem, Ehud Olmert, prévoit la création d'une «cité des ambassades» à Jérusalem, dans le quartier d'Ein Kerem.

#### *Qu'en est-il depuis cinq ans?*

Le 4 novembre 1995 Yitzhak Rabin est assassiné par un extrémiste juif et avec lui disparaissent les espérances d'un prochain accord de paix entre Juifs et Arabes. En mai 1996, le chef du parti Likoud, Benyamin Netanyahu, arrive au pouvoir: Jérusalem, comme aucun autre territoire, est sujet à négociations. La paix prévue pour mai 1999 et avec elle le transfert de l'ambassade des États-Unis semble compromise.

Les tensions montent: les États-Unis condamnent la politique d'implantation israélienne dans des territoires disputés. Tandis que le Congrès reste favorable à l'établissement d'une ambassade à Jérusalem, Bill Clinton refuse d'adhérer à cette politique. Ainsi le 23 mai 1998, il oblige Newt Gingrich, président de la Chambre des représentants, à annuler la visite du futur site de l'ambassade américaine à Jérusalem. Le 10 juillet 1998, 19 représentants introduisent au Congrès le Jerusalem-Berlin Embassy Relocation Act. La construction prochaine d'une nouvelle ambassade à Berlin<sup>218</sup> fait l'objet d'un chantage qui ne lui concédera les fonds que lorsque celle de Jérusalem sera construite. «Berlin is Berlin. Jerusalem is Jerusalem. For us, it is two separate issues»<sup>219</sup> rétorque Bill Clinton. Le projet est un échec total.

Le 1er octobre 1998, comme prévu, Bill Clinton use de la clause de report et repousse de six mois l'échéance de la construction de l'ambassade américaine à Jérusalem. En outre, il recule pour septembre 2000 le processus de paix à l'issue duquel un État palestinien et la construction de la Mission à Jérusalem devraient voir le jour. Le Congrès projette d'introduire une nouvelle loi dans laquelle le président ne pourrait plus recourir à la clause du report. Washington et Ehud Barak, nouveau ministre modéré israélien réagissent contre de telles mesures. Le 14 mai 1999, l'ambassade

<sup>217</sup> Déclaration de Yasser Arafat depuis le Caire, à l'issue d'un entretien avec le président égyptien Moubarak, dans Trano (Stéphane), «Jérusalem, le défi Américain», *Tribune Juive*, janvier 1996.

<sup>218</sup> Il existait deux ambassades américaines à Berlin pendant la guerre froide. La réunification du pays en 1991 donne l'occasion aux États-Unis de n'en construire qu'une seule dans la capitale allemande pour 1999.]

<sup>219</sup> Shapiro (Michael), «US Lawmakers push to move embassy to Jerusalem», *Jewish Bulletin of Northern California*, 17 juillet 1998

des États-Unis établit tranquillement son premier pied-à-terre à Jérusalem. Cette dernière s'établit à l'hôtel Hilton, proche du centre de la ville, pour recevoir les délégations officielles. Le 17 juin 1999, Bill Clinton use à nouveau de la clause de report afin de préserver les perspectives de paix au Proche-Orient. Critiqué par les membres du Congrès et les lobbies juifs, accusé d'être «pro-palestinien», B.Clinton déçoit une grande partie de son électorat. Il essaie de trouver un juste équilibre entre ce qu'il aimerait dire, et ce qu'il peut faire sans mettre en émoi le Moyen-Orient. En septembre 1999, lors d'une exposition de Walt Disney aux États-Unis, Jérusalem y apparaît comme une entité à part entière, sans aucune référence à la capitale d'Israël. Les législations et déclarations américaines sont donc restées lettre morte: même aux États-Unis, elle n'est pas reconnue capitale d'Israël.

Deux ans après, la situation n'a guère évolué: G.W.Bush vient de repousser pour six mois le transfert de l'ambassade. Et il en sera sans doute ainsi tant que les négociations n'auront pas abouti. Les États-Unis se refuseront à accorder la reconnaissance à aucune des parties revendicatrices.

Malgré le succès de la loi du Jerusalem Embassy Relocation Act de 1995, le déplacement de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, prévu au départ pour 1999, est chaque année retardé. Cette loi fait l'objet d'importants enjeux dans une région en guerre depuis 50 ans, de pressions internes souvent divergentes sans compter le rôle délicat du président des États-Unis qui doit à la fois sauvegarder la sécurité de son pays et perpétuer l'amitié israélo-américaine consolidée au fil des présidences américaines. En fait, la politique américaine envers Jérusalem n'a guère évolué depuis 1947: elle a simplement subi les changements des différentes administrations, des événements politiques, des nouveaux présidents à la Maison-Blanche. Et pour preuve: depuis cinquante ans, on pense au transfert de l'ambassade; depuis 40 ans, on en parle ouvertement; depuis vingt ans, on en débat au Congrès; depuis cinq ans la loi de déplacement est votée et pourtant... rien n'est fait. Jusqu'à l'aboutissement des négociations de paix au Proche-Orient, le président américain continuera d'imposer son veto au transfert de son ambassade. Pour reprendre les termes de Slonim Shlomo dans son livre *Jerusalem in America's Foreign Policy*: «la politique des États-Unis envers Jérusalem est marquée par une nostalgie de solutions dépassées et de situations qui n'ont jamais existé».

Jérusalem reste le sujet le plus délicat à aborder non seulement avec les pays arabes mais aussi avec les États-Unis et l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre lors des négociations. Jérusalem sera-t-elle un État autonome ou national? Quel sera le statut des Lieux saints et les frontières des souverainetés?...

Actuellement seuls deux pays ont implanté leur ambassade dans la Ville sainte: le Costa Rica et le Salvador.

Denis Guthleben, p. 149-157

→ [L'inathèque de France sur le site de la BNF](#)

Des autoroutes de l'information, des nouvelles voies de communication électronique, une diffusion en direct et en continu de données orales et visuelles... Le chercheur qui s'intéresse aux médias contemporains est confronté à un fleuve de données. Les métaphores employées sont révélatrices: l'information ne circule pas sur des chemins de traverse, mais emprunte les grands boulevards; le flux est perpétuel, inaltérable, et le débit puissant.

À elles seules, la télévision et la radio, qui conservent - pour l'instant? - les faveurs du grand public, contribuent à alimenter chaque jour et sans relâche des sources déjà pléthoriques.

De plus, et pour compliquer davantage encore leur étude, ces sources sont évanescentes: les tables de granit ont fait long feu et l'épigraphie est une discipline condamnée à l'extinction. L'homme ne veut plus conserver, mais transporter. À l'instar des journaux quotidiens, qui meurent et renaissent à chaque nouvelle édition, les documents audiovisuels ne vivent que le temps de leur diffusion. Et même à ce moment précis, ils restent impalpables: les images défilent, les sons se perdent.

Si la prise de conscience de l'intérêt scientifique de ces documents est tardive en France, de nouveaux outils de travail permettent désormais de canaliser le flux et de le rendre lisible comme le seraient des archives écrites. L'ouverture du centre de consultation de l'Inathèque de France, sur le site de la Bibliothèque nationale, est à ce sujet symptomatique: il met à la disposition du chercheur les moyens nécessaires à l'appréhension et à l'exploitation des archives de la radio et de la télévision françaises.

### **L'INA et l'Inathèque**

L'Institut National de l'Audiovisuel (INA) est un établissement public à caractère industriel et commercial créé en 1975. Il est chargé de conserver et d'exploiter les archives de la radio et de la télévision françaises de ces soixante-dix dernières années. L'INA est également présent dans de nombreux autres domaines de l'audiovisuel. Producteur de documentaires et de fictions pour la télévision, pôle d'études et de recherches technologiques et musicales, il constitue également le premier centre européen de formation professionnelle aux métiers de l'audiovisuel et du multimédia[[Les informations qui sont citées ici peuvent être trouvées dans la brochure «L'Institut National de l'Audiovisuel à la Bibliothèque nationale de France» ainsi que sur le site Internet de l'INA, [www.ina.fr](http://www.ina.fr)]]. En outre, l'INA publie des ouvrages se rapportant aux médias et à l'audiovisuel: récemment, en collaboration avec la maison d'édition De Boeck, il a inauguré une nouvelle collection comprenant, par exemple, une étude sur la représentation télévisée du conflit en Bosnie<sup>220</sup>.

Le 1er janvier 1995 a vu la naissance d'un nouveau département au sein de l'INA: l'Inathèque. Celle-ci assure, selon la loi du 20 juin 1992 sur le dépôt légal, «la conservation patrimoniale et la communication des œuvres et des documents de la radio et de la télévision françaises, à des fins de recherche». L'Inathèque recueille ainsi depuis 1995 les programmes de l'ensemble des diffuseurs nationaux hertziens de télévision (TF1, France 2, France 3, Canal +, La Cinquième, ARTE et M6) et des cinq chaînes nationales de Radio France (France Culture, France Info, France Inter, Radio Bleue et France Musique). Son centre de consultation a ouvert ses portes en octobre 1998, après quatre années de préfiguration, au rez-de-jardin de la Bibliothèque nationale de France.

---

<sup>220</sup> Charaudeau (Patrick) (dir.), *La télévision et la guerre*, Bruxelles, INA-De Boeck Université, 2001.

### *Les sources, le critère de nationalité française*

Le dispositif légal et réglementaire (décret du 31 décembre 1993) a retenu tout d'abord le critère de nationalité française dans la sélection des documents alimentant le dépôt. Le chercheur en relations internationales ne doit donc pas s'attendre à trouver à l'Inathèque des émissions créées ou diffusées ailleurs que dans l'hexagone. Cependant, les sources qui sont mises à sa disposition se révèlent exceptionnelles dès lors que son travail concerne le domaine de la représentation médiatique de populations ou de pays étrangers. Elles permettent ainsi de faire la lumière sur les informations livrées par les médias à l'opinion publique française et donc sur l'image que cette dernière se fait du monde.

Dans le cadre des recherches internationales, cette notion d'image (comprise dans son sens large, c'est-à-dire de représentation) est devenue fondamentale pour la compréhension des rapports qui s'établissent entre les nations. «Notre civilisation est celle de l'image»: l'adage est devenu célèbre, autant que celui qui rappelle qu'«une image vaut dix mille mots». Encore convient-il de nuancer: l'homme a toujours créé ou combattu, vénéré ou haï les images. Notre époque n'en a donc pas le monopole. Par contre, elle a atteint un stade avancé dans leur diffusion et dans leur utilisation. Ainsi, aux États-Unis, un conseiller de l'ancien président Clinton avoua-t-il dernièrement à un Européen de passage à Washington que la Maison-Blanche ne basait pas sa politique étrangère sur la CIA et ses rapports, mais sur CNN et ses reportages, car pour avoir l'adhésion du public, il fallait partir des mêmes informations<sup>221</sup>. Ce constat de l'impact des médias, audiovisuels en particulier, sur l'organisation des relations internationales, dépasse le simple niveau anecdotique: l'intervention des G.I.'s en Somalie en décembre 1992, décrétée par l'Administration Bush après la diffusion (par CNN, précisément) d'images de famine ayant ému l'opinion publique américaine, est l'exemple le plus souvent invoqué par les chercheurs à ce sujet. Dans le même registre, on retrouve la guerre du Golfe (qualifiée de «TV war», comme le fut parfois la guerre du Vietnam en son temps) ainsi que les événements récents, découlant directement des attentats du 11 septembre 2001, et qui ont profité d'un écho médiatique sans précédent<sup>222</sup>.

### *Le dépôt différencié*

Le décret du 31 décembre 1993 a également retenu le principe d'un dépôt différencié de la radio-télévision à l'Inathèque selon le genre de l'émission: les magazines, émissions, œuvres, variétés et messages publicitaires font l'objet d'un dépôt exhaustif; quant aux jeux, aux retransmissions sportives et à la seule édition quotidienne retenue du journal télévisé par diffuseur, ils sont incorporés de façon sélective; enfin, sept journées intégrales de diffusion sont conservées par an et par diffuseur afin d'offrir aux chercheurs un étalon de la programmation globale des chaînes.

---

<sup>221</sup> Cette anecdote est citée par Debray (Régis) dans *L'emprise*, Paris, Gallimard, 2000, p.43

<sup>222</sup> Dans son édition du 12 octobre 2001, le quotidien *Libération* soulignait ainsi légitimement que la guerre conduite par les États-Unis contre le terrorisme et le régime afghan des Talibans était avant tout une «guerre des écrans».



Les diffuseurs versent les programmes concernés à l'Inathèque quinze jours après leur diffusion. Le volume de documents conservés s'accroît donc régulièrement, de dix-sept mille heures par an en moyenne pour la télévision et de vingt-trois mille heures pour la radio.

#### *La documentation écrite*

Le décret mentionne enfin le versement de documents écrits liés à la production des émissions, à leur programmation, leur diffusion et leur promotion. Cette documentation est dite «d'accompagnement» car elle permet de situer les émissions dans leur contexte. En effet, le chercheur éprouve parfois le besoin d'ancrer les séquences qui l'intéressent dans le flux radiophonique ou télévisuel. Dès lors, il peut se servir de ces documents, qui sont de deux natures: d'une part ceux relatifs à la programmation (des bulletins de presse ou des rapports du chef de chaîne, par exemple) et, d'autre part, ceux rattachés à un programme spécifique (le texte d'un journal parlé à la radio, des fiches d'émissions pour la télévision). Chaque année, l'Inathèque accroît ses archives écrites de trente-cinq mille documents en moyenne.

#### **Le trajet du chercheur**

L'Inathèque de France accueille dans son centre de consultation les usagers qui justifient d'un objet d'étude nécessitant la consultation de documents du dépôt légal ou de certaines émissions d'archives. Elle est plus qu'un lieu de recherche *stricto sensu*, c'est-à-dire de simple consultation de sources. En effet, elle propose également une assistance technique ainsi que des conseils méthodologiques qui se révèlent précieux pour aborder un domaine aussi complexe et mobile que celui des médias. En outre, elle met à la disposition des chercheurs des outils d'exploitation permettant de rationaliser l'utilisation des documents radio- ou télédiffusés.

Ces outils sont directement accessibles pour chaque usager sur une station de lecture audiovisuelle («SLAV»). La SLAV est une station multimédia répondant à deux critères: la polyvalence, tout d'abord, dans la mesure où elle donne accès à tous les services proposés par l'Inathèque depuis une borne informatique personnelle à chaque chercheur et sur laquelle les travaux peuvent être sauvegardés indéfiniment; l'aide intelligente, ensuite, puisqu'elle regroupe, en plus des outils bureautiques traditionnels (traitement de texte, tableur et grapheur), des logiciels d'analyse. Parmi ces derniers, les trois principaux ont été conçus pour accompagner l'usager dans les différentes phases de sa recherche. L'Inathèque dispose d'un parc de 64 stations de consultation.

#### *La constitution du corpus: HyperBase*

L'interface HyperBase permet d'accéder, à travers une base de données Basis, à toutes les notices des documents composant le fonds d'archives de l'Inathèque. Chacune de ces notices contient des informations précises sur la réalisation, le contenu et la diffusion de l'émission à laquelle elle se rattache. En insérant les données de son sujet de recherche, l'usager peut ainsi accéder rapidement à l'ensemble des documents susceptibles de l'intéresser. A titre d'exemple, pour un travail portant sur la

représentation des États-Unis dans les actualités télévisées françaises de 1995, les critères suivants peuvent être retenus: le type d'émission («journaux télévisés»), la date de diffusion («1995») et le mot-clé («États-Unis»).

Le système permet de rassembler ensuite automatiquement les notices répondant à ces critères et de les afficher sous forme de liste pouvant être consultée dans le détail. Pour l'exemple cité ci-dessus, elle mentionnera l'existence de 1161 notices, ce qui signifie que, toutes chaînes confondues, les informations françaises (les grand-messes de 20 heures, les formats courts tel que le *8-et-demi* d'ARTE, les flashes spéciaux, etc.) ont diffusé un nombre équivalent de reportages traitant des États-Unis en 1995<sup>223</sup>. L'utilisateur peut également préciser ou, au contraire, généraliser sa prospection: les États-Unis en 1995 à la télévision française, c'est la normalisation des relations avec le Vietnam, l'attentat d'Oklahoma City, le retour de Mike Tyson sur les rings, la navette spatiale Atlantis rencontrant la station orbitale Mir, le show de Frank Sinatra pour son quatre-vingtième anniversaire, ou la sortie du film *Waterworld* avec Kevin Costner. Libre au chercheur, en utilisant l'outil informatique, de privilégier le sport, l'aérospatiale, le cinéma ou la diplomatie.

#### *La gestion du corpus: MediaCorpus*

MediaCorpus est avant tout un outil de classement statistique. Il arrive effectivement au chercheur d'obtenir, par l'intermédiaire d'HyperBase, plusieurs centaines de notices se rapportant à son sujet d'étude. Dans ce cas, par souci de rigueur ainsi que d'aisance dans son travail, il peut être tenté de les réorganiser selon des critères qu'il aura définis personnellement. Le programme de MediaCorpus le guide dans l'accomplissement de cette tâche. Élaboré et testé en étroite collaboration avec des équipes de chercheurs, son utilisation est particulièrement instinctive et facilite la gestion des grands ensembles de sources.

Les notices ayant trait à la représentation des États-Unis dans les journaux télévisés de 1995 peuvent par exemple être reclassées dans des rubriques plus précises: la politique intérieure, les relations étrangères, l'actualité culturelle, les faits divers, ou d'autres encore selon l'optique que le chercheur compte donner à son travail. Au final, les résultats peuvent être affichés sous la forme d'un graphique à entrées multiples (chronologiques et thématiques), qui révèle les principales tendances du traitement médiatique réservé au sujet exploité.

#### *L'exploitation du corpus: VideoScribe*

VideoScribe permet le visionnage-ou l'écoute lorsqu'il s'agit de sources radiodiffusées-des documents sélectionnés. Encore une fois, l'utilisateur effectue toutes les manipulations depuis sa SLAV, de la commande des cassettes à leur exploitation. En effet, la SLAV est directement reliée à un magnétoscope et comporte un lecteur de sources audio. Le chercheur peut ainsi accéder aux documents, en «capturer» des fragments (des images fixes pour une émission télévisée, par exemple) et insérer à la suite ses propres commentaires. Il peut enfin exploiter le fruit de son travail en le faisant graver sur un CD-Rom.

---

<sup>223</sup> Ce corpus de sources a fait l'objet d'une analyse dans mon mémoire de DEA, *Les États-Unis dans les actualités télévisées françaises*, dirigé par André Kaspi et soutenu à Paris1 en juin 2000. Il sera intégré dans une étude globale sur la représentation des États-Unis à la télévision française à partir de 1995, dans le cadre de ma thèse de doctorat (en cours), sous la direction d'André Kaspi.

En outre, en raison des évolutions technologiques dans les domaines de la numérisation et de la compression du signal vidéo, l'Inathèque a commencé à remplacer, dès 2001, les supports analogiques par la captation et l'enregistrement numérique, au format MPEG 2 pour la conservation et MPEG 1 (c'est-à-dire sous la forme de DVD-Rom) pour la consultation.

La fondation de l'Inathèque, consécutive aux dispositions légales et réglementaires de 1992 et 1993, est révélatrice de la reconnaissance des nouveaux médias comme forme majeure d'expression contemporaine. La forte augmentation du nombre de recherches sur la radio et la télévision ces dernières années, ainsi que l'intérêt que ces moyens de communication suscite au sein de la communauté scientifique, prouvent qu'ils ont acquis un statut culturel identique à celui des autres vecteurs (écrit, cinéma, photographie).

Pierre Journoud, p. 159-162

→ De l'Intérieur à l'International en passant par Fontainebleau...

**PIERRE JOURNOUD**

Dans son inlassable quête de sources, le chercheur en histoire des relations internationales ne se tourne pas spontanément, *a priori*, vers le ministère de l'Intérieur, administration supposée assez peu ouverte aux problèmes qui se posent au-delà des frontières de l'Hexagone. Et pourtant, une brève plongée dans les inventaires suffit à prouver que peu de sujets intéressant l'histoire des relations internationales n'échappent à l'étude et à la réflexion, sinon à la compétence, des services de la place Beauvau.

Les archives du ministère de l'Intérieur sont réparties entre trois centres distincts: le CAOM<sup>224</sup>, le CHAN<sup>225</sup>, et le CAC<sup>226</sup>, sans doute le plus utile à l'historien des relations internationales. C'est à la «mission des archives nationales auprès du ministère de l'Intérieur» que revient depuis 1952, sous la houlette d'un «Service des missions», la charge du traitement des archives de ce ministère et de leur transfert vers les centres des Archives nationales. Un guide thématique de recherches est disponible sur le site Internet de la mission<sup>227</sup> mais, tout précieux qu'il soit, il ne dispense pas de la consultation

<sup>224</sup> Centre des archives d'Outre-Mer, pour les archives relatives à l'Algérie, situé au 29, chemin du Moulin-Detesta 13090 Aix-en-Provence (tél.: 04 42 93 38 50). Site Internet: [www.archivesnationales.culture.gouv.fr/caom/fr/index.html](http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/caom/fr/index.html)

<sup>225</sup> Centre historique des archives nationales, pour la période de la Révolution à 1958. 11, rue des Quatre-Fils, 75003 Paris (tél.: 01 40 27 64 19). Site Internet: [www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/](http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan/)

<sup>226</sup> Centre des archives contemporaines, couvrant la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale (ou 1958 selon les cas). 2, rue des Archives 77300 Fontainebleau (tél.: 01 64 31 73 00). Site Internet: [www.archivesnationales.culture.gouv.fr/cac/fr/index.html](http://www.archivesnationales.culture.gouv.fr/cac/fr/index.html)

<sup>227</sup> Site qu'on trouvera à l'adresse suivante: [www.interieur.gouv.fr](http://www.interieur.gouv.fr)

des inventaires exhaustifs des archives, soit au CAC de Fontainebleau, soit au siège de la mission des archives<sup>228</sup>.

À la lecture de ces inventaires, on est d'abord frappé par l'extrême diversité des sujets abordés, en particulier dans le fonds des archives de la direction générale de la police nationale (DGPN). Bien des pays, à des titres divers, sont évoqués en détails ou par incidence, dans des documents tels que des bulletins de renseignement hebdomadaires, mensuels et annuels, émanant de divers organismes: service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE, dépendant du ministère de la Défense), direction centrale des renseignements généraux (DCRG), service des voyages officiels et de la protection des hautes personnalités (SVOPHP), ou encore service de coopération technique internationale de police (SCTIP), chargé de la coopération policière avec les États étrangers.

Dans le champ international des années 1950 aux années 1970, une place de choix est réservée à l'Afrique. Mais l'Amérique (Nord et Sud), l'Asie aussi bien que l'Europe ne sont pas en reste. Les fonds de la direction générale de l'administration (DGA) comme de la DGPN recèlent par exemple une quantité non négligeable de documents sur la construction et la coopération européennes jusqu'au début des années 1990. L'immigration et le contrôle aux frontières, la lutte contre la drogue ou les accidents de la route ne sont pas les seuls sujets traités; le Conseil de l'Europe, les rapports entre les États de la CEE, les relations de celle-ci avec les régions, le marché unique européen, la défense des droits de l'homme sont aussi évoqués en tant que tels dans les inventaires.

La matière ne manque pas non plus sur l'existence en France d'associations à vocation internationale, sur l'activité des ressortissants étrangers sur le sol français, ou sur les relations des partis politiques français avec l'étranger. Les manifestations proétrangères (prosoviétiques, provietnamiennes, etc.) ou les prises de position publiques sur des questions internationales ont été, semble-t-il, particulièrement scrutées.

Une autre entrée possible est celle par les noms propres: plusieurs dizaines de personnalités apparaissent ainsi dans des index extrêmement commodes qui renvoient généralement aux dossiers des Renseignements Généraux: de Georges Marchais à Jean-Marie Le Pen, de François Mitterrand à Jacques Chirac, Maurice Couve de Murville, Valéry Giscard d'Estaing, Pierre Mendès France, Edgar Faure, Charles Hernu, Raymond Barre, Jacques Chaban-Delmas..., la liste des personnalités politiques marquantes de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> République, auxquelles se sont plus particulièrement intéressés les «RG», est fort longue.

Reste que la consultation de la plupart de ces documents est soumise à l'obtention d'une dérogation. Sur ce point, on nous assure à la mission des archives que, contrairement à une opinion généralement admise, les demandes de dérogations sont très souvent accordées. Les statistiques effectuées par la Mission montrent en effet que 78,97% des articles conservés au CAC demandés en dérogations en l'an 2000 ont été accordés. La moyenne tombe à moins de 65% pour les archives de la DGPN, évidemment la plus sensible. Comme partout ailleurs, un délai de plusieurs semaines est nécessaire avant d'obtenir une réponse.

Après quoi, il faut encore se rendre au coeur de cette belle forêt «royale et impériale» de Fontainebleau (l'automne de préférence...) pour accéder aux cartons d'archives. Car c'est là, on le sait, que se trouvent les archives de tous les ministères-Budget, Affaires étrangères et Défense nationale exceptés. La petite histoire y rejoint d'ailleurs la grande puisque le départ des Américains de

---

<sup>228</sup> 11, rue Cambacérès, 75008 Paris.

Fontainebleau, consécutif au retrait de la France du commandement militaire intégré de l'OTAN, avait laissé vacant un terrain, ainsi qu'un ensemble de bâtiments, qui ont aussitôt été affectés aux Archives nationales. C'est ainsi que depuis 1967, Fontainebleau, conforté dans sa vocation culturelle et internationale, accueille les archives du ministère de l'Intérieur, dont les historiens de l'International n'ont pas fini de découvrir toute la richesse.

Bernard Ludwig, p. 163-169

→ Milieux, réseaux et personnalités porteurs de projets d'unité européenne

**BERNARD LUDWIG**

Quelle diversité pour un colloque sur... l'unité européenne! La principale caractéristique du colloque organisé par la section Histoire de l'Université de Cergy-Pontoise, dirigée par Gérard Bossuat, a sans doute été sa richesse - même si la remarque peut paraître banale.

Cette richesse s'appuie, en premier lieu, sur le réseau international - essentiellement européen - d'historiens mis en place dans le cadre du programme de recherche sur *Les identités européennes au XXe siècle* lancé en 1989 par René Girault, puis continué depuis 1994 par Robert Frank (Université ParisI) et Gérard Bossuat (Université de Cergy-Pontoise). À ce titre, le colloque constituait d'ailleurs la première manifestation d'une nouvelle phase<sup>229</sup> (*Espaces Européens et Temps de l'Europe*) du programme cité plus haut. Cette sorte de *think-tank* virtuel européen assure ainsi déjà en soi et surtout à chaque fois qu'il devient réel lors des colloques une dimension européenne. Or, celle-ci, en plus de créer une Europe des historiens, engendre *de facto* une variété de points de vue, constamment enrichie par les différentes traditions ou préoccupations historiques nationales. On ne sera donc pas étonné que cette coopération a ici, une fois de plus, conduit à une grande diversité des thématiques et des intervenants (plus d'une trentaine!).

En second lieu, on pourrait dire que le résultat du colloque est peut-être de s'inscrire pleinement dans le nouveau programme de recherche établi pour les années à venir. Ce qui frappe en effet, c'est à la fois le cadre chronologique et le cadre spatial des communications.

La chronologie ne s'est en effet pas contentée de balayer le XXe siècle, mais a voulu donner des ouvertures originales. On a pu, grâce à la contribution de François Pernot (Université de Cergy-Pontoise), se rendre compte par exemple que l'Europe économique était non seulement une des idées européennes les mieux partagées depuis les années 1920, mais qu'elle fut déjà en son temps réclamée par les Physiocrates du XVIIIe siècle. Bien sûr, les mots utilisés n'ont pas toujours les mêmes significations qu'au XXe siècle, mais, s'inscrivant dans la problématique des milieux et des réseaux - notions fondamentales de l'histoire de la construction européenne - François Pernot a su montrer que les Physiocrates pouvaient, au moins à ce titre, apparaître comme des précurseurs. Ils dépassent les projets d'individus, comme Sully ou l'abbé de Saint-Pierre, et développent des projets européens plus globaux que des ententes entre princes. Plus de deux cents ans ont finalement été

<sup>229</sup> La troisième phase, commencée en 2001, doit durer jusqu'en 2004.

nécessaires à des revendications alors aussi utopiques que visionnaires: libre circulation des biens et des personnes ou monnaie commune, pour ne citer que les plus visibles aujourd'hui.

L'entre-deux-guerres, moment étrange de l'histoire de la construction européenne où tant d'idéalisme se retrouve subitement confronté au second conflit mondial, semble souligner cet héritage des Physiocrates. L'Europe par l'économie, ou de l'économie, semble alors attirer nombre de réseaux et de milieux. Qu'il s'agisse des économistes, qui déjà s'intéressent aux questions de «gouvernement économique européen», comme a pu le montrer Olivier Dard (Université ParisX-Nanterre) ou, dans une plus forte mesure, des industriels, comme l'illustrèrent trois exemples précis - Robert Bosch (Joachim Scholtyssek, Université de Bonn), Etienne Fougères (Etienne Deschamps, Université catholique de Louvain-la-Neuve) et Jean Hennessy (Jean-Michel Guieu, Université ParisI). Bien souvent, la volonté de créer une Europe des marchés, des ententes et des cartels fut avant tout destinée à servir les industriels et leur fortune, mais leur action ne peut se limiter à une motivation simplement mercantile. La «diplomatie privée» dont ils usèrent et leur proximité avec les milieux proeuropéens de l'entre-deux-guerres prouvent bien qu'ils partageaient un idéal supra-économique. Le colloque a montré à quel point les attitudes de ce milieu par rapport à l'Europe sont complexes et que l'on y discerne plus nettement qu'ailleurs les tensions entre idéalisme et intérêts personnels, matériels ou nationaux. Hennessy et Fougères par exemple crurent que l'Europe allemande des nationaux-socialistes leur permettrait de réaliser leur rêve européen. Robert Bosch, au contraire, comprit que telle n'était pas la voie de l'Europe et soutint la résistance libérale à Hitler. Ces deux attitudes diamétralement opposées montrent bien que l'idéal pouvait alors soit dominer l'intérêt mercantile, soit se mettre à son service, mais qu'en tout cas il était une motivation partagée par les milieux économiques.

Cet idéalisme fut porté également par le monde intellectuel et politique de l'entre-deux-guerres. Ses précurseurs permettent de souligner combien les années 1920 furent un temps fort du rôle des milieux et des réseaux «porteurs de projets d'unité européenne». Guido Müller (Université d'Aix la Chapelle) a montré que les milieux franco-allemands avaient souvent joué un rôle moteur dans la mise en place de ces réseaux européens. Formant un milieu par excellence, proeuropéen de surcroît, les genevois et les réseaux de la SDN furent aussi ce laboratoire d'idées dans lequel baigna Aristide Briand. Christine Manigand (Université du Maine) mit en perspective l'exemple de l'action de Louise Weiss à travers son journal *L'Europe Nouvelle* et montra bien les ambiguïtés de ce milieu: aspirations à créer un nouvel ordre international pacifique global mais difficulté à mettre de l'ordre dans le foyer européen. Ces oppositions d'échelles jouèrent également un rôle dans les tensions entre préoccupations nationales et européennes au sein des projets élaborés dans le cadre du mouvement *Pan-Europe* de Coudenhove-Kalergi, comme le montra Lubor Jilek (Université de Genève). Seule la Belgique, et c'est là l'apport de la contribution de Thierry Grobois (Université catholique de Louvain), aura peut-être réussi au cours de la Seconde Guerre mondiale à garder le cap vers un projet unitaire européen, tout en prenant soin de repenser sa vision de l'Europe au grès de l'évolution de la guerre.

La fin des années 1940 et les années 1950 donnèrent vraiment naissance à l'Europe sous une forme structurée et juridiquement définie au niveau international. La période constitua donc, logiquement, un autre moment du colloque. On pourrait en retenir peut-être deux points forts: le rôle des États-Unis et le rôle de la démocratie-chrétienne. Les milieux économiques américains, à l'exemple du *Committee for Economic Development* analysé par John Soares (George Washington University) ou de la Fondation Ford mise en lumière par Valérie Aubourg (Université ParisIV), furent à l'honneur. Leur implication dans la construction européenne - démultipliée par leurs liens avec le pouvoir politique américain - sont sans doute en cours de réévaluation. L'impact des démocrates-chrétiens sur l'idée européenne, et notamment sur une Europe fédérale, n'est pas une nouveauté historiographique. Il fut toutefois enrichi tant par les développements de Daniela Preda (Université de

Gênes) que par Alfredo Canavero (Université de Milan) qui fit le portrait de Montini, futur PaulVI, ou encore par Kristin Pokorny qui mit l'accent sur les projets fédéralistes régnant dans les milieux des *Frankfurter Hefte* et du *Rheinischer Merkur*. Ces années fondatrices pour l'Europe n'auraient été illustrées de façon juste si on n'y avait pas fait une place aux milieux socialistes dont parla Gérard Bossuat (Université de Cergy-Pontoise) et à l'interrogation du lien entre Europe et franc-maçonnerie présenté par Denis Lefebvre (OURS). Anthony Adamthwaite (University of California Berkeley) et Mathias Schönwald (Université de Wuppertal) présentèrent respectivement les approches essentielles de certaines personnalités telles Anthony Eden ou Walter Hallstein.

Enfin, les contributions d'Andreas Wilkens (Université d'Orléans) sur la vision européenne de Willy Brandt et de son conseiller Egon Bahr, de Jean-Marie Palayret (Archives européennes de Florence) autour du projet Spinelli, de Michelle Weinachter (Université de Cergy-Pontoise) sur Valéry Giscard d'Estaing ou encore de Georges Saunier (Université ParisI) sur l'équipe européenne de François Mitterrand nous rappellent surtout que l'histoire de la construction européenne est en grande partie une histoire du temps présent. C'est parfois même une histoire immédiate, comme l'a montré la communication de Gregory Grygowski (Université de Cergy-Pontoise) sur «les milieux d'affaires américains et l'Euro», qui forment une continuité dans la construction européenne depuis les années 1950, aspects évoqués par Valérie Aubourg et John Soares. Les communications sur l'après 1970 met une nouvelle fois l'accent sur le poids des hommes (Giscard d'Estaing, Brandt) et des groupes d'hommes («milieu Spinelli», milieu européen autour de Mitterrand, milieux d'affaires).

Une des particularités du colloque fut d'affirmer d'emblée le nouvel axe de recherche: espace et temps de l'Europe. L'actualité de la construction européenne mais aussi l'histoire - notamment depuis 1989 - a fait resurgir avec plus de force l'importance de la géographie, à l'heure où l'élargissement de l'Europe apparaît à la fois comme un défi et une nécessité. Mais, depuis Hérodote, histoire et géographie ont souvent fait route commune. Un des mérites de ce colloque fut peut-être de donner non seulement une place à la dimension spatiale de l'Europe mais de rappeler également que l'historien peut à juste titre l'éclairer en la replaçant dans le temps. La communication de Marie-Pierre Rey (Université ParisI) «Qu'est-ce que l'Europe ou qu'est-ce qu'être Européen?» sur l'engagement européen du tsar Alexandre Ier concilie par exemple à la fois la diversité chronologique esquissée auparavant et cette ouverture géographique vers une Europe élargie. Le besoin d'Europe viendrait-il alors à certains moments essentiellement de ses marges? L'engagement européen de l'Estonien Karel Pusta décrit par Julien Gueslin (Université ParisI) montre justement l'adhésion des pays Baltes à l'idée européenne dans l'entre-deux-guerres. Il est intéressant de voir comment Pusta fut «Estonien, Balte et Européen» à la fois. L'appartenance à des identités plurielles semble chez lui pleinement revendiquée. Et c'est en cela que l'exemple de Pusta doit pouvoir nourrir la réflexion actuelle sur l'élargissement: chaque identité enrichit l'autre. Ainsi, dans ce cas précis, Entente baltique et Europe unie se complètent. Pour Pusta ces réflexions se développent bien sûr par rapport au voisin russe. L'identité européenne des Baltes leur permet alors de se raccrocher à la maison Europe et, grâce à leur appartenance à un bloc vaste et puissant, de se sentir moins isolé face au monde russe. La guerre toutefois montra les limites de la force de l'Europe à s'imposer comme unité, surtout parce que celle-ci n'était pas réalisée. L'esprit européen des Pays Baltes ne fut plus alors qu'un souffle balayé par le vent des idéologies. Bien que mus par celles-ci, de nouveaux projets s'élaborèrent toutefois dans le sud de l'Est européen. C'est ce que montra Petrit Nathanaili (Université de Tirana) dans le cadre de son exposé sur «un projet régional d'unité des Balkans d'inspiration communiste, dans les années 1944-1948». Même l'Europe occidentale n'oublia pas d'essayer de voir, comme le Mouvement européen, comment associer cette autre Europe. Telle fut la réflexion de Josef Laptos (École Normale Supérieure de Cracovie). Malgré tout, les réflexions européennes d'un Tchèque comme Ripka pendant son exil à Londres, présentées par Vladimir Gonec (Université de Brno), montrent que l'idée

européenne transcende les idéologies. Faisant partie intégrante de la vision du monde des Européens de l'Est, leur sentiment d'appartenance à la famille du vieux continent n'en finit-il pas renforcé?

Une demi-journée fut consacrée à une table ronde avec des acteurs de premier plan de l'unité européenne. Alain Richard, ministre de la Défense, évoqua une politique européenne de la défense qui peine encore à se mettre effectivement en place malgré l'urgence qu'il y aurait à y parvenir. Mais l'essentiel de cette table ronde, dont une majorité d'intervenants était issue du milieu associatif à vocation européenne, ou des lobbies pour le dire plus crûment, fut peut-être plus encore de montrer que la construction de l'Europe progresse encore et toujours grâce à des milieux vecteurs de projets européens. L'ambassadeur de la France auprès de l'Union européenne ne manqua pas non plus de souligner cet aspect.

Peut-être peut-on enfin tirer de l'association de cette table ronde à la partie plus «scientifique» du colloque que l'histoire de l'intégration européenne est non seulement elle-même en cours de construction mais que son objet l'est tout autant, voire plus. Aussi est-il nécessaire de recourir à des acteurs de ce processus en cours qui aident l'historien à maîtriser un objet vaste et complexe, où les contradictions des logiques nationales sont souvent difficilement perceptibles. Il s'agit bien d'une histoire du temps présent. L'un des grands mérites de ce colloque a été de le démontrer par la pratique. Il a en effet non seulement réuni des acteurs très divers, mais a montré par ses problématiques (notion de milieux, importance de l'Est européen, limites chronologiques repoussées aux portes de notre présent...) comment l'histoire de l'Europe était plus que d'actualité et plus que vitale à la construction européenne en cours.

Raïssa Mézières, p. 171-181

→ [Gouvernance et Identités en Europe](#)

*RAÏSSA MÉZIÈRES*

«Gouvernance et identités en Europe», tel est le titre du colloque qui s'est tenu à la Sorbonne du 29 au 30 novembre 2001. Organisée par Robert Frank, cette manifestation avait pour but, à travers le croisement des recherches des différentes disciplines, de montrer le rôle et de définir l'influence de l'Union européenne. La réflexion sur l'Europe ne visait aucunement l'exhaustivité. Il s'agissait avant tout d'analyser le rapport entre la «bonne gouvernance» et la ou les identité(s) européenne(s), d'approfondir la notion de gouvernance en s'appuyant sur des études de cas.

Les notions de gouvernance et d'identité(s) peuvent apparaître problématiques à maints égards. Il a d'abord été question de «bonne gouvernance» puis de «gouvernance», terme synthétique qui renvoie à l'action de gouverner, à la manière de gérer et d'administrer. La question de l'identité, quant à elle, se pose à différents niveaux, et la réflexion s'exerce sur le plan national, mais aussi régional et européen. Les contributions d'historiens et d'économistes, de juristes et de linguistes ont permis d'alimenter un débat, de réfléchir sur une «histoire ouverte» (Robert Frank).



S'interroger sur les rapports entre «gouvernance» et identités en Europe, c'est d'abord retracer une perspective historique.

### **Changements identitaires et questions de «gouvernance» en Europe: une perspective historique<sup>230</sup>**

Robert Frank le rappelle, «l'identité européenne» est ancienne, elle se nourrit de valeurs communes. Cependant, cette identité culturelle ne s'est pas automatiquement transformée en sentiment unitaire, et l'idée politique d'Europe n'a pas débouché naturellement sur une identité politique. Il aura fallu les événements douloureux, voire traumatisants du XXe siècle, il aura fallu aussi différents syndromes (Verdun, Auschwitz, Yalta...) pour qu'apparaisse avec force un sentiment collectif de nécessité de construire l'Europe. Ce sentiment de nécessité, appelé aussi «conscience européenne», phénomène récent datant des lendemains de la Grande Guerre, «a joué un rôle fondamental dans le processus de construction européenne et de relance périodique de l'Europe à partir des années cinquante» (Robert Frank).

La conscience européenne ne se substitue pas pour autant aux identités collectives. Elle les modifie plutôt et se superpose à elles. Et les multiples niveaux d'identités sont à l'origine des difficultés de la «gouvernance européenne», avec à la fois des chevauchements entre instances de décision et un manque de transparence ou de visibilité des institutions de l'Union européenne. Dès lors, les dialectiques peuvent apparaître relativement complexes. Car, d'une part, c'est «le respect des identités et des démocraties nationales, qui a créé, d'une façon paradoxale, à la fois le consensus européen, sans lequel l'Europe ne se serait pas faite, et le déficit démocratique à l'échelle de l'Europe» (Robert Frank). D'autre part, identités et niveaux de gouvernance sont étroitement liés, et «la bonne gouvernance crée de la mauvaise, la mauvaise ne chasse pas forcément la bonne» (Robert Frank). Comment la nouvelle identité européenne, une identité politique et pas seulement culturelle, peut-elle continuer de se développer sans un espace clairement identifiable, tant dans ses limites territoriales que dans son cadre institutionnel? La question est posée.

Les projets d'union politique pour l'Europe depuis le Congrès de La Haye (1948) n'ont pourtant pas manqué. «L'idée d'union politique européenne n'est pas une idée neuve. La conscience européenne a lentement émergé au cours des siècles avant de s'exprimer sous la forme d'un projet politique présenté dès 1929 par Aristide Briand à Genève»<sup>231</sup>. Et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les initiatives sont d'une tout autre ampleur. «L'Europe n'a pas été faite et nous avons eu la guerre», a commenté Robert Schuman cinq ans après le deuxième conflit mondial. En mai 1948 un projet ambitieux est élaboré par la résolution adoptée par le Congrès de La Haye, intitulée «message aux Européens». L'espace européen défini est alors celui de tout le continent: «le projet qu'il sous-tend n'est pas seulement orienté vers une organisation économique de l'Europe mais sa visée est politique et ethnique. La convention européenne des droits de l'homme élaborée deux ans plus tard est directement issue des débats engagés dès ce congrès fondateur» (Elisabeth du Réau). Après plusieurs échecs, la question de l'Union politique européenne suscite de nouveaux débats, avec non seulement le projet Spinelli, mais aussi et surtout la relance de l'idée fédérale au sein du parlement européen élu en 1979.

<sup>230</sup> Titre de l'intervention de Robert Frank.

<sup>231</sup> Elisabeth du Réau, «Les projets d'union politique pour l'Europe depuis le Congrès de la Haye (1948): une perspective historique».

S'interroger sur l'espace européen, l'union politique et sur l'identité européenne, c'est aussi soulever le problème de l'Autre. Parce que l'identité se construit - souvent - dans le rapport à l'autre, il n'est pas apparu vain de réfléchir sur les diverses politiques externes à travers lesquelles l'Union européenne entre en interaction avec des mondes extérieurs et étrangers. Michel Girard le montre, «l'identité de l'Union est doublement problématique»<sup>232</sup>. Elle l'est d'une part pour les autres, qui ont des difficultés à se représenter précisément l'Union européenne, elle l'est d'autre part pour les Européens eux-mêmes. Comment s'identifier à des leaders, à des symboles, à des positions ou à des actions politiques? Que signifie se sentir Européen dans le monde? Il semble que l'identité externe de l'Europe soit moins fragile que l'identité interne, «entendue comme identification plus ou moins consciemment et volontairement réfléchie. Être identifié par l'autre semble ici moins difficile que s'identifier soi-même» (Michel Girard).

Si l'identité se définit par rapport à l'Autre, il faut s'interroger sur la question de l'Autre européen et par la suite sur l'espace européen. Les frontières de l'Europe sont alors en cause, et la notion même de frontière demande à être appréhendée dans toute sa complexité.

### **L'espace européen: quelles frontières pour l'Europe?**

«L'Europe, territoire ou réseau?»<sup>233</sup>, c'est précisément le sujet de réflexion de Georges Prévelakis, qui s'interroge, à travers le cadre géopolitique de Jean Gottmann, sur les représentations géographiques et les utopies européennes. Jean Gottmann est à l'origine de deux concepts: la circulation, force de changement, et l'iconographie, «l'ensemble des symboles auxquels tient une population», facteur d'autodéfense des sociétés face à la déstabilisation induite par la circulation. «La gouvernance s'appuie surtout sur l'iconographie; elle n'est pas pour autant viable si elle cherche trop à éliminer la circulation. La réussite des constructions géopolitiques est donc liée à la recherche d'un équilibre entre circulation et iconographie» (Georges Prévelakis). Comment situer dès lors le projet européen? Pour Georges Prévelakis, ce projet peut s'inspirer de plusieurs précédents géopolitiques, avec d'une part «le modèle territorial lié à l'État-nation» (Georges Prévelakis), dont le territoire demeure à définir, et de l'autre la vision anglo-saxonne, selon laquelle l'Europe serait un sous-réseau au sein d'un super-réseau mondial. Ces deux représentations expriment des utopies contradictoires et c'est pourquoi il est «nécessaire d'imaginer de nouvelles combinaisons territoriales et réticulaires» (Georges Prévelakis).

C'est aussi, mais dans une perspective différente, le problème des frontières de l'Europe qui est posé par Yann Richard et Pierre Beckouche dans leur exposé «Les frontières de l'Europe à travers Interreg». Le Programme d'Initiative Communautaire Interreg (INTER-REGional) est lancé en 1990 avec, comme objectif initial, l'atténuation de l'effet frontière marquant encore fortement l'espace communautaire, non seulement dans la réalité des échanges transfrontaliers, mais aussi dans les représentations. Ce programme devait à l'origine servir au développement local et à l'amélioration de «la gouvernance dans des territoires dont l'appartenance à des systèmes politico-administratifs nationaux différents compliquait l'intégration»<sup>234</sup>. Avec l'élargissement, cet instrument s'est

<sup>232</sup> Michel Girard, «L'identité européenne et les politiques externes de l'Union».

<sup>233</sup> Georges Prévelakis «L'Europe, territoire ou réseau? Représentations géographiques et utopies européennes: le cadre conceptuel géopolitique de Jean Gottmann»

<sup>234</sup> Yann Richard, Pierre Beckouche, «Les frontières de l'Europe à travers Interreg»

progressivement modifié, en particulier dans la deuxième moitié des années 1990. Il sert aujourd'hui le partenariat avec des voisins de l'Union européenne, les PECO et les pays du Sud de la Méditerranée.

Avec le Programme d'Initiative Communautaire Interreg, les innovations et les difficultés en matière de gouvernance mondiale sont appréhendées. Et ce programme doit aussi être replacé dans un cadre plus vaste, celui de la gouvernance territoriale de l'élargissement européen. D'autres fonds interviennent aussi (Phare, Tacis, Meda, etc.), pour contribuer à la nouvelle coopération frontalière internationale de l'Union européenne. La notion d'espace européen invite naturellement à réfléchir sur les frontières de l'Europe. L'espace peut cependant être compris dans un sens autre, comme l'indique la réflexion de G.Y. Kerven relative à l'espace scientifique et technique européen. Le Comité national d'évaluation de la recherche (CNER) a évalué les relations croisées entre la France et l'Union européenne dans le domaine de la recherche et du développement technologique (RDT). Les conséquences stratégiques de cette évaluation sont à définir. Il s'agit en particulier de répondre à une interrogation du CNER «sur la contribution que les dépenses communautaires de RDT apportent en termes de valeur ajoutée européenne au renforcement du potentiel stratégique des États membres dans des domaines relevant largement de leur souveraineté, sur les plans diplomatiques et de défense, technologique et industriel»<sup>235</sup>.

G. Y. Kerven met ainsi en lumière les relations entre architecture des souverainetés, capacité stratégique et capacité technologique. Les espaces apparaissent ainsi relativement mouvants. Ils se définissent largement en fonction d'un angle d'approche, ou d'une perception plus ou moins ancienne, liée à un héritage ou non. Et les identités, elles, sont multiples. L'articulation espace-identités-gouvernance est ainsi marquée au coin d'une certaine complexité.

### **Gouvernance européenne et gouvernance mondiale: problématiques et projets**

Que faut-il entendre par gouvernance mondiale? Comment s'articule-t-elle avec le concept de gouvernance européenne? Christian de Boissieu le souligne, la gouvernance est un concept qui ne doit pas être défini a priori, et ce concept est difficile à cerner de manière rigoureuse. Il n'en demeure pas moins que la gouvernance «exprime des exigences raisonnables autour desquelles un large consensus peut s'organiser. La bonne gouvernance d'un système économique et social, comme d'une entreprise, c'est tout ce qui lui permet d'abord - exigence minimale - de vivre, ensuite - ambition plus marquée - de durer et prospérer»<sup>236</sup>. Et Christian de Boissieu d'estimer que non seulement l'état actuel de la gouvernance mondiale, avant comme après le 11 septembre n'est pas tenable, mais que dans la définition d'une nouvelle gouvernance mondiale, l'Europe a un rôle essentiel à jouer.

S'interroger sur la notion de gouvernance européenne, telle qu'elle est définie, c'est tracer plusieurs axes de réflexion. Les différentes interventions se sont plus particulièrement arrêtées sur les problèmes institutionnels, sur les questions de défense européenne, et enfin sur les problèmes économiques.

---

<sup>235</sup> G. Y. Kerven, «L'espace scientifique et technique européen est-il un facteur de succès stratégique?».

<sup>236</sup> Christian de Boissieu, «Gouvernance mondiale et gouvernance européenne», Colloque «Gouvernance et identités en Europe».

Sur le plan politique d'abord, «la problématique de la Constitution pour l'Europe»<sup>237</sup> est posée. «L'Union européenne est-elle susceptible de se doter aujourd'hui ou demain, c'est-à-dire à quinze, à vingt-cinq ou à trente d'une véritable Constitution?» (Didier Maus). «Constitution», le vocable peut recouvrir des réalités bien différentes. «Si l'on assimile la notion de Constitution à celle de charte fondamentale d'un État souverain, à la fois sur le plan interne et sur le plan international, la réponse apparaît rapidement négative. Si par contre on attribue au mot «constitution» un sens moins précis, en considérant qu'il s'agit simplement du texte fondamental d'une organisation politique, même non souveraine, la réponse devient plus aisée» (Didier Maus)<sup>238</sup>. Réfléchir sur la possibilité de rédiger une Constitution pour l'Europe, c'est s'interroger «sur les valeurs de base communes à l'ensemble des pays constituant l'Union» (Didier Maus). Quelles sont ou peuvent être les valeurs communes de l'Europe?<sup>239</sup><sup>240</sup> Le texte du traité sur l'Union européenne (article 6, paragraphe 2) «contient les bases d'une identité constitutionnelle partagée entre les 15 pays de l'Union» (Didier Maus) et «évoque les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme, les libertés fondamentales et la convention européenne des droits de l'Homme» (Didier Maus). Surtout, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne proclamée à Nice en décembre 2000 peut apparaître comme «le premier étage d'un constitutionnalisme européen. Par la suite, il peut être aisé de constater l'existence d'un «véritable patrimoine constitutionnel commun fondé avant tout sur le respect de la démocratie et la mise en valeur de la liberté individuelle», et d'une «identité de valeur dans les pays de l'Union et donc dans l'Union elle-même» (Didier Maus).

Si elle pose avec acuité la problématique de la Constitution pour l'Europe, la notion de gouvernance européenne renvoie également aux problèmes institutionnels. Insatisfactions et critiques sont là. «L'abstentionnisme aux élections européennes et la plainte incessante sur le déficit démocratique [en] sont de bons révélateurs» (Jean-Claude Colliard). De fait, il existe une contradiction entre le modèle compétitif national et «le modèle consociatif européen» (Jean-Claude Colliard), une contradiction qui semble à l'origine de nombreuses mises en cause. Une comparaison avec le système américain, dans la présente perspective, n'est pas apparue vaine. Dans sa contribution, Amanda Frost s'est attachée à souligner les efforts pour améliorer la «transparence» au sein de l'Union européenne, et à les mettre en rapport avec les réformes des années 1960 aux États-Unis<sup>241</sup>.

La notion de gouvernance européenne renvoie également à la question de défense, et plus particulièrement aux espaces de défense européenne. Confrontés au drame humain des Balkans, les États membres de l'Union européenne ont été amenés à réagir. Un nouveau projet d'intégration, la politique européenne commune de sécurité et de la défense (PESD), est lancé lors des sommets de Cologne et d'Helsinki, et plus tard, de Nice. Des structures de décision sont créées au sein de l'Union européenne, et en 2003, jusqu'à 60000 soldats vont pouvoir être déployés sous commandement européen en zone de crise, dans un délai de soixante jours et pour une durée d'un an au moins.

<sup>237</sup> Titre de la communication de Didier Maus

<sup>238</sup> Voir dans ce sens la «constitution» de l'Organisation internationale du travail ou les «constitutions» des ordres religieux. Didier Maus renvoie à Georges Dmitri Lavroff, «L'instrumentalisation de la Constitution», in *La Constitution dans la pensée politique*, PUAM, 2001, p. 423 et sq.

<sup>239</sup> Didier Maus renvoie à l'ouvrage de Magnette (Paul) (dir.), *La Constitution de l'Europe*, Bruxelles, Institut d'études européennes, 2000, et à Schwarze (Jürgen) (dir.), *La naissance d'un ordre constitutionnel européen (l'interaction du droit constitutionnel national et européen)*, Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft et Bruxelles, Bruylant, 2001.

<sup>240</sup> Pour Didier Maus, «c'est plus par agrégation des valeurs nationales que se dégageront les valeurs européennes que véritablement par l'affirmation *ex nihilo* de principes et de valeurs constitutionnelles fondatrices». Il s'agit donc de rechercher les éléments communs permettant de dégager «un dénominateur commun susceptible d'être adopté par l'Union européenne elle-même» (Didier Maus).

<sup>241</sup> Amanda Frost «Transparency and the democratic deficit: an american perspective on transparency reform in the european union».

Cependant, et Michael Hilger<sup>242</sup> le montre, la PESD reste peu crédible. Elle se heurte aux préoccupations de consultation et de contrôle parlementaires, ce qui suscite de nouvelles interrogations: les Parlements nationaux doivent-ils se réorganiser en prenant en compte la perspective européenne? Une deuxième Chambre du Parlement européen va-t-elle voir le jour? Dans ces débats, l'espace européen est en cause, lui aussi: l'Europe de la sécurité et de la défense se limite-t-elle aux quinze de l'Union? Et pourquoi ne pas offrir aux États candidats à l'adhésion à l'Union européenne un signe d'appartenance à l'identité européenne en les associant à la politique de sécurité et de défense? Michael Hilger estime qu'une participation des parlementaires semble incontournable. Car ce sont les parlementaires qui votent les budgets de défense des États membres, et ce sont eux qui doivent rendre des comptes aux électeurs en cas de crise et de déploiement de troupes. Des initiatives sont donc prises pour «trouver la meilleure façon de combler le «vide parlementaire»<sup>243</sup> de la PESD» (Michael Hilger). La question de l'accompagnement parlementaire de la PESD pourrait trouver une réponse dans la perspective de la Convention qui préparera la Conférence intergouvernementale de 2004, où siégeront les 15 et les pays candidats.

Dans l'articulation complexe entre gouvernance et identités en Europe, l'économie joue son rôle elle aussi. Elle est abordée sous trois angles. C'est, d'une part, et suite à la crise agro-budgétaire qui voit s'affronter des intérêts nationaux divergents, la réforme de la Politique Agricole Commune au printemps 1984. Les égoïsmes nationaux sont dépassés, de nouvelles perspectives sont ouvertes. Cela tient «au changement d'attente des acteurs européens vis-à-vis de la PAC et à l'approfondissement dans des domaines tels que la recherche ou la coopération industrielle» (Georges Saunier). D'autre part, et sur un autre plan, le rôle de la banque centrale dans la dynamique des économies de la zone euro est souligné. Hubert Kempf met en particulier l'accent sur la situation originale de la BCE, «institution unitaire issue d'une zone fragmentée politiquement»<sup>244</sup> qui doit faire face à des critiques portant sur les procédures de l'institution et sur ses décisions effectives, et à des dilemmes, entre flexibilité et crédibilité, entre indépendance et responsabilité. Enfin, Liêm Hoang-Ngoc montre la possible réouverture du débat sur la consolidation du «gouvernement économique de l'Europe», en sonde la pertinence et en explore les différentes variantes institutionnelles possibles<sup>245</sup>.

Gouvernance et identités en Europe: les problématiques sont multiples et se renvoient les unes aux autres. La réflexion s'est largement enrichie des différentes disciplines des participants et a pu puiser dans des ressources diverses. L'histoire dont il est question n'est décidément pas une «histoire close». Elle s'ouvre sur de larges chantiers de recherche. Elle s'ouvre aussi sur la question de «l'espace public» (Habermas) en Europe, son existence, sa portée, mais aussi ses limites<sup>246</sup>.

---

<sup>242</sup> Michael Hilger, «Démocratie, identités et espaces de défense européenne». Michael Hilger est conseiller de presse à l'Assemblée de l'UEO.

<sup>243</sup> Josias van Aartsen, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, cité par Michael Hilger

<sup>244</sup> Hubert Kempf, «La banque centrale européenne entre indépendance et contrôle politique».]],

<sup>245</sup> Liêm Hoang-Ngoc, «Les figures du gouvernement économique européen»

<sup>246</sup> Hartmut Kaelble souligne dans son intervention «Les particularités de l'espace public européen» les transferts culturels, le multilinguisme, l'espace public des experts, le débat sur la culture.